

L'Économie Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15071 7 F

MARDI 13 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

ALGÈRE

Les doutes de l'armée algérienne

EN Algérie, le pouvoir, c'est l'armée. S'il est un point, et un seul, sur lequel tout le monde s'accorde, de l'autre côté de la Méditerranée, c'est bien celui-là. La nomination, samedi 10 juillet, du général Lamine Zéroual à la tête du ministère de la défense et surtout celle du général Mohamed Lamari au poste de chef d'état-major de l'armée, annoncent-elles une autre manière de lutter - plus implacable encore - contre les « fous de Dieu » ? Ce remaniement militaire a été annoncé alors que des dizaines de milliers d'hommes - soldats, gendarmes et policiers confondus - déployés dans les dix départements de l'Algérie ont toutes les peines du monde à contrôler les « groupes terroristes » qui commettent des attentats, dressent des embuscades, provoquent des désertions. Aujourd'hui placé à la tête de l'armée, le général Lamari, qui commandait ces unités mixtes, peut-il faire beaucoup mieux pour maîtriser le péril intégriste ?

PRESCQUE toutes les parties prenantes au drame algérien ont l'impression de se montrer sur le devant de la scène, soit en assumant directement le pouvoir, soit en se portant garants d'un accord que les principales forces politiques auraient négocié entre elles. Jusqu'à maintenant, la hiérarchie militaire, et au premier chef le général Khaled Nezzar (qui, tout en abandonnant son poste de ministre de la défense, demeure membre du Haut Comité d'État), s'y est obstinément refusée. La promotion de généraux, présentée comme « moderniste », laisse-t-elle présager un changement d'attitude ?

Ni les dirigeants civils ni même les militaires ne sont en mesure de trancher. Les uns comme les autres mènent de front deux politiques. Ils combattent, implicitement, sur le terrain, les « barbus » en armes et entretiennent, discrètement, derrière les barreaux, des contacts avec leurs « frères » détenus. Cette double stratégie, qui n'a probablement pas l'aval de tous les clans qui se disputent le pouvoir, n'a, pour l'instant, et pour cause - guerre donnée de résultats.

Qui appartiendra le dernier, au général Nezzar, malgré de graves soucis de santé, pourrait s'être placé en réserve de la République pour assumer la période de transition qui précéderait, d'ici à 1996 - année de l'élection présidentielle - la remise en marche du processus démocratique ? Ou bien à d'autres militaires, s'ils réussissent à maintenir l'unité de l'armée, minée par le virus islamique comme toutes les institutions du pays ?

En tout cas, la maîtrise des événements - si, toutefois, elle appartient encore au pouvoir - n'est pas entre les mains des civils. Ceux-ci n'ont d'autre choix que d'obéir aux ordres ou aux humeurs des militaires. C'est-à-dire de transférer avec les islamistes ou, comme le déclarait récemment le chef du gouvernement, « affronter l'ennemi ».

Lire nos informations page 3



En marge de la conférence constitutionnelle Les poussées autonomistes menacent l'unité de la Russie

La conférence constitutionnelle a ratifié, lundi 12 juillet, le projet de loi fondamentale qui doit remplacer la Constitution datant de l'époque de Leonid Brejnev. Ce projet a été approuvé par 433 députés sur 685, et sera soumis aux Parlements des 88 entités administratives de la Fédération, menacée par des demandes d'autonomie de plus en plus nombreuses.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Un sida politique », c'est ainsi qu'un des conseillers les plus proches de Boris Eltsine, Sergueï Chakhrail, a qualifié la fièvre « autonomiste » qui semble s'emparer depuis quelques semaines de nombreuses régions de Russie. Après la décision, le 1^{er} juillet, du Parlement de Sverdlovsk, dans le centre du pays, de proclamer une « République de l'Oural », ce sont les députés de Vladivostok, à la pointe orientale de la Fédération, qui, le 8 juillet, décident d'organiser un référendum sur la transformation du statut de leur région et proclament, avant même la tenue du scrutin, la naissance d'une République de Primorie, ou « République maritime ».

Et ce n'est pas fini : les assemblées de Tchita, de Krasnoïarsk, en Sibirie, de Vologda et d'Arkhangelsk, dans le Nord, ont avéré

que, si la conférence constitutionnelle ne leur donnait pas satisfaction, elles proclameraient aussi de manière unilatérale leur transformation en républiques autonomes. C'est-à-dire qu'elles rejoindraient les vingt et une entités qui jouissent déjà, au sein de la Fédération de Russie, de ce statut et peuvent ainsi avoir leur propre drapeau, leur Constitution, leur hymne national, leur président et, surtout, une maîtrise plus grande de leur budget.

Tout est là en effet. Pour le moment, ces revendications d'autonomie sont fondées sur des critères davantage économiques qu'éthniques ou même géographiques. Certes, lorsque le Tatarstan ou la Tchétchénie se mettent en congé de la Fédération de Russie, c'est en grande partie pour des raisons « nationales ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 5

Un comité interministériel à Mende

Le gouvernement relance l'aménagement du territoire

Edouard Balladur a réuni, lundi 12 juillet, dix-sept ministres pour tenir un comité interministériel d'aménagement du territoire. Symboliquement, celui-ci a eu lieu à Mende, préfecture de la Lozère. Le gouvernement souhaitant mettre fin à la désertification rurale, Charles Pasqua a émis l'idée d'un référendum sur la loi d'orientation qui va être préparée.

La bête du Gévaudan



Lire l'article de THIERRY BRÉHIER page 19

L'ÉCONOMIE

La consommation ressort cassé

Les achats de produits de consommation ne sont plus comme par le passé un puissant moteur de croissance. Nos reportages dans plusieurs régions le confirment, les consommateurs ont changé : ils comparent, marchandent, hésitent. Et les appels du gouvernement à la confiance ne semblent guère entendus.

Lire aussi nos rubriques mode d'emploi, conjoncture, dossier (L'UNEDIC) et opinions (La délocalisation, substitut à l'immigration).

pages 25 à 32

Rebondissement dans l'affaire OM-Valenciennes

Dans l'enquête sur la corruption présumée lors du match Valenciennes-Marseille, un rebondissement décisif est intervenu, dimanche 11 juillet. Le Marcellais Jean-Jacques Eydele, ébranlé par le témoignage de son épouse, selon lequel il a bien servi d'intermédiaire dans la tentative de corruption à la demande du directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, a fait savoir au juge d'instruction qu'il était prêt à revenir sur ses dénégations.

page 12

L'ONU à tout faire

De plus en plus sollicitées, les Nations unies n'ont pas les moyens de venir à bout de tous les conflits du monde

Le général Philippe Morillon a quitté, lundi 12 juillet, le commandement des « casques bleus » stationnés en Bosnie - où il était arrivé en mars 1992 - pour aller au général belge Francis Briquemont lui succéder (lire page 5).

par André Fontaine

Les empires ayant disparu l'un après l'autre, la peur du gendarme soviétique s'étant évanouie avant même l'implosion de l'URSS, le Zorro américain limitant ses ambitions à ne pas laisser Saddam Hussein et quelques autres marcher sur ses pantoufles, et l'Europe étant aux abonnés absents, que reste-t-il, sinon l'ONU, pour remédier au désordre planétaire ? Rien d'étonnant à ce que le « machin » qui agitait tant de Gaïlle soit mis aujourd'hui à

toutes les sauces. Le Conseil de sécurité siège presque sans désemparer, et quelque 100 000 « casques bleus » et assimilés sont répartis entre douze théâtres d'opérations. Parmi eux beaucoup de Français : 5 600 dans l'ex-Yougoslavie, près de 1 500 au Cambodge, 1 100 en Somalie, 530 au Liban.

Leurs missions se diversifient de plus en plus. Au début, il s'agissait essentiellement d'interposer, tant bien que mal, un écran entre des forces hostiles : ce fut le cas dans le Sinaï, ce l'est toujours à Chypre, au Liban sud, à la frontière entre l'Irak et le Koweït. Ou de contrôler, efficacement comme au Salvador, en vain comme en Angola, la régularité d'élections censées mettre fin à une vieille guerre civile.

Lire la suite page 4

La confusion des idées

Quarante intellectuels appellent à une « Europe de la vigilance » face à la banalisation de la pensée d'extrême droite

par Roger-Pol Droit

Les alliances qui se renouent aujourd'hui entre quelques militants communistes et néofascistes doivent être prises au sérieux. Elles ne sont cependant ni étranges ni nouvelles : les tentatives avortées pour constituer un national-bolchevisme ont une longue histoire. Quant à leur influence réelle, il n'y a pas de quoi s'inquiéter : l'affaire concerne quelques dizaines de personnes et des publications aux tirages parfois confidentiels.

Mais elle signale, comme un petit fait révélateur, une forme de confusion plus vaste et plus diffuse qui a gagné la vie intellectuelle au cours de ces dernières années, et qui s'accroît ces temps-ci. Il ne faut certes pas sous-estimer le risque de

voir se développer en Europe de telles convergences, à la faveur notamment du chaos qui règne en Russie, des meurtres racistes qui se multiplient en Allemagne, des conséquences imprévisibles de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Mais, à l'évidence, dans l'état actuel des choses, rien de ce côté ne menace la démocratie en France. Il existe pourtant dans notre vie intellectuelle des tendances périlleuses. Et si le danger est ici plus insidieux, il mérite tout autant qu'on y prête attention, comme nous y invite l'« Appel à la vigilance » lancé par une quarantaine d'intellectuels que nous publions aujourd'hui.

Lire la suite page 9 et l'appel à la vigilance d'intellectuels français et européens page 8

Jean Montaldo
Lettre ouverte d'un « chien » à François Mitterrand au nom de la liberté d'aboyer

Bérézgovoy : Montaldo répond à Mitterrand.

DEJÀ N° 1 SUR LES LISTES DE BEST-SELLERS

Albin Michel

L'ÉTÉ FESTIVAL

■ Le Festival d'Avignon se poursuit sous un ciel incertain, avec un double voyage à travers l'Europe - *Chvalik au terminus du monde*, de Wladyslaw Znorok et *Munich-Athènes*, de Lars Noren, - une fable politico-médiatique de Philip K. Dick (*Comment construire un univers qui ne s'effondre pas deux jours plus tard*), le premier épisode du *Roman d'un acteur*, de Philippe Caubère, et la énigmatique tentative de marier rap et chorégraphie contemporaine, menée par Jean-François Duroure (*L'Ephémère et la Nuit partagée*).

page 15

■ Les festivals de musique prennent leur essor à travers la France. Au cœur des Alpes, celui des Arcs fête son vingtième anniversaire avec 30 concerts, 150 artistes et 200 stagiaires. Du côté de l'Atlantique, celui de Saintes se tient sous le signe du plaisir.

Naguère concentré sur la musique ancienne - baroque en particulier, - ce festival, sous l'impulsion de Philippe Dibos, président de l'Institut de musique ancienne de la ville, et de Philippe Herreweghe, directeur artistique de la manifestation, ont désormais élargi son horizon aux compositions classiques et à la musique du vingtième siècle. Une évolution qui découle du travail des interprètes baroques : portés par la lame de fond qu'ils ont provoquée, ces derniers réécrivent l'histoire de l'interprétation.

page 16

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 p ; Irlande, 250 IR ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

100

DIPLOMATIE

Nouvelle tension entre l'Irak et les Nations unies

Bagdad a refusé la neutralisation de deux bases de missiles

Anticipant une réaction éventuelle à son refus de laisser neutraliser par l'ONU deux bases de missiles, l'Irak s'est déclaré, dimanche 11 juillet, prêt à « défendre son peuple, son espace aérien et ses installations » contre une éventuelle attaque.

Interrogé par la chaîne de télévision américaine CNN, le général Amer Mohammad Rachid, directeur de l'industrie militaire irakienne, a accusé le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, de « dicter à la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (UNSCOM) ce qu'elle devait faire. « Si nous autorisons aujourd'hui la mise sous scellés de ces deux sites qui ne sont pas concernés par la résolution 687 de

l'ONU ce serait un précédent et nous verrions demain toutes nos industries, même civiles, placées sous scellés », a-t-il dit.

Quelques heures auparavant, une équipe de trois experts mandatés par l'UNSCOM avait quitté Bagdad précipitamment après avoir été empêchée par les autorités irakiennes de poser les scellés sur des équipements militaires dans deux bases d'essai de missiles. Yom Al Azim et Al Rafah. L'ONU avait décidé cette mesure « provisoire » destinée à empêcher l'Irak de tester des missiles d'une portée supérieure à 150 kilomètres, après que Bagdad eut refusé l'installation de caméras de surveillance sur ces sites.

Il revient maintenant à l'ONU

de décider comment réagir, a déclaré le vice-président américain, Al Gore. « L'ONU a un certain nombre d'options, dont certaines prévoient l'usage de la force », a-t-il dit à la chaîne de télévision NBC. Dès vendredi, M. Christopher avait averti que les Etats-Unis étaient prêts à envisager une intervention militaire quelconque si Bagdad refusait d'autoriser l'équipe de l'ONU à mener à bien sa mission.

L'annonce par un porte-parole saoudien dimanche que des forces irakiennes avaient tiré à deux reprises, les 1^{er} et 4 juillet, sur des gardes-frontières saoudiens, pourrait aggraver encore le « cas » de l'Irak. C'est le premier incident du genre depuis la fin de la guerre du Golfe, en février 1991. — (AFP)

Lors de sa rencontre avec M. Eltsine sur le lac Baïkal

M. Kohl promet de veiller au respect des engagements occidentaux en faveur de la Russie

BERLIN

de notre correspondant

Rentrant du sommet des pays industrialisés de Tokyo, le chancelier Helmut Kohl et le président russe Boris Eltsine se sont offert samedi 10 juillet une escapade commune sur le lac Baïkal, en Sibirie. Au programme : balade en bateau, sauna, et discussions. C'est la troisième fois que les deux hommes se retrouvent en sept mois. Le chancelier Kohl, qui s'était rendu en décembre 1992 en visite officielle à Moscou, avait démontré son soutien au président russe dans ses démêlés avec son Parlement au printemps dernier. Les deux hommes ont besoin l'un de l'autre.

Principal fournisseur d'aide à Moscou depuis la réunification, l'Allemagne n'ignore pas l'importance de la stabilité de l'actuel régime russe pour sa propre sécurité. Boris Eltsine sait qu'il peut compter sur le chancelier comme interprète auprès des autres pays occidentaux pour l'aider à sortir l'économie russe de l'ornière, non seulement par des crédits mais aussi par l'ouverture de leurs marchés. La mise en œuvre des résolutions du sommet de Tokyo devrait être l'un des principaux sujets de discussion de la visite que doit effectuer cette semaine à Bonn le premier ministre russe, Victor Tchernomyrdine.

Boris Eltsine est de son côté le

meilleur garant pour tenter de trouver un règlement au problème de la minorité allemande de Russie, et surtout faire que le retrait des forces de l'ancienne armée rouge d'Allemagne se passe selon les plans prévus. Il a réaffirmé samedi que Moscou entendait respecter le nouveau calendrier fixé en décembre, et qui prévoit la fin de ce retrait pour le 31 août 1994, cinq mois avant la date fixée à l'origine. L'aide spécifique de 7,8 milliards de deutschemarks versée à la Russie pour la réinsertion de ses hommes avait été augmentée de 550 millions de deutschemarks.

H. de B.

L'ONU à tout faire

Suite de la première page

Dans l'ex-Yougoslavie, les premiers soldats de la paix avaient été stationnés en Croatie, dans le but d'empêcher les troupes rivales d'avancer au-delà de leurs positions. Ils y sont toujours, ce qui a surtout pour effet de pratiquement consacrer les conquêtes serbes. Leurs camarades arrivés plus tard en Bosnie assurent la protection de convois d'aide humanitaire vers les enclaves musulmanes, et essaient, avec une persévérance assez admirable que mal récompensée, de faire taire les armes.

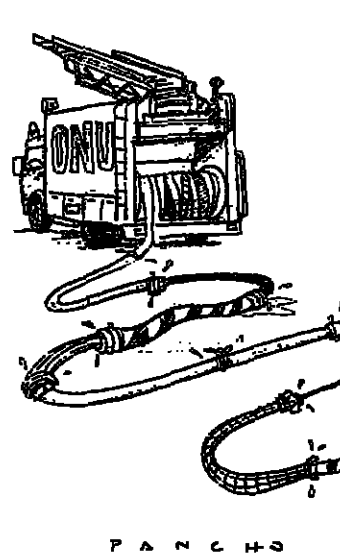
Tâche d'autant plus ingrate que les soldats en question, qui se font souvent canarder, ne sont autorisés à répliquer qu'en cas de vraie légitime défense. Trois Croates ont certes été tués il y a peu par des Britanniques, mais c'est un cas exceptionnel. Alors qu'en Somalie les « casques bleus », soutenus par l'aviation américaine, ont vengé le massacre de vingt-trois de leurs camarades pakistanais en donnant l'assaut au QG de l'un des chefs de la guerre, le général Aidid, pour lequel Washington avait eu auparavant des faiblesses. Moyennant quoi il court toujours, et a beau jeu de dénoncer le massacre par les impérialistes de ses infortunés compatriotes.

Contrairement à ce qu'on a entendu sur certaines ondes, cette action armée n'est pas sans précédent : c'est sous le drapeau de l'ONU que les Etats-Unis et plusieurs de leurs alliés, dont la France, étaient intervenus en Corée en 1950. Une autre opération armée a été menée, en 1961, pour réduire la sécession de la province zairaise (on disait alors congolaise) du Katanga. Le Suédois Dag Hammarskjöld, à l'époque secrétaire général des Nations unies, devait trouver la mort sur place dans un accident d'avion aux circonstances encore mal élucidées.

La tête avait quelque peu tourné, dans les semaines précédentes, à ce juriste suédois à la culture impressionnante, capable de tenir tête à Malraux dans une joute intellectuelle en français. Il n'était pas loin de se considérer comme le chef d'un gouvernement mondial sur le point de naître. Ni Kennedy, ni Khrouchtchev, ni de Gaulle n'avaient évidemment la moindre intention de lui laisser jouer ce rôle, et aucun de ses successeurs ne s'y est essayé. Le droit de veto dont disposent les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui par une assez extraordinaire coïncidence se trouvent être aussi ceux qui détiennent officiellement des armes nucléaires, suffisait en tout

état de cause à fortement limiter la liberté d'action de l'organisation, et donc de son secrétaire général.

Il y a six ans à présent cependant que le Kremlin a cessé de recourir au veto : ce qui a pris au pourpurré Saddam Hussein, convaincu, lorsque éclata la crise du Golfe, que l'URSS ne laisserait pas Occidentaux mettre à exécution leurs menaces contre lui. Seule exception, toute récente : le Krem-



P. ANCHES

lin a dit non à une proposition britannique visant à accroître le budget des opérations à Chypre. Ce vote donne la mesure de la liberté d'action que lui laisse l'état de ses finances : il lui est pratiquement impossible de se mettre en travers de ce que l'Amérique désire vraiment.

Le rêve de Roosevelt

Tout le monde qui demeure en est là. Le grand Bill de la Maison Blanche savait parfaitement, en lançant ses Tomahawk contre le QG des services de renseignement irakiens, que contrairement à ce que prévoit la charte des Nations unies il n'avait besoin de demander la permission à personne. Seule des cinq Grands, la Chine a exprimé des réserves. Tandis que la Grande-Bretagne « approuvait », la France « comprenait », et la Russie estimait l'action américaine « justifiée par le droit d'autodéfense » reconnu par l'article 51 de la Charte.

Comment ne pas voir pourtant qu'à ce jeu, essentiellement destiné à empêcher la cote de Clinton de

somber, on va davantage encore persuader les musulmans qu'il est décidément plus facile de taper sur leurs frères que sur les émules serbes ou, à l'occasion, croates, de Saddam Hussein ? Il est vrai qu'un lâcheté en appelant une autre on a tenté d'empêcher la conférence des Nations unies sur les droits de l'homme d'entendre le dalaï-lama, de peur de mécontenter Pékin, et qu'elle a rayé de son communiqué final, pour ne pas irriter Téhéran et quelques autres, la condamnation de l'antisémitisme et de « l'extrémisme religieux » figurant dans le projet initial.

prédécesseur Woodrow Wilson pour assurer « la suprématie du droit contre toute agression égoïste » (1) mais à laquelle il n'allait même pas réussir à faire adhérer son propre pays. Wilson s'imaginait que les quelques dizaines de pays, devenus indépendants au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui feraient partie de la SDN auraient vite fait de nonner des liens comparables à ceux qu'avaient tissés entre eux les treize colonies dans la révolte avait donné naissance en 1776 aux Etats-Unis. Pour Roosevelt, il était impossible de pousser plus loin la naïveté. Il fallait confier l'Assemblée générale des Nations unies, où la voix du Liechtenstein et d'autres Etats latins — dont certains sont, il est vrai, des paradis fiscaux — pèse autant, aujourd'hui, que celle des plus grands, par un Conseil de sécurité qui seul disposerait du droit de recourir à la force.

La plupart des pays ont interdi-rait de posséder de véritables armées, les forces de police qu'ils conserveraient ne disposant que de matériel léger. Les seuls autorisés à détenir des armements lourds — on ne parlait pas à l'époque de la bombe atomique — auraient été les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et la Chine. C'est de mauvaise grâce que, à la requête pressante de Churchill, Staline et lui consentaient à ajouter la France à la liste. De toute façon, il était com-ment possible de croire que son fils Elliott, que son pays était la seule grande puissance qui puisse maintenir la paix dans le monde ? L'ONU avait besoin d'une épée dorsale, et celle-ci ne pouvait être que les Etats-Unis.

De ce que le veto est ainsi tombé en désuétude, peut-on conclure que le Conseil de sécurité est maintenant en mesure d'assumer « la responsabilité principale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale » que lui assignaient les fondateurs de l'ONU, au premier plan desquels Franklin Roosevelt ? Répondre à la question suppose que l'on comprenne bien ce qu'il avait en tête, et qui est très simple. Il était obsédé, à juste titre, par l'échec de la Société des nations, conçue en 1916 par son

Le poids de l'Amérique

Ils ont longtemps joué ce rôle. Il y a deux ans encore, George Bush croyait dur comme fer que le nouvel ordre mondial dont il prophétisait l'avènement résulterait de la faiblesse de la Rome de cette fin de siècle et de millénaire. Mais les temps sont changés. Quels que soient le volume de leurs armements, les poids de leur économie, la formidable étendue de leur hégémonie culturelle, chaque jour un peu plus visible, du rock au fast-food, des séries télévisées à l'usage généralisé d'un anglais abâtardi, les Américains n'ont actuellement ni les moyens financiers ni encore moins la volonté de jouer les maîtres du monde : il suffit de voir la valse-hésitation de Bill Clinton à propos de l'ex-Yougoslavie et des secrets d'Etat, Peter Tarrhoff, d'ailleurs reconnu que son pays était en train de renoncer à son « leadership » mondial. Les affaires du GATT suffisent à nous en consoler : nous n'aurions guère intérêt à voir l'On- cle Sam gouverner le monde, et nous avec. « Au club des grands », rappelle de Gaulle, j'ai rencontré autant d'égoïsmes sacrés que de membres inscrits ».

Reste que le temps du chacun pour soi paraît bien révolu. Grâce au fabuleux développement des échanges et des communications de toutes sortes, chaque pays se trouve pris dans des réseaux dont il ne pourrait se retirer, contrairement à ce que croit Philippe Séguin, qu'en s'ouvrant les veines. Sur le plan économique, financier, culturel, idéologique, le monde est devenu, suivant la formule célèbre, un « village ». Ce n'est pas assez pour garantir la paix : la promiscuité a vite fait de conduire les gens à s'épier, à s'envier, à s'opposer. Pour maintenir entre nations, ethnies, religions, classes sociales, tribus et clans une tranquillité relative, pour éviter que n'importe qui vende des armes, y compris nucléaires, à n'importe qui, le village en question aurait besoin d'un pouvoir d'arbitrage solide, parce que reconnu, et appuyé sur des lois, des juges et des gendarmes.

Ce pouvoir n'existe pas, et toute

tentative de construire une nouvelle tour de Babel connaîtrait, les hommes étant ce qu'ils sont, le sort de sa devancière. De toute façon, qui trop embrasse mal étreint, et la plupart des Empires, celui d'Alexandre en tête, sont morts de s'être trop étendus. Qui imagine encore que les Nations unies pourraient un jour se transformer en gouvernement mondial ? Elles jouent de plus en plus un rôle de pompier et de secouriste, et c'est très bien ainsi, à cette nuance près que, compte tenu du nombre de conflits qui menacent d'éclater ici ou là, le risque grandit de les voir déclarer forfait, faute de disposer des moyens appropriés.

La sagesse ne consisterait-elle pas dans ces conditions, ce qui serait d'ailleurs tout à fait dans l'esprit de leur charte, à ne les saisir que de questions dont l'intérêt est vraiment mondial ? Qu'il s'agisse de conflits majeurs, comme celui, latent entre les Etats-Unis et une partie du monde islamique. De problèmes fondamentaux comme la non-prolifération nucléaire, la lutte contre la drogue et le sida, la déforestation, étant entendu qu'il existe au sein du système de l'ONU bien des instances qualifiées pour en traiter, et que, pour ce qui concerne le conseil de sécurité, la question pourrait être posée à la fois de son élargissement, et, pourquoi pas, de la suppression d'un droit de veto que la fin de la guerre froide a rendu passablement anachronique.

En revanche, il paraît tout à fait essentiel d'encourager les regroupements géographiques, ceux-ci étant à vue humaine les mieux placés pour conjurer les risques se présen-

tant à proximité, et si l'incendie éclate, s'employer à l'éteindre. L'Organisation des Etats américains vient de jouer en Haïti un rôle très positif. Une force interaméricaine est intervenue au Libéria.

L'Europe en revanche, CSCE comme CEE, n'est jusqu'à présent arrivée à rien dans l'ex-Yougoslavie. Mais les Nations unies non plus. Deux années de guerre ont maintenant épuisé les combattants, même si tels de leurs chefs continuent d'afficher une jovialité aussi indécente que leur rapacité. Les combats auraient vite fait de s'arrêter si les différentes minorités qu'ils opposent, y compris les Serbes de Croatie et de Bosnie, se sentaient assurées d'une véritable protection européenne.

Si la Communauté des Douze réussissait, maintenant qu'est consommé l'échec du plan Vance-Owen, à mettre au point une formule de ce genre, l'idée qu'elle puisse concevoir et mettre en œuvre, comme le préconise le traité de Maastricht, une politique étrangère commune s'effriterait peut-être moins vite. Ceux qui, Européens ou pas, ont encouru de l'état où se trouvent les deux anciens combattants de la guerre froide que rien n'est plus nécessaire, dans cette partie du monde qui fut son enjeu principal, que la nette affirmation d'une volonté et d'une force s'en trouveraient en tout cas rassurés.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Citation empruntée à l'intéressant « L'essai » du professeur Zoghbi, qui vient de paraître sur PUF : *Après la Guerre froide dans le monde*.

Les relations franco-chinoises

Les silences de M. Friedman

Jacques Friedman, conseiller du premier ministre français et envoyé spécial à Pékin, poursuivait, lundi 12 juillet, ses conversations avec les dirigeants chinois après avoir rencontré samedi le vice-premier ministre Zhu Rongji (le Monde daté 11-12 juillet).

PEKIN

de notre correspondant

L'envoyé spécial d'Edouard Balladur a promis à Pékin que la France respecterait désormais « la doctrine établie par le général de Gaulle » dans ses rapports avec la Chine. C'est, du moins, ce que les Chinois ont cru pouvoir conclure d'un entretien que M. Friedman a eu samedi avec Zhu Rongji, qui officie à la tête du gouvernement chinois en l'absence de Li Peng, souffrant. M. Friedman lui a remis une lettre de M. Balladur à l'intention de M. Li et a, selon le compte rendu chinois, exprimé le souhait de la France « de discuter avec la partie chinoise de la manière dont pourraient être surmontées les difficultés dans les relations bilatérales ».

M. Friedman, selon Pékin, s'est vu indiquer par M. Zhu que l'ancien gouvernement socialiste français avait « espéré la base des relations franco-chinoises en prenant la décision erronée de vendre des armes à Taiwan ». M. Zhu a souligné « l'espérance » que le présent gouvernement français adopte des mesures concrètes en vue de ramener les relations dans le droit chemin sur la base des principes ayant présidé à l'établissement des relations diplomatiques entre Pékin et Paris en 1964. En clair : pas de

nouvelles ventes d'armes à Taiwan. Selon la Chine, M. Friedman a déclaré à M. Zhu que « le gouvernement français reconnaît l'importance de la position de la Chine dans les affaires internationales ».

En l'absence de déclarations de l'intéressé, dont les collaborateurs sont également réduits au silence, il est difficile d'établir en quoi Paris considérerait que la « doctrine du général de Gaulle » reste opérationnelle à l'approche du trentième anniversaire des relations franco-chinoises, comme « ailleurs de quoi cette « doctrine » est faite. La France et Taiwan avaient rompu toute relation en 1964 après la décision de Paris de transférer son ambassade sur le continent. Comme les autres grands puissances, la France entretient aujourd'hui avec Taïpeï des rapports qui se veulent non gouvernementaux, mais sont en fait pratiquement officiels.

C'est la seconde fois, en un an, qu'un émissaire français se livre à Pékin à un exercice de diplomatie secrète pour tenter de réparer les dommages causés par les ventes françaises d'armements à Taiwan. Dominique Strauss-Kahn avait exposé le point de vue français d'alors, qui était d'autoriser de telles ventes. Le silence de M. Friedman laisse le champ libre à la Chine pour utiliser l'événement en blâmant le précédent gouvernement. L'envoyé spécial du deuxième gouvernement de cohabitation préfère, paraît-il, attendre la fin des conversations pour sortir de son mutisme. En attendant, Pékin présente sa venue comme une preuve que la France politique vide ses querelles en Chine.

FRANCIS DERON

BOSNIE : rejetant la proposition de

La présidence confie son projet de fédération à bas

Le projet de fédération entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, présenté par le président serbe Slobodan Milosevic, a été rejeté par le président bosnien Alija Izetbegovic. Le projet prévoyait la création d'une fédération entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, avec une capitale commune à Belgrade. Le président serbe a déclaré que ce projet était « une étape importante vers la paix et la stabilité en Bosnie ». Le président bosnien a répondu que le projet était « contraire aux intérêts de la Bosnie-Herzégovine ».

Le général Morillon fait ses adieux à Sarajevo

Le général Morillon, commandant en chef des forces françaises de maintien de la paix à Sarajevo, a fait ses adieux à la ville le 12 juillet. Il a été reçu par le maire de Sarajevo, Alija Izetbegovic, et par le président bosnien, Alija Izetbegovic. Le général Morillon a déclaré que son séjour à Sarajevo avait été « une expérience enrichissante ».

Le général Morillon a été reçu par le maire de Sarajevo, Alija Izetbegovic, et par le président bosnien, Alija Izetbegovic. Le général Morillon a déclaré que son séjour à Sarajevo avait été « une expérience enrichissante ».

Le général Morillon a été reçu par le maire de Sarajevo, Alija Izetbegovic, et par le président bosnien, Alija Izetbegovic. Le général Morillon a déclaré que son séjour à Sarajevo avait été « une expérience enrichissante ».

Le chef de la police de Sarajevo a été tué

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

Le chef de la police de Sarajevo, Zvezdan Jelic, a été tué par une explosion le 12 juillet. L'explosion a eu lieu dans le centre de Sarajevo, près d'un marché. Le chef de la police a été tué par une explosion qui a éclaté dans un véhicule qu'il occupait.

AMÉRIQUES

L'embarrassant cheikh Omar

Les autorités américaines sont confrontées à un casse-tête politico-juridique après la demande d'extradition du chef intégriste égyptien

WASHINGTON

de notre correspondant
Il est aussi embarrassant en prison qu'en liberté. Arrêté la semaine passée aux États-Unis et sous le coup d'une demande d'extradition de la part de l'Égypte, le cheikh Omar Abdel Rahman, chef religieux intégriste égyptien, dont nombre de fidèles sont accusés d'avoir préparé et commis des attentats à New-York, représente un casse-tête pour les autorités américaines.

Libre ou sous les verrous, il a réussi à troubler les relations entre les États-Unis et l'Égypte qui soupçonne Washington d'avoir, dans cette affaire, manifesté quelque maladresse. Son dossier, sur fond de terrorisme à Manhattan et de lutte contre l'islamisme militant, est d'une épouvantable complexité juridique. Mais, qu'il reste emprisonné à Otisville, dans l'État de New-York, ou qu'il soit livré à l'Égypte, les milieux officiels, américains et égyptiens, redoutent qu'il n'acquiesce le statut de « martyr » et ne suscite un surcroît d'activisme de la part de ses fidèles.

Agé de cinquante-cinq ans, aveugle de naissance, souffrant de diabète, guide spirituel – au moins – d'un mouvement se présentant comme le « Groupe islamique », le cheikh appelle au renversement du régime du président Hosni Moubarak. Résidant aux États-Unis depuis le printemps 1990, il a été

arrêté il y a une semaine. Il est accusé d'avoir enfreint les règles de l'immigration, de « présenter un danger pour la communauté et d'être susceptible de prendre la fuite ». Il est sous le coup d'un ordre d'expulsion du service de l'immigration. Le même service vient de rejeter sa demande d'asile politique et de repousser, également, l'appel qu'il avait interjeté pour faire annuler l'ordre d'expulsion.

Cela ne veut pas dire qu'il va être expulsé. Le cheikh a mis en œuvre d'autres recours, notamment une procédure d'appel devant une cour fédérale, et les autorités américaines doivent encore se prononcer sur la demande d'extradition égyptienne.

Des années de procédure

Celle-ci est fondée sur un discours qu'aurait prononcé cheikh Omar en Égypte en 1989 et qui aurait provoqué une émeute meurtrière. A en croire le *New York Times*, le traité d'extradition entre l'Égypte – en fait, l'Empire ottoman – et les États-Unis, vieux de 1874, ne contiendrait aucune clause permettant d'expulser le cheikh. Enfin, un de ses proches affirmait, vendredi 9 juillet, avoir demandé au département d'État de

contacter Paris pour sonder la possibilité d'un exil de cheikh Omar en France...

Autant dire que ses avocats entendent faire traîner l'affaire durant quelques années encore, et qu'ils ont toutes les chances de réussir. Cela arrangerait beaucoup de monde. Les autorités égyptiennes ne sont pas très enthousiastes devant la perspective de devoir emprisonner un homme qui passe pour être l'inspirateur des militants islamistes avec lesquels le régime de M. Moubarak est en guerre ouverte. En formulant leur demande d'extradition, elles cherchaient avant tout à empêcher que l'ordre d'expulsion de cheikh Omar ne se traduise par son installation dans un pays « ami » de la cause islamiste, le Soudan, d'où il pourrait à loisir poursuivre sa guérilla électronique contre Le Caire.

Pour contrer cette éventualité, les autorités égyptiennes n'avaient qu'une possibilité : demander l'extradition du cheikh. Les autorités américaines, de leur côté, pouvaient difficilement continuer à laisser en liberté un homme dont tout indique qu'il était au courant de l'attentat contre le World Trade Center – six morts et mille blessés le 26 février – et qu'il n'ignorait pas non plus certaines des actions violentes que préparaient les militants islamistes arrêtés fin juin à New-York. Le ministère de la justice et le FBI ont fait valoir que le cheikh avait été laissé en liberté à

dessein : les policiers pouvaient continuer à le surveiller.

Cette surveillance aurait facilité l'arrestation fin juin de huit personnes, dont cinq Soudanais, qui préparaient une campagne de violence à New-York (le *Monde* du 26 juin). Une fois les arrestations effectuées, il devenait difficile de justifier auprès des autorités égyptiennes que le cheikh fût laissé libre de poursuivre, et d'enregistrer sur cassettes vidéo, ses prêches incendiaires appelant à la « guerre sainte » contre M. Moubarak.

Le cheikh a déjà été arrêté puis acquitté par les autorités égyptiennes au lendemain de l'assassinat du président Sadate. Soupçonné d'avoir fomenté des manifestations violentes, il quitta l'Égypte en 1989 et obtint au Soudan un visa de touriste de l'ambassade des États-Unis à Khartoum. « Ce fut une erreur », dit, aujourd'hui, le département d'État, qui reconnaît que cheikh Omar figurait sur une liste de personnes indésirables aux États-Unis. Certains milieux égyptiens soupçonnent que le cheikh a bénéficié de la bienveillance de la CIA, qu'il aurait aidée en appuyant la lutte des guérilleros islamistes afghans contre le régime communiste de Kaboul. Allégation que les États-Unis démentent formellement.

ALAIN FRACHON

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : envoi de renforts dans la « zone de sécurité »

Jérusalem rend Damas responsable de la tension dans le sud du Liban

Israël a continué, durant le week-end, de rejeter sur la Syrie la responsabilité de la dégradation de la situation à la frontière libanaise (le *Monde* du 11-12 juillet) et le premier ministre, Itzhak Rabin, a demandé, samedi, au coordinateur américain du processus de paix au Proche-Orient, Dennis Ross, d'intervenir auprès de Damas pour faire cesser les attaques anti-israéliennes à partir du Liban. M. Rabin a accusé l'Iran de « fournir les armes aux terroristes » et Damas de faire transiter ces armes par son territoire.

« La situation est devenue intolérable. Nous faisons face à une escalade préméditée et il va falloir réagir de façon différente que par le passé », a déclaré de son côté le coordinateur des activités israéliennes au Liban, Ouri Lubrani, ajoutant que Damas « tire les fils du terrorisme au Liban » et qu'il faudra en « payer le prix ».

Selon une source proche de la Force intermédiaire de l'ONU au Liban, l'État juif a acheminé dimanche dans la « zone de sécurité » qu'il occupe au sud du Liban, dix-sept rampes d'artillerie de 155 mm et 175 mm.

Au cours des deux jours précédents, une quinzaine de blindés et de transports de troupes ainsi que des camions de munition avaient également été dénichés dans cette région.

Le gouvernement se trouve

devant un dilemme, estimait dimanche la presse israélienne. « Si Rabin décide de s'attaquer à des chefs du Hezbollah pour ramener le calme, il risque d'aboutir au résultat contraire. S'il ne réagit pas, l'armée perdra encore une fois la face. S'il réagit trop fort, il risque de porter atteinte au processus de paix », écrivait le *Yediot Aharonot*, pour qui, en tout état de cause, M. Rabin « ne peut plus rester les bras croisés ». – (AFP)

ARABIE SAOUDITE

Le roi réorganise les institutions religieuses

Le roi Fahd a procédé, dimanche 11 juillet, à la réorganisation des puissantes institutions religieuses du royaume, en créant un ministère des affaires islamiques et un poste de grand mufti, avec rang de ministre. Le nouveau ministère a été confié à Abdallah Ben Abdel Mohsen Al Turki, ancien directeur de l'Université islamique Imam-Mohammed-Ben-Saoud et le poste de grand mufti à cheikh Abdel Aziz Ben Baz, président du comité des grands oulémas, sans l'avis duquel rien ne se décide dans le royaume. Ce comité avait soutenu l'appel à des forces non musulmanes lors de la crise du Golfe. – (AFP)

signature, le mois dernier, d'un accord de cessez-le-feu avec les rebelles tonarés. Les soldats de la quatrième compagnie de Tahoua, au nord-est, ont menacé de se mutiner à leur tour si leurs revendications salariales n'étaient pas satisfaites « dans les 48 heures ». – (AFP, Reuters)

■ NIGERIA : Moshood Abiola opposé à la formation d'un gouvernement d'union nationale. – Le vainqueur présumé de l'élection présidentielle du 12 juin – annulée par la mise – Moshood Abiola, a déclaré dimanche 12 juillet qu'il rejetait les négociations entamées par son parti avec les militaires pour la formation d'un gouvernement de transition. Le Parti social-démocrate (SDP) de M. Abiola et sa formation rivale, la Convention républicaine nationale (NRC), avaient décidé la semaine dernière, sous la pression du président, Ibrahim Babangida, de former un gouvernement d'union nationale. – (AFP, AP, Reuters)

■ RWANDA : le gouvernement et les rebelles doivent signer l'accord de paix le 15 juillet. – Le conseil des ministres a fixé au 15 juillet la signature de l'accord de paix avec les rebelles du Front patriotique (rwandais) (FPR). Le conseil a par ailleurs décidé qu'un gouvernement de transition à base élargie, incluant des représentants du FPR, sera formé soixante jours après la signature de cet accord. – (AFP, Reuters)

■ TURQUIE : confirmation de l'enlèvement de deux touristes par des Kurdes. – L'Australienne et le Britannique, disparus depuis une semaine près de Tavant (est de la Turquie), « ont été enlevés par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) pour avoir pénétré au Kurdistan sans les autorisations nécessaires », affirme, lundi 12 juillet, un communiqué de l'agence kurde Kurd-Ha, proche de la rébellion. Il s'agit de l'Australienne Tania Miller et du Britannique David Rowbottom, disparus, le 5 juillet, lors d'une excursion à vélo. Le PKK, précise le communiqué, a mis en garde les touristes contre les risques d'un voyage dans une région « où une guerre est menée par l'armée turque contre les Kurdes ». – (AFP)

PÉROU

Douze paysans tués par le Sentier lumineux

Des guérilleros du Sentier lumineux ont attaqué samedi une localité isolée dans le sud-est du pays, tuant 12 paysans et en blessant 4 autres, a annoncé dimanche 11 juillet le commandement militaire du département d'Ayacucho. Une vingtaine de Sentieristes armés de mitrailleuses, de machettes et d'autres armes ont fait irruption dans le village de Matucana Alta, dans la province de Huanta, à 400 kilomètres au sud-est de Lima, tirant sur les hommes, les femmes et les enfants

sans distinction, avant de mettre le feu à leurs maisons et de s'emparer d'armes, de munitions, de vivres et même de bétail.

Il s'agit de la plus violente attaque dans la région depuis octobre 1992, lorsque des guérilleros avaient tué 47 habitants du village de Huayallo. Au total, plus de vingt-sept mille personnes ont trouvé la mort dans les violences politiques au Pérou depuis le début de l'insurrection du Sentier lumineux, en 1980 à Ayacucho. – (Reuters, AFP)

EN BREF

■ CONGO : au moins dix morts en quatre jours. – Au moins dix personnes – neuf civils et un militaire – ont été tués par balles et une vingtaine d'autres blessées entre mercredi 7 et samedi 10 juillet, dans plusieurs quartiers populaires de Brazzaville. En dépit du couvre-feu instauré mercredi, les quartiers de Baongo et de Makelleke sont toujours le théâtre d'affrontements entre les milices de l'opposition et les partisans de la mouvance présidentielle. Le gouvernement a lancé un appel aux organisations humanitaires pour venir en aide au nombre croissant de personnes contraintes de quitter leur domicile. – (AFP, AP, Reuters)

■ ITALIE : un magistrat milanais élu homme de l'année. – Le magis-

trat milanais Antonio di Pietro, figure de proue de la lutte contre la corruption en Italie, a été élu homme de l'année, selon un sondage annuel publié samedi 10 juillet, par le magazine *Panorama*.

■ Le prix « Découverte du Japon ». – L'Association de presse France-Japon a décerné son dix-septième prix « Découverte du Japon » à Valérie Talamon, assistante d'édition, et à Erwan Gaultier, étudiant à l'École supérieure de commerce de Lille. Dans ce même cadre, l'ambassade du Japon à Paris a décerné son « Prix journalistique » à Dominique Masson, journaliste indépendant.

■ KENYA : quarante-trois morts dans une attaque de voleurs de

bétail. – Trente-cinq voleurs de bétail et huit gardiens de troupeaux ont été tués, vendredi 9 juillet, lors d'une attaque contre le village de Mathéa, au nord-ouest du pays. Après plusieurs heures d'affrontements sanglants, quelque 300 voleurs venus du Soudan sont repartis avec plus de 2 000 têtes de bétail. En décembre, plus de cent-trente personnes avaient été tuées dans des événements similaires, fréquents dans cette région voisine du Soudan. – (AFP)

■ NIGER : mutinerie dans la garnison de Zinder. – Durant plus de douze heures, la garnison de Zinder, au sud-est du Niger, s'est mutinée, samedi 10 juillet, protestant contre une réduction drastique du budget de défense de l'État et la

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Exercice du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les principales données consolidées du Groupe qui seront soumises au Conseil d'Administration du 21 juillet 1993 se résument ainsi :

(en millions de francs)	92/93	91/92
Chiffre d'affaires	5.832	6.474
Produits d'exploitation	5.972	6.695
Résultat d'exploitation	876	1.048
Résultat financier	(577)	(605)
Résultat exceptionnel	(31)	(14)
Résultat net Part du Groupe	202	271

Par rapport à l'exercice précédent, le Groupe enregistre une baisse du chiffre d'affaires de 9,9%. Ce résultat cache en réalité l'amélioration de l'activité des marques qui ont toutes augmenté leurs parts de marché. Cet état de fait provient de trois éléments particuliers :

- Le non-renouvellement de contrats de distribution IDV, notamment pour le Duty Free, activité à faible rémunération de distribution,
- la variation défavorable des cours de devises,
- un ralentissement de l'activité de négoce de place effectué dans la perspective de gestion à long terme de nos stocks.

Les deux semestres de l'exercice ont été marqués par un contraste important : si le premier semestre a été pénalisé par les effets perturbateurs du changement de distribution des produits Cointreau, le deuxième semestre a connu, au contraire, la croissance des ventes de cognac sur les marchés chinois et l'effet positif de l'intégration des produits Cointreau, malgré un environnement économique et monétaire très difficile en Europe.

Le résultat d'exploitation a essentiellement été affecté par l'effet devises et l'effritement de la rentabilité de l'activité champagne.

L'évolution favorable du résultat financier est due à la bonne gestion des couvertures de change. Le résultat exceptionnel prend en compte une provision constituée pour risques éventuels de 55 millions de francs. Cette provision reflète la gestion avisée qui a toujours caractérisé le Groupe.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 202 millions de francs.

REMY COINTREAU MAINTIEN SA MARGE OPÉRATIONNELLE.

Le résultat opérationnel par activité est caractérisé par une baisse de marges sur le champagne – du fait notamment de l'importance des efforts publicitaires – par un maintien de la marge sur le cognac et par une légère amélioration de la marge sur les liqueurs et spiritueux.

Il n'y a donc pas eu d'érosion de la marge opérationnelle qui reste l'un des indicateurs clés de la bonne évolution du Groupe.

La politique de qualité, la notoriété de grandes marques internationales, l'efficacité et le dynamisme des 3400 collaborateurs présents dans le monde, permettent d'anticiper un niveau d'activité bien orienté à court et à moyen terme.

Minitel : 3615 code CLIFF

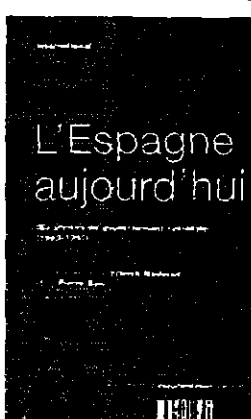
DESS
HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
Langues Orientales

Débouchés

- Entreprises et banques à vocation internationale
- Journalisme spécialisé et agences de presse
- Centres d'études et d'informations
- Organismes internationaux

Admission

Renseignements : Institut National des Langues et Civilisations Orientales
Hautes Études Internationales
2, rue de Lille 75343 Paris Cedex 07 - Tél. : 49-28-42-14

L'Espagne
aujourd'hui
dix années de
gouvernement socialiste
(1982-1992)

sous la direction
de Franck Moderne
et de Pierre Bon

Collection
Les études de
La Documentation
française
180 pages, 80 F

La documentation Française 29, quai Voltaire
75007 Paris
Tél (1) 40 15 70 00

Dans une grande Université
CALIFORNIE
FLORIDE

Stage linguistique ou Études
Départs possibles tous les 2 mois.
année (8 mois) : 50 000 F env.
semestre (4 mois) : 28 000 F env.
Cours, logement, repas inclus
University Studies in
America
CEPES, 42, av. Bosquet, 75007 PARIS
(1) 45-50-28-28

Pouvoir d'achat
en Z

Il n'y a pas d'hypermarchés en Languedoc. Les commerçants indépendants du département ont peur de la désertification des zones commerciales.

Comme ailleurs, pourquoi veut-on faire disparaître les grandes surfaces ? Les commerçants indépendants du département ont peur de la désertification des zones commerciales. Ils ont peur que l'on leur demande pourquoi ils ne font rien.

Pouvoir d'achat !

L'urgence, c'est la réhabilitation des zones commerciales. Il faut soutenir aux appellations d'origine, au partenariat entre producteurs et distributeurs. Les Centres E. LECLERC en font une priorité.

L'urgence c'est de s'attaquer au scandale. L'agriculteur s'élève à 2.500 francs par mois, perçoit moitié moins qu'un salarié des autres secteurs. Et moins qu'un bénéficiaire du RMI.

Il faut aligner les régimes des retraites des salariés ! Et pourquoi ne pas adopter...

Modernisation de l'appareil commercial

Les consommateurs ruraux achètent moins. De périphérie, c'est d'abord parce que la gamme des besoins.

Organisation : plutôt que de dénigrer le commerce rural, il faut donner l'exemple sur les méthodes d'achat et d'organisation. Les indépendants largement plébiscités par les consommateurs d'autres l'ont fait avec les petits commerçants. Ils se sont associés pour acheter moins cher.

Consommérisme : les ruraux revendiquent les consommations urbaines. L'intérêt économique du village. Mais la viabilité des entreprises commerciales, la création de petits commerces de proximité : c'est la seule manière de maintenir le pouvoir d'achat.

Transparence et régionalisation des finances

Chaque année ce sont les grandes surfaces qui gagnent. Ainsi, les Centres E. LECLERC ont des surfaces de vente et 45 millions (au total) de superettes "clés en mains".

Pourqu'on alors cherche-t-on à rallonger la liste des critères publics et transparents les critères ?

Il faut laisser le produit de cette taxe dans le département. Il faut un collège d'élus (politiques locaux et du commerce, et même distributeurs commerciaux).

Ce serait une manière de rétablir le dialogue et mobiliser l'ensemble des commerçants.

E. LE

Israël : envoi de renforts dans le sud de la bande de Gaza
Jérusalem rend Damas responsable de la tension dans le sud du Liban

Un contingent de renforts israéliens a été envoyé dans le sud de la bande de Gaza, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre. Jérusalem a également rendu Damas responsable de la tension dans le sud du Liban, accusant le régime syrien d'envoyer des troupes pour faire pression sur Israël.

ARABIE SAOUDITE
Le roi réorganise les institutions religieuses

Le roi Fahd a réorganisé les institutions religieuses de l'Arabie saoudite, renforçant ainsi le rôle du clergé dans la gestion des affaires publiques.

Un autre contingent de renforts israéliens a été envoyé dans le sud de la bande de Gaza, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre.

Le gouvernement israélien a également rendu Damas responsable de la tension dans le sud du Liban.

Un contingent de renforts israéliens a été envoyé dans le sud de la bande de Gaza, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre.

Le roi Fahd a réorganisé les institutions religieuses de l'Arabie saoudite, renforçant ainsi le rôle du clergé dans la gestion des affaires publiques.

Un contingent de renforts israéliens a été envoyé dans le sud de la bande de Gaza, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre.

Le roi Fahd a réorganisé les institutions religieuses de l'Arabie saoudite, renforçant ainsi le rôle du clergé dans la gestion des affaires publiques.

Un contingent de renforts israéliens a été envoyé dans le sud de la bande de Gaza, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre.

Le roi Fahd a réorganisé les institutions religieuses de l'Arabie saoudite, renforçant ainsi le rôle du clergé dans la gestion des affaires publiques.

Un contingent de renforts israéliens a été envoyé dans le sud de la bande de Gaza, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre.

Le roi Fahd a réorganisé les institutions religieuses de l'Arabie saoudite, renforçant ainsi le rôle du clergé dans la gestion des affaires publiques.

Un contingent de renforts israéliens a été envoyé dans le sud de la bande de Gaza, dans le cadre d'une opération de maintien de l'ordre.

Le roi Fahd a réorganisé les institutions religieuses de l'Arabie saoudite, renforçant ainsi le rôle du clergé dans la gestion des affaires publiques.

Pouvoir d'achat et consommation en zone rurale.

Il n'y a pas d'hypermarchés en Lozère; La douzaine de supermarchés locaux est gérée, pour la plupart, par des commerçants indépendants ou des petits succursalistes qui se sont récemment agrandis. Et pourtant cela fait plus de 20 ans que l'on y parle de la désertification des campagnes !

Ici comme ailleurs, pourquoi veut-on faire croire que la fermeture des gares, des cafés, des écoles en zone rurale est le fait des grandes surfaces. Les distributeurs ne sont pas responsables de l'exode rural. Ils ne sont pas à l'origine de la création des banlieues, de villes nouvelles, de la concentration industrielle dans les zones d'aménagements périphériques qu'on leur demande pourtant de financer !

Assez de démagogie : le commerce rural meurt faute de consommateurs et de pouvoir d'achat dans les campagnes !

Pouvoir d'achat !

L'urgence, c'est la revalorisation des revenus agricoles, par une politique de labels, de marques, de soutien aux appellations d'origines contrôlées. Cela passe par un dialogue plus constructif et des rapports de partenariat entre producteurs et distributeurs. Hommes de terroirs, attachés au développement de leur région, les Centres E. LECLERC en font une priorité.

L'urgence c'est de s'attaquer au scandale des retraites agricoles : en 1992, la retraite d'un ancien agriculteur s'élevait à 2.200 francs par mois (1.500 francs mensuels pour son épouse). Un retraité agricole percevait moitié moins qu'un salarié des organismes sociaux qu'il fait pourtant vivre par ses cotisations. Et moins qu'un bénéficiaire du RMI malgré des dizaines d'années de labeur ! Quelle injustice !

Il faut aligner les régimes des retraites des agriculteurs, des artisans et des commerçants sur ceux des salariés ! Et pourquoi ne pas adopter le principe d'une retraite minimale.

Modernisation de l'appareil commercial :

Si les consommateurs ruraux achètent aujourd'hui principalement dans les grandes surfaces de centre ville ou de périphérie, c'est d'abord parce que le commerce local est trop cher et que les produits offerts ne couvrent pas la gamme des besoins.

Organisation : plutôt que de dénigrer la distribution moderne, il faut inciter les commerçants à prendre exemple sur les méthodes d'achat et d'organisation (coopérative, associative ou franchisée) des distributeurs indépendants largement plébiscités par les consommateurs. Il faut arrêter de mentir aux petits commerçants (comme d'autres l'ont fait avec les petits agriculteurs !!!). Les commerçants ruraux doivent faire l'effort de s'associer pour acheter moins cher.

Consommérisme : les ruraux revendiquent le droit de bénéficier des mêmes produits et services que les consommateurs urbains. L'intérêt électoral se satisfait peut-être de l'image d'Epinal de la "petite épicerie" de village. Mais la viabilité des entreprises, la satisfaction des consommateurs passe aussi par le regroupement des commerçants, la création de petits centres commerciaux voire de supermarchés offrant toutes les gammes de produits : c'est la seule manière de mettre fin à l'exode commercial vers les grandes villes.

Transparence et régionalisation des financements.

Chaque année ce sont les grandes surfaces qui contribuent au financement de la reconversion du commerce rural. Ainsi, les Centres E. LECLERC ont versé 95 millions de francs (au titre de la taxe parafiscale sur les surfaces de vente) et 45 millions (au titre de l'ORGANIC) en 1992. L'équivalent annuel du financement d'une centaine de supérettes "clés en mains".

Pourquoi alors cherche-t-on à rallumer la guerre des commerces ? L'honnêteté politique voudrait que l'on rende publics et transparents les critères d'affectation et les bénéficiaires de cette taxe.

Il faut laisser le produit de cette taxe dans les régions où elle a été prélevée : l'efficacité économique voudrait qu'un collège d'élus (politiques locaux et consulaires) et de professionnels (banquiers régionaux, techniciens du commerce, et même distributeurs cotisants) sélectionne les projets à soutenir.

Ce serait une manière de rétablir le dialogue entre différentes formes de commerce, de responsabiliser et mobiliser l'ensemble des commerçants sur de nouvelles perspectives d'aménagements du territoire.

Edouard et Michel-Edouard LECLERC

E. LECLERC



POLITIQUE

de courants d'extrême droite dans les milieux intellectuels

La confusion des idées

Suite de la première page

Trois facteurs se conjuguent. D'abord la confusion que tente de provoquer délibérément une partie de l'extrême droite en organisant un brouillage des pistes dans le domaine des idées.

D'autre part, le fait que cette offensive se déroule dans un climat idéologique troublé par quelques théoriciens, relativement influents, qui croient opportun de tenir, sur les questions du racisme et de l'antisémitisme, des propos de plus en plus ambigus et ambivalents. Enfin, l'atmosphère d'ensemble de la vie des idées, encore marquée par l'influence du laisser-dire et du cynisme des années 80. Tout cela mis ensemble pourrait bien, si l'on n'y prend garde, ouvrir la porte au pire.

A l'extrême droite, ce n'est pas d'hier qu'on organise la confusion. Alain de Benoist s'en est fait une spécialité. Ces dernières années, il s'est appliqué à faire croire à son changement. Cloisonner ses diverses activités, prendre des positions publiques tierces-mondistes et anticapitalistes, récuser toute étiquette, en commençant par celles de droite et de gauche, autant de tactiques pour brouiller les pistes. Et ça marche. « Chacun a le droit de changer », se dit-on. « Voilà même une bonne chose », pense-t-on — sans prendre la peine de vérifier si la nouvelle est exacte.

Or Alain de Benoist se trouve toujours en relation active et étroite avec des mouvements internationaux d'extrême droite. A côté de la revue *Krisis*, sa face « libérale » depuis 1988, il continue de diriger *Nouvelle Ecole*, organe de la nouvelle droite, où figurent, au comité de rédaction, par exemple, Bernard Notin, membre du « conseil scientifique » du Front National, et Jean-Claude Rivière, rapporteur de la thèse négationniste soutenue par Henri Roques à Nantes en 1985. Cette stratégie de cloisonnement permet évidemment le terrain aux offensives politiques. Mais il faut d'abord esquiver les résistances, ne pas heurter de front une intelligentsia encore attachée aux valeurs de la démocratie. Alain de Benoist se contente donc de diffuser dans les milieux intellectuels, sous une forme acceptable, certains thèmes favoris des penseurs « non conformistes » des années 30 et des représentants de la « révolution conservatrice » allemande : la tradition, l'identité nationale, le refus de l'universalisme, la haine du cosmopolitisme.

Sur ces thèmes récents, on sollicite les interventions d'auteurs que leur notoriété littéraire ou scientifique rendent insoupçonnables d'être compromis. Le bénéfice est double : des questions sensibles sont réactualisées, tandis que la participation au débat de penseurs estimables incite à juger que celui qui les organise l'est également.

Le « dialogue » avec Alain de Benoist

Il y a une dizaine d'années, cette opération menée dans la revue *Krisis* aurait sans doute été vouée d'avance à l'échec. Ce n'est plus le cas. La défiance a fait place à une sorte d'apathie. Il est vrai qu'entre-temps le brouillard a envahi bon nombre d'esprits. Certains chercheurs spécialisés dans l'analyse du racisme ont fini en effet par se laisser fasciner par leur objet d'étude, au point de contribuer à rendre confuses des luttes que leurs travaux, au départ, devaient aider à devenir plus efficaces en les clarifiant.

L'itinéraire de Pierre-André Taguieff illustre ce deuxième type de confusion. En 1984, il dénonçait la « tactique de brouillage idéologique » systématiquement mise en œuvre par le GRECE, et principalement par Alain de Benoist. Dans son numéro de mars-avril 1993, la revue *Esprit*, dirigée par Olivier Mongin, publie un article de Pierre-André Taguieff qui se conclut ainsi : « Au terme de cette analyse, on est conduit à refuser toute spécificité aux processus et aux phénomènes ordinairement caractérisés en tant que « racistes ». On peut en déduire l'effacement de la valeur conceptuelle du terme de « racisme » et, partant, la nécessité d'éviter l'emploi d'un tel terme, voué à ne fonctionner que dans des contextes polémiques où il s'agit d'illuminer des adversaires. Dans cette perspective, le mot « racisme » se réduit à n'être qu'un opérateur d'illégitimation applicable à toute attitude ou à tout comportement qu'un sujet se propose de dénoncer, de condamner ou de combattre. » En clair : n'allez surtout pas croire que le racisme ait la moindre réalité, ce n'est qu'une injure à éliminer.

Il ne faut pas être grand clerc pour deviner qui se réjouit de tels propos. Il est vrai que ce chercheur, responsable d'un « observatoire de l'antisémitisme », ancien conseiller du Parti socialiste, sollicité dès qu'il s'agit de traiter du racisme, écrivait déjà en 1985, dans le n° 56 de l'autre revue de la nouvelle droite, *Eléments*, elle aussi animée par Alain de Benoist, que « le dialogue est aujourd'hui possible » et concluait : « Nous sommes à la croisée de chemins qui ne sont pas encore tracés. » Ces chemins sont aujourd'hui plus qu'esquissés : un volume coïné par Pierre-André Taguieff et Alain de Benoist est paru en 1992 à Florence, chez La Rocca di Eret, maison d'édition dirigée par Marco Tarchi, figure de la « Nouvelle droite » en Italie.

L'antisémitisme jugé dangereux

Cette version italienne reprend une partie du volume intitulé *Racismes, antisémitismes* (Mériadiens-Klincksieck, 1986). On y retrouve, en plus des contributions de Pierre-André Taguieff et Alain de Benoist, un texte d'André Béjina qui vaut, lui aussi, la peine d'être cité : « C'est en restant ethniquement et géopolitiquement européen, en cessant de se mortifier, que l'Europe sera la mieux en mesure d'enrichir de ses traits distinctifs les autres continents (...). La construction de l'Europe des peuples est une tâche exaltante mais ardue. L'obsession antiraciste ne peut que la compliquer inutilement et dangereusement. »

Ce n'est donc plus le racisme qui fait problème, ce sont les mouvements qui s'y opposent. Cette thèse a continué à faire son chemin. « Comment peut-on être antiraciste ? », se demande Pierre-André Taguieff dans l'article d'*Esprit* déjà mentionné. Il affirme vouloir comprendre le « malaise » qui affecte les luttes antiracistes. Quand on soutient que le racisme est sans contenu, on considère évidemment que l'antiracisme est mal en point... Ces jeux dialectiques de virtuosité s'expliquent guère comment ce mot vide que serait le racisme peut tuer tant de gens. La question est sans doute trop simple pour être pertinente. Le dernier chic de la confusion porte la même idée plus loin encore.

L'antiracisme n'est pas seule-



ment plus préoccupant que le racisme, il est plus nocif. C'est ce que le sociologue Paul Yonnet, rendant un hommage appuyé à M. Taguieff, s'efforce à expliquer dans son *Voyage au centre du malaise français* (Gallimard, 1993). Jugant que SOS-Racisme porte atteinte à la « représentation d'une profonde homogénéité française », déplorant que soit ébranlé

le « socle de civilisation nationale française », estimant qu'on accorde une importance excessive au génocide des juifs par les nazis, ce livre aurait peut-être remporté un vif succès auprès d'un public de militants musclés s'il n'avait été rédigé dans une langue obscure.

Des divagations de ce genre pourraient être passées sous

silence. Mais elles ont été imprimées en janvier 1993 dans l'importante collection « Le débat », que dirige Pierre Nora aux éditions Gallimard. La revue *Le Débat*, dans son n° 75 (mai-août 1993), consacre un dossier aux remous provoqués par cette publication. Affirmant préférer « le courage d'un franc-tireur » à « l'inconsistance vertueuse de la sociologie officielle », la rédaction précise que la tâche des intellectuels « est d'en appeler à la lucidité civique, même et surtout quand elle exige de déranger les sentiments en apparence les mieux fondés et les certitudes qu'on voudrait le plus solidement établies ».

Un risque politique majeur

Si la liberté de réflexion et de critique est indispensable, il est non moins vrai que l'obsession de l'anticonformisme, l'acharnement au paradoxe, la volonté d'en découdre avec la « vulgate », la manie de n'être jamais dupe des évidences partagées par le bon peuple confinent certains auteurs à des chasses-croisés qui aggravent la confusion des idées.

En dernier lieu, l'évolution du climat d'ensemble au cours des années 80 contribue largement à faire de cette confusion un risque politique majeur. Dès le début de cette décennie, comme un signe avant-coureur, quelques militants de l'extrême-gauche se rallièrent à ceux qui avaient entrepris de nier l'existence des chambres à gaz.

Au fil des ans, des causes multiples et très diverses ont aminci la tradition de vigilance.

Parmi celles-ci, la dégradation de certains aspects de notre vie intellectuelle mériterait une longue analyse. Il faudrait comprendre comment le débat public s'est transformé en spectacle, comment s'est pris le pli de tout laisser dire et de « dialoguer » au lieu de combattre. Il faudrait suivre l'itinéraire de prétendus penseurs à la recherche de coups médiatiques plutôt que de cohérence.

Il faudrait également prendre en compte les désillusions entraînées par la politique des socialistes et par l'installation progressive du Front national sur la scène publique.

Il faudrait y ajouter enfin les répercussions considérables des événements internationaux, de la chute du mur de Berlin à la ratification du traité de Maastricht, en passant par la guerre du Golfe. Chacun d'eux a entraîné des bouleversements dans les clivages politiques et idéologiques antérieurs.

Beaucoup ont le sentiment que les cartes doivent aujourd'hui se redistribuer dans tous les domaines. Faut-il croire pour autant que le jeu soit tout entier changé ? De vieux périls demeurent sous la nouveauté des situations. Ce qu'exige la « lucidité civique » est exactement à l'opposé de la confusion des idées : la fermeté sur les principes et la vigilance. Aujourd'hui comme hier.

ROGER-POL DROIT

Partez en voyage tranquille et léger avec votre Carte Bancaire "CB."



Pour les cartes "Eurocard MasterCard" : 36 16 EUROCARD MASTERCARD.

Prenez toutefois quelques précautions :

- Avant votre départ, notez et gardez soigneusement (mais ne le rangez pas dans votre portefeuille !) le numéro complet de votre Carte Bancaire : il figure en relief au recto de celle-ci.
- Il vous sera demandé si vous avez à faire opposition en cas de perte ou de vol de votre carte. Notez également le numéro de téléphone du centre d'opposition que vous devrez alerter immédiatement :
 - Cartes Bancaires "Carte Bleue" et "Visa" : (1) 42 77 11 90 ou 54 42 12 12.
 - Cartes Bancaires "Crédit Agricole" et "Eurocard MasterCard" : (1) 45 67 84 84.

De l'étranger, composez d'abord le 33 pour obtenir la France.

Ces centres sont accessibles 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.

• Quant à votre code secret à quatre chiffres, gardez-le en mémoire et surtout ne le communiquez à personne, vraiment à personne. Soyez prudent lorsque vous l'utilisez : attention aux regards indiscrets !

• Assurez-vous que sur votre lieu de séjour (et particulièrement si vous partez à l'étranger) les commerçants acceptent votre carte et qu'il existe des distributeurs de billets ou des agences permettant de retirer de l'argent. Pour cela, avant de partir, vous pouvez consulter le minitel. Il vous donnera toutes les informations nécessaires. Pour les cartes "Visa" : 36 16 CB VISA.

En cas de doute, munissez-vous également de chèques de voyage ou d'argent liquide.

• Protégez votre carte. Méfiez-vous du soleil et du sable. Evitez de la mettre sans protection dans votre poche de pantalon ou au contact d'objets métalliques (clés, pièces de monnaie, etc.).

• Chez le commerçant, ne perdez pas votre carte de vue. Au moment de signer ou de taper votre code secret, vérifiez le montant. N'hésitez pas à inscrire vous-même le total sur la facture.

• Gardez précieusement les doubles des factures, ils vous seront utiles pour contrôler votre relevé bancaire... et indispensables en cas de contestation.

GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES « CB »

L'appel à la vigilance

né par quarante intellectuels

Une vingtaine d'intellectuels, écrivains, philosophes, historiens, sociologues, ont lancé un appel à la vigilance. Ils ont signé une déclaration dans laquelle ils déclament : « L'antisémitisme est une maladie de la civilisation. Elle se manifeste sous des formes diverses, mais elle est toujours présente. Elle est une menace pour la démocratie et pour la paix. Elle est une honte pour la civilisation. Elle est une tache sur le front de l'humanité. Elle est une plaie qui ne peut être guérie que par la vigilance et la lutte. »

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

Cet appel est signé par : Michel Deguy, Jean-Pierre Luminet, Pierre Bouvier, Georges Pauget, Claude Cohen-Blum, Louis Bessis, Jean-Pierre Duvoux, Jacques Fauriol, François Jaccard, Jean-François Julliard, Karol Lewy, Jean-Louis Lévy, Jean-Louis Mélen, Jean-Louis Mucchielli, Léon Poirier, Jean-Pierre Rieu, Jacques Ruffin, Lucien Sarrailh, Lucien Sarrailh.

alternatives économiques

juillet-août 93

LES FICELLES DU LOBBYING

- le pouvoir des lobbies
- les coulisses de Bruxelles
- la démocratie menacée ?

19F Chez votre marchand de journaux

Alternatives Economiques 12 rue du Chalignot 21000 DIJON

Cet été retrouvez Le Monde en vente le soir même de sa parution dans 130 villes de France

LIEUX DE BONHEUR
A ces temps de malaise sinon de malheur, existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur; à condition de savoir le chercher... Le café ou l'atelier du bricoleur, le stade ou la grande nature pour la marche, le club de vacances que l'on a choisi ou le lieu secret que l'on a choisi. Les écrivains, Kenneth White et Jacques Anzmann; un sociologue, Véronique Lahoum-Grappe; un philosophe, Michel Bon-Corail; un historien, Roger Chastet, une enseignante, Andrée Chastet, contentent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE?
L'Europe se fait vraiment elle devra brie-
arier un langage commun. Forcément l'a-
us? Les jeux ne sont pas faits, mais pre-
ue du moins pour la communication uni-
ire. Comment alors sauver la culture
ropeenne, qui ne peut s'exprimer qu'à
avers une langue ou des langues em-
ennées?

LA SUISSE OU L'INDIFFÉRENCE
y a un mystère dans la Suisse. Voilà
ays très jaloux de sa particularité, des
différence qui s'expriment surtout par une
ande indifférence à l'égard du monde
entouré. La fameuse neutralité suisse se
le encore un sens au cœur d'une Europe
se s'efforce de se rassembler et de gémir
s disséminées?

FRANCE-ITALIE : LES JUGES ET LES AFFAIRES
Le Monde des débats a organisé à Paris
a contre entre magistrats français et
magistrats italiens spécialisés dans le tra-
ent des « affaires ». Ils ont manifesté la
quétude face à la criminalisation de la
cité.

de REDUCTION
et bénéficie ainsi de 15 % de réduction
sur les 45-60-72-88

obligatoires
MINTEL 3615, LE MONDE 3600 180

Dans un entretien au « Figaro »
M. Balladur confirme
que le gouvernement
étudie
une réforme fiscale

Dans un entretien publié par le Figaro du lundi 12 juillet, Edouard Balladur indique que le gouvernement étudie « la possibilité de commencer une réforme de la fiscalité de l'Etat ». « Ce sera difficile dans une période où les recettes rentrent mal et où l'activité n'est pas dynamique. Mais il faut commencer. On peut, souligne le premier ministre, envisager plusieurs évolutions : un transfert croissant des cotisations familiales des entreprises vers le budget afin d'inciter les entreprises à recruter davantage » ou « une simplification du barème de l'impôt sur le revenu ».

Au sujet de la cohabitation qu'il refuse de voir comme une « complaisance », M. Balladur réaffirme que « si un jour devait survenir un désaccord sérieux sur un sujet grave, il est évident que [ses] convictions l'emporteraient dans [son] esprit sur toute autre considération ». Interrogé sur sa plus grande déception, le chef du gouvernement évoque « l'impatience d'un certain nombre de responsables, aussi bien politiques qu'économiques, qui, pourtant, connaissent bien la difficulté de notre tâche, difficulté sans précédent depuis la Libération ». A propos de « l'autre politique » préconisée, notamment, par Philippe Séguin, M. Balladur estime que, signifiant « la dévaluation, le protectionnisme, le déficit budgétaire accru », elle est contraire à la sienne : « Si l'on voulait la mettre en œuvre, il faudrait tout d'abord changer de premier ministre », observe-t-il.

M. Barrot se prononce pour un allègement de l'impôt sur le revenu. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, affirme dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 11 juillet, qu'il ne faut pas « sous-estimer la crise, comme Bercy aurait parfois tendance à le faire ». La priorité passe, selon lui, par un « soutien vigoureux de la demande ». Pour relancer celle-ci, M. Barrot préconise « une simplification et un allègement de l'impôt sur le revenu afin de libérer le pouvoir d'achat et de stimuler la consommation des ménages ». Assurant que le gouvernement profitera du prochain budget pour faire des propositions en ce sens, M. Barrot suggère une réduction des tranches du barème, « qui pourraient passer de 12 à 7 », allègement qui pourrait, dit-il, être compensé par la suppression de la déductibilité de l'impôt sur le revenu de la CSG.

A la Réunion
Mandat d'amener contre le sénateur Eric Boyer (app. RPR)
SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre correspondant
Le juge d'instruction Jean-François Bynell a établi, samedi 10 juillet, un mandat d'amener contre Eric Boyer, sénateur (app. RPR) et président du conseil général de la Réunion. Déjà mis en examen dans l'affaire dite de la « billetterie unique » du conseil général, M. Boyer devait être confronté, lundi 12 juillet après-midi, dans le bureau du juge avec deux transporteurs, eux aussi mis en examen, qui le mettent en cause dans une seconde affaire, celle des transports scolaires de la commune de Saint-Leu. Le 8 juillet dernier, le Sénat avait décidé, avec son accord, la levée de l'immunité parlementaire de M. Boyer.

Tout au long du week-end, M. Boyer est resté « invisible ». Après avoir été conseillé dans un premier temps par M. Varaut, le sénateur de la Réunion a opté pour une nouvelle stratégie de défense en faisant appel à M. Jacques Vergès. Ce dernier a souligné à son arrivée sur l'île, dimanche, qu'il était venu « défendre M. Boyer contre l'injustice et la discrimination ».

ALIX DIJOUX
Le Monde
10 juillet 1993
La guerre des six jours ?
7-10 juin 1967
La guerre du Kippour ?
6-25 octobre 1973
Les accords de Camp David
?
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

Après avoir démissionné de son mandat de député
M. Emmanuelli annonce la publication
d'un Livre blanc sur l'affaire Urba
MONT-DE-MARSAN
de notre correspondant

Le combat qu'Henri Emmanuelli a délibérément choisi de mener en provoquant, par sa démission, une législative partielle dans la troisième circonscription des Landes (Saint-Sever) aura le soutien complet des socialistes, a affirmé, dimanche 11 juillet, à Magescq, lors de la fête de la rose du PS landais, Jean Glavany, porte-parole de la direction nationale.

Devant quelque huit cents militants, Henri Emmanuelli, également président du conseil général des Landes, a justifié les raisons de sa démission de son mandat de député à l'annonce de son renvoi devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc et de sa candidature dans la circonscription où il a été élu pour la première fois en 1978 (Le Monde du 10 juillet). Il a annoncé la prochaine publication d'un Livre blanc consacré au dossier Urba qui sera adressé à l'ensemble des électeurs de sa circonscription. L'affaire Urba et la vision qu'il a de son exploitation judiciaire seront au cœur de ce document. « On veut me faire croire que j'ai la regrettable habitude de parler trop fort. Si j'étais resté passif, je ne serais pas socialiste car le socialisme s'est fondé sur le refus de subir », a-t-il expliqué en répétant qu'il était confronté « à un dossier vide basé sur un faux et sur une construction juridique inédite, celle

Le défilé du 14 juillet
L'Eurocorps et les « casques bleus » vedettes
sur les Champs-Élysées
A l'occasion du défilé militaire du mercredi 14 juillet, sur les Champs-Élysées, le ministère de la Défense a prévu de mettre en évidence, cette année, le rôle de la France dans la création de l'Eurocorps, aux côtés de l'Allemagne et de la Belgique, et dans les missions de maintien de la paix confiées à l'ONU. Au total, entre 10 h 30 et 11 h 30, devant le chef de l'Etat, quarante formations des trois armées et de la gendarmerie seront présentées aux Parisiens soit quelque 6 000 hommes et femmes, 144 hélicoptères (le tiers étant des hélicoptères) et 600 véhicules de tous types (dont 170 blindés à chenilles).

Conçu avec la participation des armées allemande et belge, dans un premier temps, puis avec celle de l'armée espagnole, ultérieurement, l'Eurocorps, qui comptera, à terme, jusqu'à 40 000 hommes, et qui devrait être opérationnel en 1995, a été créé officiellement en mai 1992 lors du « sommet » de La Rochelle. Outre la brigade mixte franco-allemande, qui existe déjà, la participation française à l'Eurocorps concerne la 1^{re} division blindée, qui est la pièce maîtresse du défilé. Le corps européen a pour mission la défense principale des alliés en Europe au titre de l'OTAN ou de l'UEO, le maintien et le rétablissement de la paix sous le contrôle de l'ONU, et une contribution à des actions humanitaires internationales.

Sous les ordres du général de division Alain Curé, 1^{er} DB, constituée en janvier 1943 en Afrique du Nord, est basée en Allemagne depuis 1950. Dans le cadre de l'Eurocorps, son PC sera transféré à Baden-Oos en septembre prochain. Elle aligne quelque 9 500 personnels qui servent notamment 735 blindés (dont le char AMX-30 B2, qui sera remplacé en l'an 2000 par le Leclerc, et le canon AUF1 de 155) et 2 000 véhicules à roues. Elle comprend, entre autres régiments (avec des blindés AMX-30 et AMX-10), qui, sous la dénomination de 19^e bataillon de chasseurs à Trèves, fut commandé par le chef de bataillon de Gaulle de 1927 à 1929.

L'autre « vedette » du défilé sera un détachement de « casques bleus » constitué à partir du Régiment d'infanterie de chars de marine (RICM), en garnison à Vannes (Morbihan), et du 2^e régiment d'infanterie de marine (RIMa), basé à Auvours (Sarthe). Ces deux unités défilent en commun, symbolisant leur action conjointe en ex-Yugoslavie où elles ont servi, sous les couleurs de l'ONU, en Krajina du Sud et à Sarajevo.

Enfin, le défilé des troupes à pied s'achèvera sur une forte participation de la Légion étrangère, avec ses pionniers, sa musique et le 4^e régiment étranger de Castelnau-d'Aud.

POLITIQUE

Quatre élections cantonales partielles

Sur les quatre premiers tours d'élections cantonales partielles organisés dimanche 11 juillet, deux se sont soldés par des ballottages. Dans les deux autres cantons, les sièges ont été pourvus : le RPR conserve à la droite un canton dans la Manche, et le candidat du Parti communiste réunionnais fait même dans le canton de Sainte-Suzanne, où il a bénéficié d'une forte mobilisation des électeurs.

MANCHE : canton de Bréhal (1^{er} tour).
I. 7 335 ; V. 3 481 ; A. 52,54 % ; E. 3 398.
Jean-Claude Remoué, RPR, 1 933 (56,88 %) ; ELU.
Claude Giacco, UDF, 514 (15,12 %) ; Bernard Montagne, div. d., 372 (10,94 %) ; Georges Dudois, div. d., 348 (10,24 %) ; Antoinette Guignot, FN, 117 (3,44 %) ; Claude Girard, PC, 114 (3,35 %).

[Comme Bernard Rolland, div. d., réélu en 1992 et récemment décédé, il aura suffi d'un tour à Jean-Claude Remoué, soutenu par la venue de son prédécesseur, pour l'emporter avec une très forte avance sur le candidat UDF. Et ce malgré la présence de deux autres candidats divers droite et d'une représentante du FN.

22 mars 1992 : I. 7 181 ; V. 4 987 ; A. 30,56 % ; E. 4 677 ; Bernard Rolland, c. s., 2 789 (59,63 %) ; André Clément, div. d., 1 258 (26,89 %) ; Henri Hue, FN, 471 (10,67 %) ; Claude Girard, PC, 159 (3,39 %).

SARTHE : canton de Pontvallain (1^{er} tour).
I. 7 209 ; V. 3 368 ; A. 53,28 % ; E. 3 134.
Henri Blanchard, MRG, m. d'Yvré-le-Poivre, 1 238 (40,14 %) ; Gérard Véron, div. d., m. d. Cérans-Foulletourte, 1 238 (39,50 %) ; Alain David, div. d., m. d'Oizé, 636 (20,35 %) ; BALLOTAGE.

[Henri Blanchard arrive, avec une très courte avance, en tête du scrutin organisé pour pourvoir au remplacement de Roland Bonnard, div. d., récemment décédé. Conseiller général depuis 1976, Roland Bonnard était proche de François Fillon, RPR, président du conseil général de la Sarthe et actuel ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. La plupart des maires du canton soutenaient leur doyen, Henri Blanchard, qui affirme ne s'être présenté que pour assurer l'avenir d'un élu aux élections cantonales générales de mars 1994.

25 septembre 1988 : I. 6 905 ; V. 4 854 ; A. 41,28 % ; E. 3 918. Roland Bonnard, c. s., 1 856 (47,25 %) ; Claude Leblanc, PS, 1 556 (39,61 %) ; Patrice Paris, PC, 516 (13,13 %).

LA RÉUNION : canton de Chaudron-Saint-Denis-VII (1^{er} tour).
I. 8 110 ; V. 3 139 ; A. 61,29 % ; E. 3 014.
Camille Sudre, div. g., 1 459 (48,40 %) ; Gabriel Armoudom, PS, adj. m. de Saint-Denis, 820 (27,20 %) ; Michel Vitry, RPR, 735 (24,38 %) ; BALLOTAGE.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Gilbert Annette, app. PS, maire de Saint-Denis, qui s'est démis de son mandat pour cause de cumul depuis son élection comme député en mars dernier. Dans son fief, Camille Sudre, fondateur de Radio Free-DOM, dont l'élection à la tête du conseil régional a été annulée, n'a pas réussi à se faire élire au premier tour

22 mars 1992 : I. 8 934 ; V. 6 516 ; A. 27,06 % ; E. 6 058. Lucet Langezier, c. s., PCR, 3 393 (59,31 %) ; Jean-Luc Tailamé, div. d., 1 909 (31,51 %) ; Christian Fontaine, div., 318 (5,24 %) ; Clément Picard, div., 238 (3,86 %).

Les Grandes Surfaces
sont les meilleurs clients de milliers de PME...

Il y a des hommes politiques à qui cette idée semble fortement déplaire.



En permanence, les Grandes Surfaces font travailler des milliers de PME nationales, régionales et locales (confiserie, fruits et légumes, boissons, produits laitiers, mais aussi Bâtiment et Travaux Publics, transports, services, etc.). Elles les aident à se développer à exporter, donc à créer des emplois.

Or, des hommes politiques au pouvoir voudraient geler pendant deux ans toute implantation ou agrandissement d'hypermarchés ou de supermarchés...

Quand notre pays connaît une vague de faillites sans précédent, quand de multiples entreprises délocalisent leur production,

quand on compte plus de trois millions de chômeurs officiels, est-il raisonnable de paralyser les clients les plus dynamiques et les plus solvables du tissu économique local ?

Les Grandes Surfaces sont un des acteurs fondamentaux de l'activité économique, elles participent à la création et au maintien d'emplois, elles se battent pour le pouvoir d'achat, elles participent à l'animation du tissu local... Et elles sont prêtes à mettre tout leur poids au service de la reprise.

Bridier un secteur qui marche, ce serait freiner toute l'économie.

LES GRANDES SURFACES N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI UTILES

SOCIÉTÉ

L'enquête sur la corruption dans le football

Le joueur de l'OM Jean-Jacques Eydelie serait prêt à revenir sur ses dénégations

Dans l'affaire de corruption présumée lors du match Valenciennes-Marseille, l'enquête judiciaire vient de marquer un point en déstabilisant la ligne de défense adoptée par l'Olympique de Marseille, ses joueurs et ses dirigeants. Ebranlé par le témoignage de son épouse, le Marseillais Jean-Jacques Eydelie a en effet fait savoir au juge d'instruction qu'il était disposé à revenir sur ses dénégations et à reconnaître les faits qui lui sont reprochés. Christine Eydelie avait affirmé aux enquêteurs que son époux lui avait confié avoir servi d'intermédiaire dans la tentative de corruption des Valenciennes, à la demande de Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM. Dans l'attente d'une prochaine audition d'Eydelie, le juge d'instruction Bernard Boffy a entendu comme témoin, lundi matin, Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes. Dans le même temps, des policiers du SRPJ de Lille se rendaient, une seconde fois, au siège parisien de Bernard Tapie Finance pour procéder à des auditions générales du personnel.

"J'ai le sentiment que ce week-end a marqué une avancée considérable dans le dossier." C'est en ces termes que le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, confirmait, lundi matin 12 juillet, ce que le fil des événements du samedi 10 et du dimanche 11 juillet laissait supposer. De l'audition de Christine Eydelie par le juge d'instruction Bernard Boffy à la visite de ce dernier à la maison d'arrêt de Valenciennes, en passant par l'annonce d'une lettre adressée au juge par Jean-Jacques Eydelie, les deux

journees ont marqué un tournant décisif dans l'affaire de corruption présumée du match Valenciennes-OM. Lundi matin, elles semblaient déboucher sur un élément essentiel, que le juge Boffy attendait depuis plusieurs jours : un changement brusque d'attitude de Jean-Jacques Eydelie, le joueur de l'Olympique de Marseille mis en examen pour « corruption active » et placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Valenciennes. Selon ses informations, Eydelie a fait savoir au juge Boffy qu'il serait prêt à revenir sur ses dénégations précédentes, où il niait totalement les faits. Désormais, il admettrait avoir été l'intermédiaire dans la tentative de corruption des Valenciennes. Si cette attitude se confirmait lors de sa très prochaine audition par le juge, ce serait un coup dur pour les dirigeants de l'OM, qui verraient l'une de leurs lignes de défense s'effondrer.

Tout a commencé, samedi matin, par l'audition de Christine Eydelie, la femme du joueur marseillais, par le juge d'instruction, au commissariat de police de Valenciennes. Christine Eydelie, qui est libre mais placée à sa demande sous protection policière, a confirmé les faits qu'elle avait relatés dès jeudi aux policiers du SRPJ de Lille, lors de sa garde à vue à Nantes. Elle a réaffirmé que son mari lui avait confié avoir tenté de corrompre trois joueurs valenciennais sur les instructions de Jean-Pierre Bernès, le directeur général de l'OM, mis en examen pour « corruption active » et en détention provisoire à la prison de Loos-lez-Lille.

Ces déclarations, largement rapportées par la presse samedi matin, semblaient avoir ébranlé Jean-Jacques Eydelie, qui, placé à l'isolement selon l'entourage du président de l'OM, Bernard Tapie, supportait de plus en plus mal sa détention. Le Marseillais avait pourtant tenu bon, la veille, lors de la confrontation générale où, face aux trois Valenciennais, il avait maintenu ses dénégations. Mais, à ce moment, il a levé la main et a reconnu les faits. Le témoignage détaillé et circonstancié de son épouse. De plus, selon nos informations, Christine Eydelie a discrètement usé de son droit de visite pour rencontrer son mari, samedi, à l'issue de son audition par le juge Boffy, et pour lui exposer de ce dernier, d'ailleurs dans ce même après-midi de samedi que le Marseillais avait écrit au juge Boffy pour lui demander de l'entendre le plus rapidement possible. D'ordinaire plus prolixe, l'avocat se refusait à tout commentaire sur le contenu de cette missive.

Dimanche 11 juillet, en fin de matinée, le juge Boffy en a estimé le contenu suffisamment important pour aller chercher cette lettre lui-même à la maison d'arrêt de Valenciennes. Lundi matin, le procureur de Valenciennes a confirmé que le juge d'instruction avait bien échangé quelques propos avec Jean-Jacques Eydelie pour s'assurer qu'il était bien l'auteur de la lettre et qu'il n'était pas revenu depuis sa rédaction sur les déclarations qu'elle contenait. Le juge, qui s'était déplacé sans greffier, n'a pas entendu Eydelie, et le procureur précise que la lettre, quel que soit son contenu, ne pouvait avoir de valeur juridique. Il faudra donc attendre une audition en bonne et due forme pour affirmer, comme tout le monde le suppose,

Le club de football de Grenoble porte plainte pour tentative de corruption. L'association Olympique Grenoble Isère, reprenneuse du Football club de Grenoble, a déposé, vendredi 9 juillet, une plainte contre X auprès du procureur de la République de Grenoble, pour « tentative de corruption » à l'occasion d'un match de troisième division, face à la formation de Lyon-Duchère. Avant le match du 15 mai, le gardien grenoblois Franck Zingaro avait prévenu ses dirigeants qu'un intermédiaire l'aurait contacté pour être « passif » pendant la rencontre. Deux autres joueurs du FCG - Evariste Dibo et Bernard Simondi - ont affirmé publiquement avoir été contactés quelque temps avant le match. Ils se seraient vus proposer 40 000 francs et un contrat. La rencontre s'est terminée par un match nul (0-0). Les trois joueurs ont été entendus, vendredi à Paris, par une commission d'enquête mise en place par le conseil fédéral de la Fédération française de football. D'autres auditions devraient avoir lieu cette semaine. Jean Rouch, président de Lyon-Duchère, dément les accusations des joueurs grenoblois : « Dans le club, personne n'a les moyens de faire de telles propositions ».

que Jean-Jacques Eydelie est bien revenu sur ses déclarations antérieures et qu'il reconnaît les faits qui lui sont reprochés. Ce changement brusque d'attitude du Marseillais était confirmé, lundi matin, par le choix d'un nouvel avocat, Me Patrick Lefebvre, bâtonnier de l'ordre valenciennais. Lundi, en fin de matinée, le procureur a confirmé que le précédent avocat d'Eydelie, Me Thierry Herzog, « n'est plus dans la procédure ».

Le versant valenciennais de l'affaire

En attendant cette audition décisive, le juge Boffy s'est attelé, lundi matin, au versant valenciennais de l'affaire. Il a entendu Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et député (RL) du Nord, comme simple témoin. « Il est normal que je sois entendu, a-t-il déclaré à l'AFP lundi matin avant de se rendre à la convocation du magistrat. Le juge ne pouvait pas faire l'économie de l'une des personnes présentes le soir de la rencontre entre Valenciennes et Marseille ». La veille, sur les ondes de Radio-Communauté judaïque, l'ancien président de l'USVA, le club de football de Valenciennes, et également ancien avocat d'affaires de Bernard Tapie, avait critiqué l'attitude du procureur de la République de Valenciennes, tout en se montrant éloquent envers le président de l'OM et député des Bouches-du-Rhône, qui appartient d'ailleurs au même groupe parlementaire, République et Liberté.

Selon M. Borloo, M. de Montgolfier, en multipliant les déclarations à la presse, a fait un choix qui « n'est pas conforme à nos habitudes républicaines ». Il y a, a-t-il ajouté, « un certain nombre de gens qui considèrent qu'il faut travailler dans la discrétion. Lui fait un peu plus dans la provocation ». Selon le maire de Valenciennes, « quand cette affaire sera terminée, on ne fera pas l'économie d'un débat, voire une position officielle de la chancellerie ou de l'Assemblée nationale, sur le rôle du procureur dans une affaire comme celle-ci ». Rappelant par ailleurs que « la finale a vraiment eu lieu, qu'elle a vraiment été gagnée », il a estimé que, « s'il y a eu faiblesse sur un dossier particulier, que la justice fasse son travail, qu'il y ait une sanction. Mais que ça ne soit pas un règlement de comptes morbide sur un succès ». Enfin, M. Borloo a décrit M. Tapie comme « un personnage hors du commun, exceptionnel au sens d'une exception. J'ai une espèce d'instinct qui me fait dire qu'il n'est pas bien, qu'il doit se sentir complètement trahi, agacé, alors que le verdict, on ne la connaît pas, très franchement aujourd'hui ».

JÉRÔME FENOGLIO et EDWY PLENEL

IMMIGRATION

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pasqua n'exclut aucun moyen de transport pour reconduire les clandestins à la frontière

Le ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire a indiqué, dimanche 11 juillet, lors du « Grand Jury RTL-le Monde », que « le premier objet des lois que nous avons fait voter est de dire à ceux qui entrent illégalement sur le territoire français, si on les contrôle et s'ils n'ont pas de titre de séjour, qu'ils seront reconduits à la frontière ».

Aucun moyen de transport n'a été exclu par M. Pasqua afin d'as-

surer ces reconduites. « Mes détracteurs ont commencé à s'opposer aux charters. Par ailleurs, vous aurez certainement appris comme moi, parce que je ne le savais pas, que la PAF [police de l'air et des frontières] avait négocié avec la SCNF pour pouvoir renvoyer quelques immigrés par train (le Monde du 21 juin). On a immédiatement parlé des "trains de la honte". Si l'on décidait d'utiliser les bateaux, on nous parlerait immédiatement de l'Exodus. Il nous reste donc en réalité l'autobus et le vélo... »

A propos des contrôles d'identité et de séjour, M. Pasqua a ajouté que « l'on n'allait pas se mettre à contrôler systématiquement tous les gens qui nous paraissent étrangers ». Le ministre veut cependant développer le système, déjà mis en œuvre dans les Hauts-de-Seine, des cartes d'identité « infalsifiables » pour les Français.

Lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Pasqua a, une nouvelle fois, critiqué la manière dont notre journal avait titré l'entretien sur l'immigration qu'il nous avait accordé le mois dernier (le Monde du 2 juin). Il nous a reproché d'avoir sollicité sa pensée en titrant sur l'immigration « zéro ». Cet entretien a été publié en première page sous la forme que nous reproduisons ci-contre. L'expression « zéro immigré » ne figurait que dans le corps du journal sous forme d'un simple intertitre. M. Pasqua a déclaré, dimanche, que les lecteurs du Monde disposaient d'un « Q.L. », plus élevé que la moyenne. Nous leur livrons à nouveau ce document leur permettant d'exercer leur jugement sur la manière dont le ministre d'Etat lit notre journal. — Br. F.

Le Monde

15 rue de la République, 75001 Paris Cedex 01

MÉRIDICIEN 2 JUILLET 1993

Un entretien avec Charles Pasqua

« La France ne veut plus être un pays d'immigration »

ENVIRONNEMENT

La préparation d'un sommet solaire mondial

Les experts plaident pour les énergies renouvelables

Quelque cent cinquante experts des énergies renouvelables, venus du monde entier, se sont réunis au palais de l'UNESCO, à Paris, du 5 au 9 juillet. Ils étaient chargés de préparer le terrain du prochain « sommet solaire mondial », qui doit se tenir entre 1995 et 1997.

La première réunion internationale consacrée à l'énergie solaire s'était réunie au palais de l'UNESCO à Paris, en 1973, ... quelques mois avant le premier choc pétrolier. Pourquoi à Paris ?

« Parce que les Français ont toujours été en pointe dans le solaire », répond Wolfgang Palz, fonctionnaire allemand de la Commission des Communautés européennes. Qu'il s'agisse de la dynastie des Becquerel, de Mouchot, de Félix Trombe ou du physicien Pierre Auger, hôte d'honneur de la conférence de 1973, les savants français sont en effet reconnus dans la communauté internationale pour tout ce qui concerne la production d'énergie non fossile.

Comme pour la conférence de Rio, survenant vingt ans après Stockholm, les promoteurs de l'énergie solaire voulaient réunir le sommet mondial vingt ans après le premier. Mais ils s'y sont pris trop tard. De sorte que la réunion de l'UNESCO n'a rassemblé qu'une poignée d'experts, moins nombreux que les pays membres. Ce qui n'a pas empêché certaines vérités d'être dites, avec d'autant plus de liberté que la réunion de Paris n'avait pas d'autre enjeu que de préparer le terrain du futur sommet.

L'âne et le bois de feu

« L'énergie solaire devrait être au cœur des réunions internationales au même titre que la dette ou le libre-échange », a martelé Ould Abdallah, représentant mauritanien à l'ONU. Même son de cloche en Asie : « Les pays producteurs de pétrole, qui ont l'argent, préfèrent s'équiper en matériel militaire pour protéger leurs ressources plutôt que d'investir dans les énergies de substitution », a constaté M. Gandhi, du ministère indien de l'énergie. Les représentants français, sur ce point, se sentaient en pays de connaissance : avec 80 % d'énergie non fossile (nucléaire et hydraulique), ils considèrent la France comme en pointe dans les énergies de substitution au charbon et au pétrole.

A la séance de clôture, vendredi 9 juillet, ils ont reçu le renfort du prix Nobel de chimie Jean-Marie Lehn : « Je suis pour le développement des trois énergies renouvelables que sont le nucléaire, le solaire et le géother-

mique, a-t-il dit. L'utilisation des combustibles fossiles, pour le chimiste que je suis, est une hérésie. Le charbon et le pétrole contiennent beaucoup d'éléments précieux qu'il est stupide de brûler ».

Mais ces déclarations de principe ne résolvent pas les problèmes énergétiques du tiers-monde, qui n'a souvent pour toute ressource que l'eau et le bois de feu. Le nucléaire, c'est entendu, n'est pas pour les pauvres. Le géothermique n'est rentable qu'en de rares points du globe. Quant au solaire proprement dit, il suppose un investissement de départ que la plupart des pays démunis ne peuvent fournir. D'où les trois résolutions adoptées à l'issue de la réunion de l'UNESCO. La première plaide pour l'électrification rurale, seule capable d'apporter l'eau et l'hygiène en brousse. Quelques panneaux de photovoltaïque peuvent y réussir. La deuxième résolution s'applique en particulier au développement de l'Afrique, le continent le plus dénué à cet égard. La troisième, appelée « Énergie solaire pour la paix », envisage un programme d'adduction d'eau au Proche-Orient, afin d'éviter un nouveau conflit entre Israël et les pays arabes, ou entre la Turquie et l'Irak.

Enfin, les experts sont tombés d'accord pour convoquer un sommet mondial des énergies renouvelables, avec tous les chefs d'Etat, entre 1995 et 1997.

ROGER CANS

Le besoin d'information manifeste.

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Introduction

Le rapport expose une étude de suicide menée dans un pays développé, les Pays-Bas, et dans un pays en développement, l'Inde. Les résultats montrent que le suicide est un problème de santé publique mondial.

Suicide

Le suicide est un problème de santé publique mondial. Il est défini comme l'acte de se faire volontairement du mal.

Suicide et santé

Le suicide est un problème de santé publique mondial. Il est défini comme l'acte de se faire volontairement du mal.

Suicide et société

Le suicide est un problème de santé publique mondial. Il est défini comme l'acte de se faire volontairement du mal.

Suicide et culture

Le suicide est un problème de santé publique mondial. Il est défini comme l'acte de se faire volontairement du mal.

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le suicide entraîne plus de mort que les accidents de la route, selon une étude publiée dimanche 11 juillet par le Conseil économique et social de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

25 جويلية 1993

SOCIÉTÉ

Un rapport du Conseil économique et social

Le suicide entraîne plus de morts que les accidents de la route

Selon un rapport du Conseil économique et social (1), publié jeudi 8 juillet, le nombre des décès par suicide est supérieur, en France, à celui des accidents de la route. En l'absence de politique de prévention des suicides, la France occupe le septième rang des pays industrialisés pour le nombre de personnes qui mettent fin à leurs jours (11 403 en 1990). Et, de tous les pays de la Communauté européenne, elle est celle qui compte le plus de suicides par habitant.

Le nombre de suicides augmente depuis 1986. Mais, le rapporteur s'inquiète surtout pour une tranche d'âge aujourd'hui particulièrement vulnérable : les 35-44 ans. Ceux-ci affrontent à la fois les modifications des rythmes de vie, les chocs affectifs (séparations, divorces...), mais aussi les difficultés liées à la crise économique. A cet âge, les suicides sont fréquents (2 118 en 1990) et, comme pour les plus de 75 ans, n'ont pas baissé depuis 1986.

Le nombre de suicides augmente depuis 1986. Mais, le rapporteur s'inquiète surtout pour une tranche d'âge aujourd'hui particulièrement vulnérable : les 35-44 ans. Ceux-ci affrontent à la fois les modifications des rythmes de vie, les chocs affectifs (séparations, divorces...), mais aussi les difficultés liées à la crise économique. A cet âge, les suicides sont fréquents (2 118 en 1990) et, comme pour les plus de 75 ans, n'ont pas baissé depuis 1986.

Intoxication médicamenteuse

Le rapport signale une montée du suicide certains mois (au printemps), certains jours (le lundi) et lors d'événements particuliers. « Le taux de suicide baisse nettement pendant les guerres et semble augmenter pendant les crises économiques », écrit le rapporteur, qui ajoute cependant : « Bien qu'il existe manifestement une corrélation entre crise économique et suicide, il semble difficile et même délicat d'établir un rapport de causalité directe entre chômage et suicide. » D'une part, l'état de chômage n'apparaît pas dans les

statistiques ; d'autre part, l'étude des chiffres collectés révèle que, s'il y a bien augmentation des suicides avec l'entrée dans la crise économique (à partir de 1980), il n'y a pas parallélisme des courbes à partir de 1985 (baisse du suicide, forte progression du chômage).

L'étude des tentatives de suicide à travers les rares (et partielles) enquêtes existantes montre que les femmes, plus nombreuses que les hommes à faire des tentatives, sont nettement moins nombreuses à décéder de cette façon. Les suicides représentent 3,6 % des décès masculins et 1,2 % des décès féminins. Plus de deux morts par suicide sur trois sont des hommes, et le taux le plus élevé de tentatives s'observe chez les 15-35 ans.

La très grande majorité des tentatives (86 %) se font par intoxication médicamenteuse (avec des tranquillisants dans 50 % des cas). Toutefois, les adolescents, filles et garçons, pratiquent plus fréquemment la phlébotomie (incision des veines). Au total, 39 % des hommes et 45 % des femmes recommencent. Pour plus de la moitié d'entre eux, la récidive intervient dans l'année qui suit la première tentative.

Pourquoi se suicide-t-on ? « L'acte suicidaire comme tout acte humain échappe à un déterminisme par trop simplificateur », lit-on dans le rapport. « On ne peut réduire un geste suicidaire à une seule grille de lecture : c'est bien au carrefour des différentes dimensions humaines — morales, sociales, psychologiques — que l'on peut essayer de repérer ce qui ne doit pas être, avec beaucoup de prudence, de causes ou motivations du suicide. » L'approche psychologique qui fait du suicidaire un malade, a été longtemps privilégiée. Mais elle ne serait valable que dans 20 % à 40 % des cas.

Redonner la parole

L'approche sociologique semble incontournable. Quand un tissu social se défait et que le nouveau a du mal à se mettre en place, des violences individuelles (parmi lesquelles le suicide) et collectives émergent, explique en substance M. Debout. Les jeunes suicidants parlent souvent de leurs difficultés (relations distendues ou, au contraire, trop étouffantes). La complexité des motivations du geste suicidaire rend difficile la prévention et les soins. Il existe tout de même une urgence : redonner la parole à ceux qui n'ont pas trouvé d'autre moyen que l'acte suicidaire pour communiquer. Le Conseil économique et social note qu'il existe en France des expériences d'information des jeunes et de prise en charge des adolescents suicidaires, mais il relève aussi que celles-ci sont le fait d'individus ou d'associations isolées.

Déplorant l'absence de politique publique globale et volontaire, il réclame la création d'une commission permanente au sein du Haut Comité de la santé publique, réunissant l'ensemble des acteurs intéressés. Il demande également la reconstitution de l'unité de recherche sur le suicide, qui existait il y a quelques années à l'INSERM ; la révision de la rédaction du bulletin de décès afin d'y introduire des renseignements sur la situation professionnelle de la personne au moment de son décès ; l'organisation régulière, tous les cinq ans par exemple, d'une enquête épidémiologique approfondie sur les tentatives de suicide.

La conclusion du rapport est sans équivoque : « Il faut qu'enfin le phénomène suicide ne soit plus considéré par la collectivité nationale comme l'expression tragique d'une détresse personnelle, mais qu'elle soit abordée pleinement dans sa dimension sociale, celle qu'avait repérée dès le siècle dernier Emilie Durkheim. »

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Conseil économique et social, 1, place d'Alma, 75016 Paris.

CATASTROPHES

Vague de chaleur et inondations catastrophiques aux Etats-Unis et en Asie

Une quarantaine de morts et vingt mille personnes évacuées dans le Middle West

La vague de chaleur qui frappe la côte est des Etats-Unis, où les températures flirtent avec les 40 degrés, et les inondations catastrophiques dans le Middle West ont provoqué la mort d'une quarantaine de personnes. Le continent américain n'est pas le seul à souffrir des intempéries. En Asie, balayée chaque année à cette époque par les vents forts et les pluies diluviennes de la mousson, l'Inde compte ses victimes.

Depuis la fin du mois de juin, plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort dans ce pays et deux millions d'autres ont dû souffrir des intempéries. En Chine, les inondations qui frappent le centre, le sud et l'est du pays ont fait plus de soixante morts, détruisant des centaines de milliers d'hectares de cultures tandis que les provinces du Nord-Ouest sont victimes de la sécheresse.

WASHINGTON

De l'eau à perte de vue, des champs inondés et des rues où l'on ne circule plus qu'en canot pneumatique. Le spectacle n'est pas inhabituel aux Etats-Unis, où des pluies estivales torrentielles, rançon d'un climat qui n'a rien de tempéré, provoquent régulièrement des inondations. Mais, cette fois, l'étendue du désastre est impressionnante : tous les Etats que baigne le haut Mississippi sont touchés, c'est-à-dire une bonne partie du centre du pays, le Middle West.

Le grand fleuve et ses nombreux affluents, gonflés d'incessantes pluies d'orage depuis plus d'une semaine, débordent. Une demi-douzaine d'Etats ont été déclarés sinistrés, du Minnesota (dans la zone des grands lacs, à la frontière avec le Canada, là où le Mississippi prend sa source), au Missouri, en passant par le Dakota du Sud, le Wisconsin, le Nebraska, l'Iowa et l'Illinois. Une vingtaine de personnes auraient été tuées dans des accidents liés aux inondations.

La campagne a disparu sous les eaux qui auraient provoqué un milliard de dollars de dégâts dans l'agriculture. Quelque vingt mille personnes ont dû être déplacées. Des barrages ont été construits de protection ont été englouties, des ponts emportés, des lignes téléphoniques noyées ; nombre de

routes et d'autoroutes sont impraticables. Toutes les villes fluviales ont vu leurs artères cavalières par des flots boueux. Des Moines, Saint-Louis, Kansas-City doivent faire face à des égouts qui débordent. Une invasion de rats, serpents, mouches et autres insectes menace. La télévision montre des images de mobilisation générale : la Garde nationale a été appelée au secours, ici et là on colmate les digues avec des sacs de sable, l'armée et la police interviennent en hélicoptère, la Croix-Rouge a monté des dispensaires de campagne.

Les dégâts du « puissant fleuve »

Pour l'heure, le désastre s'arrête à la limite des Etats du Sud, où commence le bas Mississippi. La frontière est à Cairo (Missouri), où le fleuve, rejoint par trois autres rivières (Ohio, Iowa et Illinois), devient un des plus grands du monde avant d'aller se jeter dans le golfe du Mexique. Dans cette seconde moitié de son parcours — le plus majestueux, celui des mythes et de la littérature — le Mississippi est contenu dans de hauts murs de protection : en principe, dans le Sud, « le puissant fleuve », comme on l'appelle, ne devrait pas faire des siennes.

Les dégâts provoqués sont sans commune mesure avec la dernière grande catastrophe climatique, la

sécheresse de 1988, qui se chiffrait en milliards de dollars de pertes pour l'agriculture. Les destructions sont moins spectaculaires que celles dues aux ouragans et tornades qui ravagent régulièrement la Floride. Mais la densité de ces pluies sur le Middle West et cette concentration d'orages intriguent tout de même les climatologues. Pendant que le Centre est inondé, la côte atlantique, de la frontière canadienne à la Floride, éprouve une canicule torride et humide.

Jour après jour, les grandes villes de la côte Est sont au bord de la rupture d'électricité, tant les machines à air conditionné sont sollicitées. Dans des dissertations souvent confuses sur le cheminement capricieux de différentes masses d'air, les météorologues expliquent qu'il y a un lien entre les pluies sur le Middle West et la chaleur sur la façade orientale : tant qu'il pleuvra là-bas, il fera chaud ici. A Boston, New-York, Philadelphie, Washington, la température dépasse fréquemment les 40 degrés, sous un soleil brumeux, dans une atmosphère poisseuse. « Ce sont des journées de chien », dit-on, c'est-à-dire trop chaudes pour que même les chiens aient, à l'heure de la sieste, le courage de traverser la rue, comme ils sont censés le faire dans tout western.

ALAIN FRACHON

FAITS DIVERS

Un cadavre tombé du ciel dans un jardin du Val-d'Oise

L'énigme du Moscou-Paris

Quelques roubles ont été retrouvés dans les poches d'un cadavre tombé du ciel, jeudi 8 juillet, en région parisienne. Le corps de cet homme, dépourvu de papiers d'identité, a été retrouvé dans un jardin d'Eaubonne (Val-d'Oise). Les enquêteurs du SRRJ de Versailles privilégient l'hypothèse d'un passager clandestin qui serait tombé du compartiment d'un avion de ligne Moscou-Paris.

L'heure de la chute du corps, qui a coupé les fils d'une ligne téléphonique, correspond en effet au passage d'un vol d'Air-France en provenance de Moscou. La zone d'Eaubonne est survolée, à environ 1000 mètres d'altitude, par les avions qui effectuent leur descente vers l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et qui ouvrent alors le compartiment de leur train d'atterrissage.

De tels compartiments ne sont ni chauffés ni pressurisés ; la température y atteint - 65 degrés. Or, le corps de l'inconnu présentait un aspect semblant indiquer une mort due à l'asphyxie et au froid.

Des forêts ont brûlé en Haute-Corse et dans le Var. En Haute-Corse, près de Ghisonaccia, dans une zone inhabitable, deux cents hectares ont brûlé dimanche 11 juillet. Soixante pompiers, deux avions Hercules, deux Tracker et deux Canadair avaient totalement maîtrisé le feu en fin d'après-midi. D'autres incendies de moindre importance, se sont déclarés au sud de Bastia. Le même jour, seize hectares de pinède au lieu-dit Fabrègas, ont été ravagés dans la forêt de Janas, à La Seyne (Var). La plage des Sablottes a été évacuée. Le matin même, un plan d'alarme avait été mis en place sur le littoral du département. Le feu, attisé par un fort mistral atteignant les 80 km/h, a pu être maîtrisé au moyen de sept avions bombardiers d'eau (quatre Canadair, deux Tracker, un Fokker), deux hélicoptères, trente-cinq camions. Cent soixante pompiers ont été mobilisés. Deux d'entre eux ont été légèrement blessés, dont l'un a été intoxiqué par la fumée.

Un accident de rafting cause la mort de neuf touristes en Suisse. — Huit touristes allemands, dont deux femmes, et un autrichien ont trouvé la mort et dix-sept autres ont été blessés dans un accident de rafting survenu samedi 10 juillet, vers 16 h 15, sur l'Iron, en Suisse orientale. Leurs trois embarcations se sont retournées dans une zone strictement interdite à toute navigation par trois panneaux de signalisation en raison de la construction d'un barrage hydroélectrique qui rend le lit provisoire de la rivière particulièrement dan-

Un mort et un blessé dans l'accident d'un avion assurant la prévention des incendies en Corse. — Le pilote d'un avion Cessna, qui avait disparu depuis jeudi 8 juillet en Corse-du-Sud, a été retrouvé par un touriste, dimanche 11 juillet en fin d'après-midi, à 6 kilomètres du lieu de l'accident. Souffrant notamment d'une fracture à la jambe, le pilote a parcouru cette distance en rampant dans la forêt de Vizzavona à 2 000 mètres d'altitude. Le pompier-observateur, qui accompagnait le pilote pour une mission de prévention des incendies a été retrouvé carbonisé.

Quinze personnes retrouvées mortes dans le désert algérien. — La radio nationale algérienne a indiqué, samedi 10 juillet, que quinze personnes — dont quatre femmes et quatre enfants — avaient été retrouvées mortes, mardi, dans le Sahara, à 339 kilomètres au sud-ouest de Tamanrasset, en territoire algérien. Les corps étaient étendus autour d'un véhicule sur une piste menant vers la frontière algéro-malienne. Selon les premiers éléments de l'enquête, ces personnes, dont la nationalité n'a pas été indiquée et dont l'identification est rendue difficile par l'état de décomposition des corps, sont mortes de soif et d'insolation à la suite d'une panne de leur véhicule. — (AFP)

Grand Jury RTL-Le Monde

Et aucun moyen de transport clandestins à la frontière

Le son inconnu, à M. Pasqua, et des centaines d'appels à l'attention. Par ailleurs, dans un développement apparu comme le point de vue de la presse, la PAF (Police aux Frontières) a été accusée d'avoir refusé d'admettre que le trafic de migrants clandestins est toujours très important. On a immédiatement répondu que la PAF n'a pas refusé d'admettre que le trafic de migrants clandestins est toujours très important. On a immédiatement répondu que la PAF n'a pas refusé d'admettre que le trafic de migrants clandestins est toujours très important.

Le monde

M. Pasqua

Il plus être rationnel

une d'un sommet solaire mondial

experts plaident énergies renouvelables

Les experts qui ont participé à la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Paris, ont plaidé pour le développement des énergies renouvelables. Ils ont souligné que les énergies renouvelables sont une source d'énergie inépuisable et qu'elles peuvent contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ils ont également souligné que les énergies renouvelables sont une source d'emploi et qu'elles peuvent contribuer à réduire la dépendance aux énergies fossiles.

La conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Paris, a été l'occasion pour les experts de discuter des énergies renouvelables. Ils ont souligné que les énergies renouvelables sont une source d'énergie inépuisable et qu'elles peuvent contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ils ont également souligné que les énergies renouvelables sont une source d'emploi et qu'elles peuvent contribuer à réduire la dépendance aux énergies fossiles.

L'Europe

Le traité de Maastricht a été signé par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Union européenne. Ce traité marque le début de la troisième phase de l'intégration européenne. Il prévoit la mise en place d'une monnaie unique, le euro, et la création d'un Parlement européen élu au suffrage universel. Le traité a été signé à Maastricht, aux Pays-Bas, le 7 février 1992.

Le traité de Maastricht a été signé par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Union européenne. Ce traité marque le début de la troisième phase de l'intégration européenne. Il prévoit la mise en place d'une monnaie unique, le euro, et la création d'un Parlement européen élu au suffrage universel. Le traité a été signé à Maastricht, aux Pays-Bas, le 7 février 1992.

Une enquête réalisée à l'occasion d'un concert

Rock, gêne et sida

Peut-on savoir ce que les jeunes connaissent du sida, de sa transmission et de sa prévention ? Que disent-ils à ce propos de leur sexualité ? L'épidémie a-t-elle modifié leur comportement ? Une enquête épidémiologique originale réalisée en 1992, lors d'un important concert de rock, fournit une photographie parfois surprenante (1).

L'enquête a été menée du 2 au 6 juillet 1992 au cours des Eurockéennes, un concert annuel qui avait réuni à Belfort près de 30 000 personnes venues de France et des pays limitrophes. Près de 10 % des spectateurs avaient accepté de répondre à des questions et plus de 2 000 questionnaires ont pu être analysés. Dans trois cas sur quatre, il s'agissait de jeunes âgés de 15 à 25 ans, 56 % étant lycéens ou étudiants, et 36 % ayant un emploi.

Sur l'ensemble des adolescents et des hommes interrogés, 11 % disaient avoir eu ou plusieurs expériences homosexuelles, la proportion passant de 8,9 % entre 15 et 20 ans à 17,7 % entre 21 et 35 ans. Cette fréquence n'est pas liée au lieu de résidence — campagne, ville ou banlieue — des personnes interrogées, pas plus qu'à leur niveau d'études. Chez les adolescents et chez les jeunes femmes, 60 % disent avoir recours aux contraceptifs oraux, cette technique diminuant notablement avec l'âge : 72 % entre 21 et 25 ans, 31 % entre 31 et 35 ans.

« Un besoin d'information manifeste »

La moitié des personnes interrogées disent avoir modifié leur comportement sexuel à cause de l'épidémie. Quelles sont, alors, les connaissances des jeunes en matière de sida ? La possibilité d'une transmission du virus à partir de rapports sexuels, d'une transfusion sanguine, ou par échange de seringues, est une donnée bien établie. En revanche, le risque de transmission via le compor-

tement alimentaire continue à être fréquemment évoqué. « Bien que le caractère non contaminant de la salive n'ait jamais été scientifiquement prouvé, 82 % ne craignent pas ce mode de contamination », précisent les auteurs, qui soulignent que 34 % des personnes interrogées estiment que « le don de sang peut être contaminant pour ceux qui le donnent ».

Près de 63 % des participants à l'enquête déclarent utiliser des préservatifs. « Paradoxalement, lorsqu'un nouveau partenaire propose d'utiliser le préservatif, l'adolescent accepte, dans 91 % des cas, alors qu'il ne le propose spontanément que dans 56 % des cas. Il existe donc une gêne, liée probablement à une crainte du refus. » En revanche, la gêne n'existe pas lors de l'achat des préservatifs : seuls 4,2 % des jeunes n'osent pas les acheter eux-mêmes. Les deux autres inconvénients principaux signalés sont la réduction du plaisir sexuel et le coût des préservatifs.

Au terme de cette enquête, le groupe le plus exposé est constitué par les hommes de 21 à 25 ans, de niveau scolaire faible, et n'occupant pas d'emploi. A l'opposé, on trouve les jeunes femmes de 20 à 30 ans résidant à l'université. La télévision et la presse écrite sont, de loin, les principales sources d'information des jeunes sur cette maladie.

« La demande d'informations claires et fiables est manifeste », résument les auteurs. Pour les jeunes, « deux types d'intervenants doivent jouer un rôle plus important dans la sensibilisation sur le sida : les enseignants ainsi que les médecins généralistes ».

J.-Y. N.

(1) « Connaissances et comportements des adolescents et des jeunes adultes face au sida ». Ce travail, encore non publié, est signé : T. Pratzek, A. Fisch, A. Sarr, P. Audry, F. Vincent-Bulleau, et C. Lafix (Groupe d'études épidémiologiques et prophylactiques, Centre hospitalier de Villeneuve-Saint-Georges), et S. Dreyfus-Schmidt (Comité Régional du Territoire de Belfort France Libertés).

Concerto 234

CD 2 Titres

Autoroute FM 89.2 107.7

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne

La cinquantième d'Alain Prost

Alain Prost (Williams-Renault) a signé, dimanche 11 juillet, la cinquantième victoire de sa carrière (et son 101^e podium sur 192 courses) en remportant, à Silverstone, le Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne. Retardé par un mauvais départ, il a progressivement rejoint son coéquipier Damon Hill qui, trahi par son moteur, lui a laissé la première place. Le pilote français, qui devançait à l'arrivée les Benetton-Ford de Michael Schumacher et Riccardo Patrese, a augmenté son avance au championnat du monde des conducteurs. Avec 67 points, il dispose de 20 points d'avance sur le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Ford), victime d'une panne d'essence dans le dernier tour.

L'histoire aime les chiffres ronds et les symboles. Elle attendait Alain Prost, et celui-ci ne l'a pas déçu. Pour sa participation à son 192^e grand prix de formule 1, le Français n'a pas ménagé ses efforts pour être au rendez-vous. Et comme la chance aime ce panache-là, elle lui a permis d'inscrire une cinquantième victoire à son palmarès (1).

Ce record, Prost le voulait. Mais sans doute aurait-il voulu l'écrire d'une façon plus nette, en triomphant à la régulière de tous ses

adversaires et surtout de son coéquipier Damon Hill, auteur d'un excellent départ en début de course. À peine le feu vert s'était-il allumé que le Français paraissait collé à la piste. Damon Hill s'envolait devant son public, tandis qu'Ayrton Senna, toujours à l'affût de la moindre faille, se glissait dans la brèche et ne faisait qu'une bouchée du « Professeur ».

Bien sûr, on sait tout le soin que le Français met à chaque grand prix à chauffer ses pneus pendant les premiers tours de course. Bien sûr, on sait la maîtrise dont il fait preuve ensuite pour rattraper ses adversaires. Mais cette fois, sur le circuit très rapide de Silverstone, Alain Prost dut malheureusement se contenter de dépasser sur un Senna toujours aussi roué.

La malchance de Damon Hill

Sept tours durant, il échoua d'un petit rien. Et, quand la puissance du moteur Renault lui permit enfin de se libérer, le pilote français accusait dix secondes de retard sur un Damon Hill déchaîné, prêt à offrir à son public ce que son père, le grand Graham Hill, aujourd'hui décédé, n'a jamais pu lui donner : la victoire au Grand Prix de Grande-Bretagne. Longtemps, l'écart entre les deux hommes s'est maintenu entre sept et huit secondes, les deux pilotes battant successivement le record du tour.

On attendait donc le changement de pneus, car au Grand Prix de

France de Magny-Cours, la semaine précédente, celui-ci avait permis à Alain Prost de devancer Hill et de gagner ainsi une course disputée. Allait-on vivre semblable scénario ? Las ! cette opération sur laquelle le Français affirme aimer jouer une course n'apporta aucun changement, sinon la confirmation que l'équipe Williams-Renault a encore des progrès à faire dans ce domaine où Ferrari et McLaren-Ford excellent.

Senna naviguant à une trentaine de secondes derrière, la relative lenteur des techniques de Williams n'eut que peu d'incidence sur la suite de la course. Petit à petit, Prost rattrapait son retard sur Hill, tandis que Schumacher confortait sa place de troisième et, comme pour chaque course, voyait le comportement de sa Benetton-Ford se bonifier avec le temps. On s'attendait alors à une explication sévère entre Alain Prost et Damon Hill quand l'épreuve fut neutralisée aux 37^e et 38^e tours par la sécurité car, lancé sur la piste pour permettre aux commissaires de course d'enlever la monoplace de l'italien Badoer, arrêté sur le bas-côté.

Dès le feu vert, le duel reprit entre le Français et le Britannique, qui, loin de se laisser impressionner par son glorieux aîné, augmenta la cadence et battit le record du tour. La course semblait jouée, même si, selon Bernard Dudot, le patron de Renault-Sport, « Prost avait encore les moyens de doubler ». Mais le mauvais sort qui avait si durement frappé le pilote

français à Monte-Carlo allait toucher le Britannique, dont le moteur explosait dans le quarante-deuxième tour.

Prost gérait alors son avance sur Schumacher et menaçait son moteur jusqu'à la ligne d'arrivée, qu'il franchissait avec un peu plus de quatre secondes sur son adversaire. Comble de l'absurde, Senna qui bataillait ferme pour préserver sa troisième place devait renoncer à monter sur le podium, en raison d'une stupide panne d'essence qui bénéficiait au deuxième homme des Benetton-Ford, l'italien Riccardo Patrese. Celui-ci n'avait pas été à pareille fête depuis le Grand Prix de Belgique de l'an dernier.

Prost savourait alors sa victoire tout en discrétion, tout en retenue, pour ne pas froisser un public venu voir triompher son champion en terre britannique. Conscient de sa chance et « des difficultés qu'il aurait rencontrées pour doubler Hill, malgré une super-volture », Alain Prost, sur le podium pour la 101^e fois de sa carrière, rejoignait dans la légende le prestigieux Jim Clark, auteur avant lui de cinq victoires au Grand Prix de Grande-Bretagne.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Prost distance largement ses adversaires. Senna ne compte que 39 victoires, Mansell (30), Stewart (27), Clark et Lauda (25) et Fangio (24). Pour ce dernier chiffre, il convient de rajouter les choses car le pilote argentin a participé à un nombre de courses plus réduit.

VOILE : le Tour de France

La mer pour fuir la galère

Le Tour de France à la voile, disputé cette année par vingt-huit équipages, a débuté samedi 10 juillet à Dunkerque. La seizième édition de cette épreuve en monotypes, qui s'achèvera à Fréjus le 7 août, est marquée par la participation d'un équipage composé à la fois de marins chevronnés et de jeunes des banlieues.

DUNKERQUE

de notre envoyée spéciale
« Impossible de nous rater : nous avons la plus grosse caravane du Tour ! » Basketes aux pieds et casquette de base-ball vissée sur la tête, Emmanuel, dix-huit ans, vouté volontiers qu'il « s'adresse à l'idée de mal faire les manœuvres ». Mais il est visiblement fier de l'exploit accompli par son « bateau », le voilier Brétigny-Les mélodies du vent. Un souffle nouveau. Comme cet adolescent d'Épinay-sur-Orge, ils sont vingt-sept jeunes, venus du nord-est de l'Essonne, dans la banlieue parisienne, à participer à leur premier Tour de France à la voile. Neuf d'entre eux se relaieront sur le bateau au fil des côtes françaises. Les autres s'occuperont de la logistique du Tour : restauration, vente, maintenance mécanique et organisation de huit concerts dans les villes-étapes.

Jacky Filoche, ancien éducateur spécialisé et skipper, est à l'origine du projet, soutenu par la banque

Sofinco. « Ces jeunes en situation d'échec à cause de problèmes de scolarité, de toxicomanie ou de petite délinquance, explique-t-il, ont entamé il y a neuf mois un parcours de formation, dans le cadre du programme de préparation à la qualification pour l'emploi, la PAQUE, mis en place par le ministère du travail. Le Tour en est à la fois l'aboutissement et une ouverture vers l'insertion professionnelle et sociale ».

Boucler le budget a, semble-t-il, relevé du défi. Quinze jours avant le jour-J, le départ demeurait incertain, malgré le soutien actif des partenaires institutionnels et privés, notamment l'agence nationale des entreprises pour l'insertion.

Mais Bruno Troublé, l'inventeur de la Louis Vuitton Cup, qui dirige le Tour pour la première fois cette année, a été séduit par l'histoire des Mélodies du vent. Selon lui, le sport doit être un fil d'Ariane : « Le TVF, précise-t-il, permet de réunir les meilleurs de la course au large - citons par exemple Ian Murray, Serge Madec, Laurent Cordeille ou Jimmy Pahun, le détenteur du trophée - mais aussi de défendre de grandes causes ». Ainsi, cette année, après la lutte contre le cancer ou l'hommage aux sauveteurs en mer, les spinnakers de la course, dessinés par Alain Pontecorvo, défendent les couleurs des arts et de la francophonie.

« Ecole de tolérance et d'humilité »

Benoit Charon, champion de France et d'Europe de First Class 8, tient la barre du « bateau à vocation éducative ». Au centre d'entraînement de haut niveau de Granville qu'il dirige, tous les jeunes, qui pour la plupart, n'avaient jamais mis les pieds sur un voilier, ont suivi une formation à la navigation. Convaincu que « la voile est une excellente école de tolérance et d'humilité », le navigateur en est à sa cinquième participation.

Il considère que « la présence à bord de ces équipages novices n'est pas trop handicapante au niveau sportif parce que les étapes du TVF sont longues ». Les organisateurs du Tour partagent assurément cet avis, puisque le bateau Brétigny-Les mélodies du vent, sur lequel concourt aussi Christophe Auguin, vainqueur du Boc-Challenge en 1990, fait partie du classement aux points, et non de la catégorie Passion, réservée aux plus jeunes des « voiliers ».

Intrigués par l'importance du staff de ce bateau « pas comme les autres », plusieurs équipages concurrents ont déjà goûté aux plats servis par Chita et sa copine Habiba, les apprenties cuisinières du Tour, sous la tente rayée blanc et vert qu'elles ont appelée le « club house ». Pour Bernard Docré, fondateur de la course en 1978, qui avait, dès la première édition, composé l'équipage Repris de justesse, d'après un projet similaire aux Mélodies du vent, « c'est tout à fait l'esprit du Tour, un mélange d'amitié et d'artisanat où chacun navigue à armes égales ».

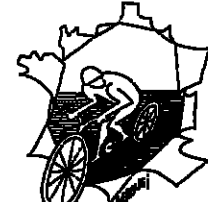
FLORENCE DUTHIEL

RUGBY : ancien pilier de Béziers

Armand Vaquerin est mort lors d'une « roulette russe »

Vingt-six fois international et dix fois champion de France avec son club, l'AS Béziers, le rugbyman Armand Vaquerin est décédé accidentellement, samedi 10 juillet à Béziers, à l'âge de quarante-deux ans.

L'ancien pilier de l'équipe de France, fils d'immigrés espagnols, né à Séverac-le-Château, dans l'Aveyron, a succombé à une démonstration de roulette russe dans un des bars de la ville, où il était arrivé, à l'heure de l'après-midi, « dans un grand état d'excitation », selon les témoins. Sélectionné en équipe de France dès l'âge de vingt ans en 1971, il connut une carrière internationale en dents de scie, mais domina le championnat national avec la grande équipe biterroise, de 1971 à 1984, collectant dix boucliers de Brennus en treize ans. Après la fin de sa carrière sportive, il partit pendant six ans au Mexique avant de revenir à Béziers pour y ouvrir un bar.



CYCLISME : le Tour de France

Lance Armstrong en vedette américaine

franco), cette formation porte le nom d'une entreprise d'électronique de Chicago. Aux côtés du Canadien Steve Bauer, de l'Australien Phil Anderson, d'un Colombien, d'un Belge, d'un Italien et d'un Britannique, Lance Armstrong est présent dans cent-vingt pays, ont déclaré Hennie Kuiper, directeur sportif de l'équipe, - il y a donc Andrew Hampsten, Frankie Andreu et Lance Armstrong qui, à vingt et un ans, court son premier Tour.

Armstrong est un cycliste tombé de la Lune. Il y a encore trois ans, il peaufinait le basket-ball, le football, le base-ball, le basketball puis la natation : « Comme je n'étais jamais très bon à mon goût, je m'entraînais et j'essayais autre chose. C'est ainsi que j'ai découvert le triathlon », explique-t-il.

Un million de dollars pour trois victoires

Aux États-Unis, le cyclisme est une affaire d'argent et de gloire. Lance Armstrong est repéré par un « chasseur » qui lui propose d'entrer dans l'équipe américaine de cyclisme. Dans la puissance hargneuse du coureur, l'homme a vu le futur médaillé d'or de l'épreuve sur route aux Jeux olympiques de Barcelone. Armstrong accepte, et va même plus loin dans sa vocation. Moyennant quelques dollars, il commence à courir sous les couleurs de la formation Subaru, puis signe un contrat avec Motorola.

Quand d'autres entament leur carrière professionnelle dans des crité-

riums, il commence sa nouvelle vie en disputant une épreuve de la Coupe du monde, à Saint-Sébastien. Il termine bon dernier, à vingt-cinq minutes du vainqueur. Sur la route, il essuie tous les quolibets : « Reste chez toi ! », lui crient les Espagnols. Avant de retourner à Austin, dans son Texas natal, il gagna cependant huit courses, en Europe et aux États-Unis.

« Les Américains font toujours le spectacle sur le Tour parce qu'ils sont plus décontractés que les autres coureurs », note Hennie Kuiper. Ils n'ont pourtant pas besoin de venir en Europe pour gagner beaucoup d'argent. Si le pays n'organise qu'une grande classique, la DuPont, il regroupe d'une dizaine de courses d'un jour, parfois d'une semaine, et du très court championnat national. Parce qu'il a remporté, en 1992, ce rendez-vous et deux autres épreuves, Armstrong a récolté 1 million de dollars (plus de 5,5 millions de francs) promis par un homme d'affaires texan à celui qui réussirait le

Le régional de l'étape

Un autre Lance s'est distingué, dimanche : Pascal, de son prénom. Lorrain, natif de Villers-les-Nancy, il était « le régional à l'étape », dit-il. « Gagner une nouvelle étape du Tour », endosse le maillot jaune ? Il rit : « Mais ce serait décrocher la Lune ! »

Il allait aussi vite que ce cheval au galop qui l'a accompagné, un moment. Il avait plus d'une minute d'avance sur le peloton. Il était parti pour réaliser son rêve de gosse.

Mais dans la forêt de Douaumont, devant les milliers de croix des cimetières militaires de la guerre de 14-18, il a dû capituler. Il n'était qu'à douze kilomètres de l'arrivée. Il était si fatigué qu'il s'est même fait distancer et a terminé 168^e, loin derrière le peloton : « J'ai fait un grand numéro, a-t-il raconté. Mais il m'a manqué dix kilomètres « sous la pédale ». C'est tout. J'aurais tant aimé offrir cette victoire à la Lorraine. J'étais parti avec onze minutes de retard au classement général et j'ai pensé que le peloton me laisserait réaliser mon rêve, mais il n'a rien voulu savoir ».

B. M.

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

Les résultats

AUTOMOBILISME

Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne
1. A. Prost (Fra, Williams-Renault), les 308,334 km en 1 h 25 min 38 s (moyenne : 216,03 km/h) ; 2. M. Schumacher (All, Benetton-Ford), à 7 sec 66 ; 3. R. Patrese (Ita, Benetton-Ford), à 1 min 17 s 482/1 000 ; 4. J. Herbert (GB, Lotus-Ford), à 1 min 18 s 407/1 000 ; 5. A. Senna (Bré, McLaren-Ford), à 1 tour ; 6. D. Warwick (GB, Footwork-Mugen-Honda), à 1 tour.

Championnat du monde des conducteurs (après neuf courses) : 1. A. Prost, 67 pts ; 2. A. Senna, 47 pts ; 3. M. Schumacher, 30 pts ; 4. D. Hill, 28 pts.

CYCLISME

Tour de France
Septième étape (samedi 10 juillet)

Péronne-Châlons-sur-Marne

(199 kilomètres)

1. B. Riis (Dan), 4 h 28 min 11 s ; 2. M. Scandini (Ita) ; 3. J. Museeuw (Bel), tous les deux dans le même temps ; 4. Alvaro Mejia (Col) à 2 s ; 5. L. Sierra (Ven) à 3 s ; 6. P. Anderson (Aus) à 3 s ; 7. B. Coughlin (Ita) à 3 s ; 8. R. Aldag (All) à 2 min 26 s ; 9. J.-P. Bourgois (Fra), même temps ; 10. M. Cipollini (Ita) à 2 min 29 s.

Huitième étape (dimanche 11 juillet)

Châlons-sur-Marne-Verdun (184,5 kilomètres)

1. L. Armstrong (EU), 4 h 22 min 23 s ; 2. R. Alcázar (Mex) ; 3. R. Pensec (Fra) ; 4. D. Arnould (Fra) ; 5. G. Perini (Ita), même temps.

Classement général

1. J. Museeuw (Bel), 34 h 13 min 18 s ; 2. A. Mejia (Col) à 39 s ; 3. M. Cipollini (Ita) à 1 min 7 s ; 4. B. Riis (Dan) à 1 min 11 s ; 5. B. Coughlin (Ita) à 1 min 32 s.

ESCRIME

Championnats du monde
L'équipe de France a obtenu un résultat médiocre aux championnats du monde qui se sont achevés dimanche 11 juillet à Essen (Allemagne), n'obtenant qu'une médaille d'argent (épée masculine par équipes) et deux de bronze (Philippe Omnès en fleuret hommes et Sophie Moressée en épée dames).

CANOE-KAYAK

Championnats du monde
Les Français Myrtille Jousset, Anne Boileau et Marianne Aguilhon ont réussi le triplé lors de la finale du K1, samedi 10 juillet à Mozzara (nord de l'Italie). Au total, l'équipe de France a remporté, lors de ces championnats, six médailles d'or, six médailles d'argent et quatre de bronze, se classant ainsi première devant l'Allemagne.

LE ROMAN D'UNE ACTRICE AU CINÉMA

Au soleil des enfants

Le roman de la sauteuse de médailles Philippe Caubère

Philippe Caubère, sauteuse de médailles, a écrit un roman, « Au soleil des enfants », qui raconte l'histoire d'une jeune fille, Sophie, qui vit dans une famille pauvre et qui est victime de la violence de son père. Le roman est une œuvre puissante et émouvante, qui traite de thèmes importants tels que la violence, la pauvreté et la recherche de l'identité. Caubère, elle-même victime de la violence de son père, a écrit ce roman avec une grande sensibilité et une grande connaissance de la vie. Le roman est une œuvre majeure de la littérature française contemporaine, qui mérite d'être lue par tous.

ONK AU TERMINUS DU MONDE à 20h10

Europe est encore loin

Voyage à travers les errances ferroviaires de Wladyslaw Zamojski

Wladyslaw Zamojski, journaliste polonais, a écrit un roman, « Europe est encore loin », qui raconte l'histoire d'un voyage à travers l'Europe. Le roman est une œuvre puissante et émouvante, qui traite de thèmes importants tels que la violence, la pauvreté et la recherche de l'identité. Zamojski, lui-même victime de la violence de son père, a écrit ce roman avec une grande sensibilité et une grande connaissance de la vie. Le roman est une œuvre majeure de la littérature polonaise contemporaine, qui mérite d'être lue par tous.

COMMERCE CONSUMER UN UNIVERS

Les illu

Quelques illu

« L'été des enfants » est un roman de Philippe Caubère, sauteuse de médailles, qui raconte l'histoire d'une jeune fille, Sophie, qui vit dans une famille pauvre et qui est victime de la violence de son père. Le roman est une œuvre puissante et émouvante, qui traite de thèmes importants tels que la violence, la pauvreté et la recherche de l'identité. Caubère, elle-même victime de la violence de son père, a écrit ce roman avec une grande sensibilité et une grande connaissance de la vie. Le roman est une œuvre majeure de la littérature française contemporaine, qui mérite d'être lue par tous.

الرياض

Émet des réserves programmes de France 2

Des déclarations de principe ont été faites au sujet de la chaîne d'art et de culture de France 2. Le directeur général de la chaîne, Jean-Louis Lemaire, a déclaré que la chaîne n'est pas une simple copie de France 1, mais qu'elle a une identité propre. Elle émettra des réserves sur les programmes de France 2.

La chaîne d'art et de culture de France 2 a été créée en 1993. Elle a pour mission de diffuser des programmes de qualité dans le domaine de l'art et de la culture. Elle émettra des réserves sur les programmes de France 2.

La chaîne d'art et de culture de France 2 a été créée en 1993. Elle a pour mission de diffuser des programmes de qualité dans le domaine de l'art et de la culture. Elle émettra des réserves sur les programmes de France 2.

rés la « révolution de velours »

étrangers contrôlent es journaux tchèques

Les journaux tchèques sont contrôlés par des étrangers. Les journaux tchèques sont contrôlés par des étrangers. Les journaux tchèques sont contrôlés par des étrangers.

Les journaux tchèques sont contrôlés par des étrangers. Les journaux tchèques sont contrôlés par des étrangers. Les journaux tchèques sont contrôlés par des étrangers.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e)

FAITES SURVEILLER OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES

Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin d'abonnement de vos vacances.

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ :

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)

Votre adresse de vacances :

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

Code postal : Ville :

Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES

Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F	2 mois (52 n°)	380 F
3 semaines (19 n°)	128 F	3 mois (78 n°)	536 F
1 mois (26 n°)	181 F		

VOTRE ABONNEMENT VACANCES :

DURÉE : du au

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

Code postal : Ville :

VOTRE RÉGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N°

Expire : / /

Date et signature obligatoires

A envoyer à : LE MONDE, Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

MUSIQUE

CONCERTS

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Dominique Fanal (direction). Requiem de Mozart.

ÉGLISE DES BILLETTES. Allegro Chamber Ensemble de New-York : 21 h jeu. ; 17 h 21 h ven., sam. ; 18 h dim. John Scott Marone (direction). Bach, Corelli, Albinoni, Haydn, Mendelssohn, Mozart.

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE. (42-22-28-74). Yanka Hekimova : 20 h 30 lun. Orgue. Bach, Mendelssohn, Tchaikovsky, Vienne. Dans le cadre du Festival d'orgue à Saint-Eustache.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Académie de la Chapelle Saint-Louis : 21 h mar. Schola Cantorum d'Oxford, Bertrand de Billy (direction). Mozart, Bach.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. La Camerata de Paris : 17 h 30 mar. ; 18 h 30 21 h jeu. ; 21 h ven. Nicole Maison (soprano). Telemann, Vivaldi, Monteverdi, Haendel, Purcell, Orchestre de chambre Alexandre Stajic : jusqu'au 19 juillet 1993. 21 h sam. ; 18 h dim. ; 18 h 30, 21 h jeu. Alexandre Stajic (violin, direction). Vivaldi, Laurence Allal, Hervé N'Koua : 18 h 30 mar. Violoncelle, piano. Beethoven, Schumann, Brahms, Les Trompettes de Versailles : 21 h mar. Haendel, Vivaldi, Telemann, Lœillet.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Ensemble de cuivres de l'île-de-France : 17 h mar. ; 20 h 45 jeu. Schola Cantorum d'Oxford, J.-P. Allard (direction). Bach, Haendel, Purcell, Gabrieli, Victoria, Palestrina. La Capella de Saint-Petersbourg : 20 h 45 ven. Vladislav Tchermouchenko (direction). Vivaldi, Berio, Bortolotti. Académie de l'île Saint-Louis : 21 h 45 sam. ; 17 h dim. Schola Cantorum d'Oxford, Bertrand de Billy (direction). Mozart, Bach, Sylvie Dussaux : 20 h 45 mar. Violon. Bach.

ÉGLISE SAINT-PIERRE. (42-62-48-22). Orchestre de chambre Bernard Thomas : 21 h jeu., ven., mar. Thierry Casens (trompette). Vivaldi, Haendel, Mozart.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN. La Capella de Saint-Petersbourg : 20 h 45 lun. Vladislav Tchermouchenko (direction). Vivaldi, Berio, Bortolotti. Orangerie du Parc de Bagatelle, Michel Rudy : 18 h 30 mar. Piano. Chopin, Tchaikovsky, Scriabine. Dans le cadre du Festival Cho-

pin à Paris Ensemble Carl Stamitz : 21 h jeu. ; 18 h 30 dim. Weber, Ravel, Mozart.

SAINTE-CHAPELLE. (46-61-55-41). Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 28 juillet 1993. 19 h 21 h mer. Musique des troubadours et des trouvères, musique espagnole du XVIe siècle.

Ensemble d'archets européens : jusqu'au 20 juillet 1993. 21 h jeu., mar. Béatrice Burley (mezzo-soprano), Hubert Pralitz (violin), Carl Brainich (direction). Paganini, Massenet, Kreisler, Bizet, Mozart, Schubert, Tchaikovsky, Vivaldi Las Trompettes de Versailles : jusqu'au 25 juillet 1993. 21 h dim. Vivaldi, Haendel, Lœillet et Telemann Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 26 juillet 1993. 19 h 21 h lun. Musique de temps de Saint-Louis, musique à la cour de Bourgogne.

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 mar. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

20 h 45 mar. Stuart Johnson (direction). Chostakovitch, Tchaikovsky, Wagner, Britten, Glinka. Entrée libre.

SCEAUX. ORANGERIE (46-60-07-79). Miguel Angel Estrella : 17 h 30 dim. Piano. Bach, Debussy, Beethoven, Chopin. Dans le cadre du Festival de l'Orangerie de Sceaux.

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00). Carmen : 15 h mer. 19 h 30 jeu., sam. Opéra de Saint-Eustache, Urie-Monzon, Denyce Graves (Carmen). Jany Zhang, Atonius Nicolaeu (Don José), Hei-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaela), Barag Tumanian, Alain Fondary (Escamillo). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie).

OPÉRA-BASTILLE. (44-73-13-00

ÉCONOMIE

En apportant de 8 à 10 milliards pendant dix ans

BILLET

L'interminable bataille du dimanche

Insoluble, le dossier du travail du dimanche empoisonne la vie des gouvernements successifs depuis des années. Alain Madelin, ministre du commerce et de l'artisanat, qui estime que « la loi ne doit pas être trop capricieuse » et souhaite « un peu plus de souplesse », risque de le découvrir à ses dépens comme avant lui Jean-Pierre Soisson, François Doublin et Martine Aubry. Non seulement les syndicats sont plus ou moins opposés à l'ouverture dominicale, en vertu d'un interdit qui remonte à 1906, mais la plupart des organisations professionnelles le sont aussi. Il y a une « alliance objective » entre les tenants du social et les représentants du petit commerce, ainsi qu'en témoignent les avis, prévus dans la procédure de dérogation, tous défavorables, qui ont conduit au non renouvellement de l'autorisation exceptionnelle accordée pour une durée d'un an au magasin Virgin Megastore des Champs-Élysées ; décision à laquelle Virgin a répliqué par l'ouverture de son magasin dans la nuit de samedi à dimanche.

Extraordinairement confus, le sujet s'embrouille, au gré de la polémique, d'accusations passées auxquelles s'ajoutent de bonnes doses d'irrationnel et, pour faire illusion, d'arguments faussement économiques qui jouent sur le corde sensible de l'emploi. Après le magasin Ikea des Lisses (Essonne), qui avait servi de symbole à la fin des années 80 pour une bataille identique, Virgin a largement exploité deux veines, celle du produit culturel qui ne se vendrait pas comme les autres, ni au même moment, et celle du renouveau de l'animation touristique de la plus belle avenue du monde. A l'abri de cette spécificité, l'entreprise et son PDG, Patrick Zeinick, savent orchestrer des campagnes d'opinion qui sont aussi de vastes opérations de marketing.

Faut-il rappeler que la précédente fronde avait eu lieu pendant les fêtes de fin d'année, en 1991 ?

En réalité, sur le fond, la nécessité de l'ouverture des magasins le dimanche est discutée. Sauf si l'on admet la commodité qu'elle représente pour les habitants de grandes métropoles et des salarés-consommateurs débordés en semaine. Des études ont démontré que, globalement, la consommation ne s'augmentait pas d'un septième jour de chiffre d'affaires, et cela doit être également vrai pour les disques compacts ou les livres. Au mieux, le travail dominical permet à un commerçant de prendre des parts de marché à ses concurrents, et il faut savoir que les ventes de disques sont réalisées aux deux tiers par les grandes surfaces, toutes fermées le dimanche. Quant à la création d'emplois, quand elle existe, elle n'est pas significative. D'ailleurs, M. Zeinick reconnaît qu'il a « besoin de travailler le dimanche pour décoller du point mort financier ». CQFD.

ALAIN LEBAUDE

Deux mille armes Manufrance vendues aux enchères. - La totalité des 2 000 armes Manufrance, mises aux enchères du jeudi 8 au samedi 10 juillet à Saint-Etienne, a été vendue pour un montant total de 3,5 millions de francs. La deuxième partie de cette vente

L'Etat financerait le tiers de la charge nécessaire pour sauver l'UNEDIC

A la suite de la rencontre, samedi 10 juillet, entre les partenaires sociaux et le ministre du travail, Michel Giraud, la deuxième phase des négociations pour l'avenir du régime d'assurance-chômage se trouve désormais ouverte. Pour apurer les comptes de l'UNEDIC, l'Etat mettra de 8 à 10 milliards de francs, pendant dix ans, sur les 25 à 30 milliards finalement estimés nécessaires. Le patronat et les syndicats doivent se retrouver le 13 juillet pour faire face à leurs propres responsabilités de gestionnaires.

Du rapport de Pierre Cabanes, secrétaire général du groupe Thomson et ancien directeur des relations du travail au ministère du travail, qui lui avait été remis le 10 juillet et qu'il s'est refusé à rendre public, Michel Giraud, ministre du travail, a au moins retenu une règle. Celle du « un tiers, deux tiers », qu'il a longuement exposée, entre autres recommandations contenues dans le document, au cours de sa rencontre avec les partenaires sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage, samedi 10 juillet au matin.

Là où l'expert estimait à 36 milliards de francs supplémentaires, pendant dix ans, les besoins de l'UNEDIC pour faire face à la montée prévisible du chômage et à ses emprunts, avec déficit cumulé évalué à 38 milliards de francs à la fin de l'année, et sans doute à 62 milliards à la fin de 1994, M. Giraud retient « un supplément de ressources à trouver » compris entre 25 et 30 milliards de francs. Mais il garde le raisonnement. L'Etat, a-t-il promis, sans pour autant préciser comment une telle somme serait financée, « est disposé » à prendre à son compte le « tiers de la charge ». C'est-à-dire de 8 à 10 milliards.

La responsabilité des partenaires sociaux

En conséquence, a-t-il poursuivi, il reviendrait au patronat et aux syndicats, comptables de la gestion

paritaire du régime, de trouver ensemble les moyens de dégrader les deux tiers restants, soit moins de 20 milliards par an. En effet, ainsi que le préconise M. Cabanes, l'extension de la couverture d'assurance-chômage à de nouvelles catégories, dont les mandataires sociaux et les agents non titulaires des collectivités territoriales, rapporterait, en recettes complémentaires, respectivement, 3 et 1 milliard de francs, si toutefois les comportements ne s'en trouvaient pas modifiés et les vagues de licenciements amplifiées.

Par cet engagement, « le ministre nous donne la possibilité d'aborder la deuxième phase de la négociation », a déclaré Jean Domange, président de la commission sociale du CNPF, qui résumait ainsi la satisfaction de la plupart des délégations, y compris syndicales, en constatant que la situation se débloquait. Il y voyait aussi la confirmation de la place reconnue au paritarisme qui, pour résoudre les difficultés, devra faire la preuve, ainsi que l'a rappelé M. Giraud, de son sens des responsabilités. « Ce n'est pas au gouvernement de fixer les règles du jeu », a d'ailleurs répété le ministre du travail qui, pour autant, ne s'est pas privé de « suggérer des pistes » et a assorti son cadrage du processus de quelques mises en garde.

Pression sur le CNPF

Il entend bien revoir les partenaires sociaux le 22 juillet, « pour une réunion que l'espère conclusive », a-t-il souligné, et a indiqué que sa proposition était suspendue à la signature d'un accord, laissant de la sorte planer la menace d'une intervention par décret, comme en novembre 1982. Au grand dam du CNPF, qui s'est gardé d'enregistrer publiquement le propos, le ministre a surtout manifesté le souhait que l'augmentation de cotisation, « bien sûr » nécessaire, soit supportée, principalement, par les employeurs qui devraient faire un « effort ».

Si donc une hypothèque est levée, le plus difficile reste à accomplir. Le patronat et les syndi-



cats, qui auront une première réunion le 13 juillet, vont sans doute devoir multiplier les séances, en très peu de temps, avant de s'entendre sur une solution. Laquelle devrait passer par un panachage délicat entre les augmentations de cotisations, la baisse des indemnités ou la révision des conditions d'accès à l'assurance-chômage, et le contrôle plus rigoureux du fonctionnement de l'UNEDIC.

Fort du soutien de M. Giraud, chacun s'accorde à considérer, de la CGT à la CFCV, que le patronat devra d'autant plus accepter une hausse de sa contribution qu'il est « le premier responsable des licenciements », et qu'il a beaucoup obtenu du gouvernement de M. Balladur. Ce n'est pas tout à fait par hasard si la CFTD cite une hausse de l'ordre de 0,6 % à 1 %, quand on sait qu'un point supplémentaire de cotisation rapporte 17 milliards de francs en année pleine. FO et la CFTC - qui, pas plus que les autres, ne veulent entendre parler de mesures qui toucheraient les allocataires - ne se lassent pas de faire observer que, depuis l'accord du 18 juillet 1992, les chômeurs indemnisés « ont beaucoup donné », entre 8 et 10 milliards de francs. « Nous refusons toute atteinte aux

La fin d'un certain paritarisme

Tandis que le CNPF voit dans ce rapprochement le gage d'une meilleure efficacité et la promesse d'un partenariat qui permettrait,

enfin, de passer d'un système « déclaratif » à un début de vérification des droits accordés aux chômeurs, les syndicats se montrent plus réservés. Force ouverte, notamment, proteste contre ce qu'elle juge être « une mise sous surveillance, sous tutelle » qui lui fait craindre l'encadrement du paritarisme.

Mais cette évolution n'était-elle pas inéluctable ? Incapable d'éponger seule un déficit devenu incontrôlable, l'UNEDIC est régulièrement conduite à faire appel à l'Etat. L'apport important de fonds publics (8 à 10 milliards), sur une période aussi longue (dix ans), qui permettront de régler la dette au rythme annuel de 3 milliards d'intérêts et de 4 milliards en capital, justifie sûrement un droit de regard.

A mesure, en outre, que s'aggrave le chômage, il devient évident que les dispositifs prévus par le régime d'assurance et les interventions des pouvoirs publics dites « de solidarité » s'interpénètrent toujours davantage. Ils sont maintenant totalement imbriqués, au point qu'il serait illusoire de les différencier, comme cela avait été envisagé. C'est d'ailleurs pourquoi, en contrepartie de son aide financière, M. Giraud a promis une note pour le lundi 12 juillet, adressée aux partenaires sociaux, qui définira moins les périmètres de compétence réciproque que la nature des dépenses et donc des publics - jeunes et femmes sans ancienneté d'emploi, chômeurs de longue durée, anciens contrats emploi solidarité (CES) - que ces sommes sont destinées à couvrir.

Cette clarification opérée, et inscrite dans la durée, le ménage à trois - Etat, patronat, syndicats - sera enfin officialisé qui consacrerait également la fin d'une certaine idée du paritarisme. Une page de l'histoire sera alors tournée. Mais il faut d'abord que les partenaires sociaux soient capables d'aboutir à un accord...

A. La

Lire dans « Le Monde » l'économie, page 30, notre dossier : l'assurance-chômage.

Le calvaire d'un chômeur aux ASSEDIC de Nanterre

« Les choses sont en route... »

Claude R. a suivi à la lettre toutes les étapes du parcours du combattant que réserve l'administration à tout nouveau chômeur. Rupture de CDD (contrat à durée déterminée) le 10 février 1993. Inscription à l'ANPE le jour même. Retrait de sa carte de demandeur d'emploi le 12 février, à la suite de la réunion d'information. Après réception d'une lettre des ASSEDIC des Hauts-de-Seine datée du 28 février, il se présente le 4 mars aux bureaux de Nanterre, rue de Craiova. Ticket numéro 125. Au compteur lumineux d'appel, le chiffre 73 s'inscrit. La salle d'attente est pleine à craquer.

Quatre bureaux sont ouverts pour recevoir les dossiers et les réclamations. Trois heures d'attente, et le numéro 125 s'affiche enfin. Déclaré « complet », le dossier de Claude est enregistré sur informatique. L'employé lui signale que ses droits ne seront ouverts qu'à compter du 26 mars : « Il faut retirer la période de vos 37 jours de congés payés plus les sept jours de carence ». C'est la règle, Claude s'y fait. Quel sera le montant mensuel de ses droits et le nombre total de ses jours indemnisés ? « La commission vous le précisera par courrier », lui déclare-t-on.

Quelques jours plus tard, Claude reçoit une lettre de Nanterre. C'est sûr, se dit-il, il s'agit des résultats de la commission. Car tout jusqu'ici, dans son parcours, lui laisse imaginer que les choses sont bien rodées. Claude a en effet respecté dans le détail la procédure. Pourtant, en ce début de mois de mars, la contenu de l'enveloppe qu'il ouvre ne correspond pas vrai-

ment à ce qu'il attendait. En date du 7 mars, on lui signale qu'« après réexamen de [son] dossier » il manque une pièce qu'il doit faire remplir par son employeur pour une « éventuelle révision de [ses] droits ». Dès le lendemain, Claude retourne chez son ancien employeur. Le jour suivant, il renvoie un courrier aux ASSEDIC de Nanterre avec l'original de la pièce manquante. Fin mars, il reçoit chez lui le premier formulaire de l'ANPE sur sa situation. Suivant les scrupuleuses recommandations qui lui avaient été données, il le renvoie aussitôt. Mais Claude s'étonne : toujours aucune réponse des ASSEDIC de Nanterre.

La valse des numéros

Deux jours plus tard, il reçoit une lettre partie de Nanterre datée du 25 mars. Il ouvre avec fébrilité le pli et découvre qu'on lui réclame la pièce déjà demandée dans le courrier du 7 mars. Et la lettre précise que « l'absence de justifications est de nature à faire obstacle à l'examen de [ses] droits ». Claude s'effoie. Il part aussitôt rue Craiova. Deux bus, 800 mètres de marche à pied, et le voilà de nouveau devant le distributeur de tickets. Numéro 143 : la valse des numéros reprend. C'est mieux que la dernière fois : seulement deux heures quinze d'attente. Claude se présente au bureau B. La conversation avec l'employé des ASSEDIC dure moins d'une minute : ce dernier lui signifie que la pièce demandée a bien été reçue : « C'est juste un problème de décalage entre les courriers, lui explique-t-on. Votre dossier est prêt.

OLIVIER PIOT

Au « Grand Jour RTL » le Monde

personnel. M. Pasqua souhaite un référendum

Le retour d'une priorité

Le retour d'une priorité. Le comité interministériel de l'enseignement supérieur, réuni le 10 juillet, a décidé de réexaminer la question de la réforme de l'enseignement supérieur. Cette décision, qui marque un tournant dans la politique gouvernementale, vise à accélérer la mise en œuvre de la loi de 1984 sur l'éducation. Le ministre de l'Éducation nationale, Louis de Broglie, a souligné l'importance de cette réforme pour l'avenir de notre pays. Il a annoncé que le gouvernement se proposait de réviser la loi de 1984, afin de mieux adapter l'enseignement supérieur aux besoins de la société. Cette réforme sera présentée au Parlement dans les prochains mois.

Chaque

la décentralisation

Le comité interministériel de l'enseignement supérieur, réuni le 10 juillet, a décidé de réexaminer la question de la réforme de l'enseignement supérieur. Cette décision, qui marque un tournant dans la politique gouvernementale, vise à accélérer la mise en œuvre de la loi de 1984 sur l'éducation. Le ministre de l'Éducation nationale, Louis de Broglie, a souligné l'importance de cette réforme pour l'avenir de notre pays. Il a annoncé que le gouvernement se proposait de réviser la loi de 1984, afin de mieux adapter l'enseignement supérieur aux besoins de la société. Cette réforme sera présentée au Parlement dans les prochains mois.

sions des taxes

12 juillet. Pour la première fois depuis le début de la période de l'essence à quatre, cette hausse s'explique par la hausse du prix du pétrole.

Prix de l'essence super au pl

Prix au litre en TTC (80 %)

Prix hors taxes

Taxes

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

12 juillet 1993

ÉCONOMIE

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

A titre personnel, M. Pasqua souhaite un référendum sur la « reconquête du territoire »

Invité, dimanche 11 juillet, du « Grand Jury RTL-le Monde », Charles Pasqua s'est prononcé, à titre personnel, en faveur d'un référendum sur l'aménagement du territoire, que le ministre de l'intérieur préfère appeler « reconquête du territoire ».

« Je vais moi-même aller dans un certain nombre de régions », a-t-il déclaré avant de préciser : « Au tra-

vers de grandes réunions publiques, nous engagerons le débat avec les Français. Nous recueillerons leurs propositions. En fonction de cela, nous établirons un projet définitif. Celui-ci sera soumis pour avis au Conseil économique, puis au Parlement. Faut-il aller plus loin et soumettre cette loi à référendum ? Pour moi, la réponse est oui. Mais ce n'est pas à moi qu'il

appartient de prendre cette décision. Nous verrons bien le moment venu. » Le ministre d'Etat a précisé que le comité interministériel d'aménagement du territoire, réuni lundi 12 juillet à Mende (Lozère) permettra de « définir le processus ». Il a indiqué : « Nous allons dire que nous souhaitons définir, au travers d'une loi d'orientation, les bases du dévelop-

La réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire à Mende

Le retour d'une priorité gaulliste

Réuni à Mende, préfecture de la Lozère, le département le moins peuplé de France, dix-sept des trente ministres du gouvernement ont participé à la « politique spectacle ». Un « gadget » semblable à ceux de Valéry Giscard d'Estaing du temps, où président de la République, il avait réuni le conseil des ministres à Lyon, Evry, dans la banlieue parisienne, puis Lille pour faire croire que tout ce ne se décidait pas à Paris. Mais ce déplacement de plus de la moitié des éminences gouvernementales a une forte valeur symbolique.

Edouard Balladur a besoin de corriger son image de « haut fonctionnaire parisien », de faire oublier qu'il a composé une équipe ministérielle où les élus de Paris, et plus généralement d'Ile-de-France, sont fort nombreux (huit en tout) et ainsi de faire comprendre que la relance de la politique d'aménagement du territoire va rapidement passer de l'état de promesse à celle de réalité. Dès la présentation de son programme à l'as-

semblée nationale, le 8 avril, il en avait fait une des grandes priorités de son action, et ce n'est pas par un simple souci protocolaire que le numéro deux du gouvernement a en charge cette responsabilité. Charles Pasqua, d'ailleurs, attache à cette partie de ses responsabilités autant sinon plus d'intérêt qu'au maintien de l'ordre. Si jusqu'alors le ministre de l'intérieur a semblé ne s'occuper que de la police et de l'immigration, c'est en la matière il pouvait frapper l'opinion rapidement en faisant voter des textes législatifs relativement simples à préparer.

Compenser la décentralisation

Aujourd'hui il lui faut mettre en avant l'importance de sa deuxième responsabilité. Mais pour en faire un succès, il ne suffira pas de quelques mouvements de menton. Tout s'est cumulé depuis plusieurs années pour accroître le déséquilibre du territoire : la fin de la croissance écono-

mique, qui a contraint d'arrêter les opérations de décentralisation industrielle, principal acquis de la politique d'aménagement du territoire inventée par Olivier Guichard, avec le soutien de Georges Pompidou et imposée grâce à l'autorité politique du général de Gaulle ; les difficultés de l'agriculture, qui ont encore appauvri le tissu rural ; le chômage, qui a attiré les sans-emploi vers les grandes villes où il était moins difficile de trouver un travail ; la décentralisation, qui a privé l'Etat de certaines de ses possibilités d'actions et permis aux collectivités locales les plus riches d'être plus accueillantes, alors que les plus pauvres n'avaient guère de moyens d'attirer les investisseurs.

Lutter contre cet état de fait ne sera pas aisé, alors même que c'est indispensable pour éviter une France où cohabiteraient des villes tentaculaires et inhumaines avec des campagnes désertes. D'où la volonté du gouvernement de surveiller de près les contrats que l'Etat passe avec les

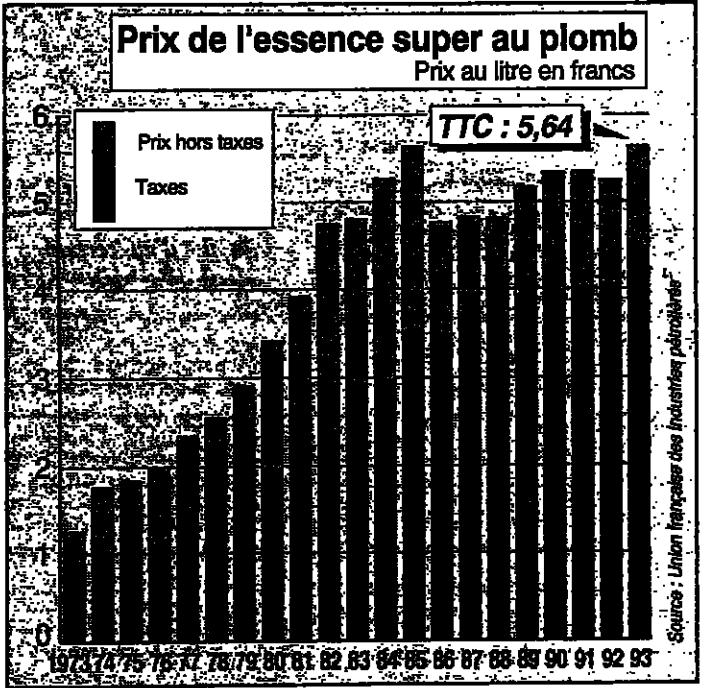
régions. D'où son souhait de préparer une grande loi d'orientation, fruit d'un vaste débat national qui associerait les régions et les départements afin que les mieux dotés prennent conscience de leurs responsabilités.

Politiquement, l'enjeu est d'importance. Car, comme l'a reconnu M. Pasqua, le réajustement ne pourra se faire qu'au détriment de l'Ile-de-France, place forte du RPR. Il est vrai qu'en revanche la province profonde, où la droite est solidement implantée, peut espérer y trouver quelques avantages. Cela peut aussi permettre à Charles Pasqua lui-même de corriger son image de « flic ». D'où probablement son idée d'un référendum (constitutionnellement son organisation ne peut être décidée que par le président de la République) sur proposition du premier ministre. Peut-on envisager que MM. Balladur et Mitterrand décident de demander aux Français s'ils approuvent la politique de M. Pasqua ? Poser la question, c'est y répondre.

THIERRY BRÉHIER

Le poids des taxes

Lundi 12 juillet, pour la troisième fois depuis le début de l'année, le prix de l'essence a été augmenté. Cette hausse de 33 centimes par litre provient du relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) qui s'applique désormais à l'exception du gazol qui bénéficie d'un répit jusqu'au 21 août. La part des taxes dans le prix du litre d'essence n'a cessé d'augmenter depuis vingt ans. Elles atteignent aujourd'hui un niveau qualifié « d'historique » approchant 80 % du prix. Le pourcentage évoluait autour de 75 % dans les années 80 et au début des années 70. Après être revenue aux alentours de 50 % en 1981 et 1982, la progression a repris ensuite pour passer de 77,8 % en juin à plus de 79 %.



M. de Charette se dit « choqué par le comportement des dirigeants de Bull ». Hervé de Charette, ministre du logement, affirme, dans une interview au *Courrier de l'Ouest* du 12 juillet, être « choqué par le comportement des dirigeants de Bull (...) incapables de faire de cette entreprise un lieu de réussite et de succès », alors qu'ils vivent (depuis des années) à coup de crédits publics. Il ajoute : « Nous attendons toujours leurs projets d'avenir. »

Chine : hausse des taux d'intérêt et faiblesse du yuan. La Banque populaire de Chine (banque centrale) a annoncé, samedi 10 juillet, une hausse des taux d'intérêt sur les prêts et les comptes d'épargne, afin de juguler l'inflation qui a atteint une moyenne annuelle de 20 % dans les grandes villes, conséquence de la surchauffe de l'économie (+ 14 % au premier semestre). Un plan en seize mesures, dont la hausse des taux d'intérêt et le resserrement du crédit, a été adopté. La banque centrale devrait aussi intervenir sur le marché « swaps », limité aux entreprises se fournissant en devises étrangères, où le dollar s'est de nouveau envolé, atteignant 9,22 yuans, alors que la banque centrale le cote à 5,7 yuans.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA PERFORMANCE DE VOS PLACEMENTS EN FONCTION DE VOS OBJECTIFS avec nos SICAV et FCP de taux d'intérêt

		Valeurs liquidables au 30.06.93 en FF	Performances ⁽¹⁾ au 30.06.93 en %	
LION COURT TERME	SICAV (C)	86 708,04	4,99	10,45
LION 20 000	SICAV (C)	26 964,60	4,64	9,66
MONÉLION	FCP (C)	12 950,73	4,53	9,39
FRUCTILION	FCP (RA)	11 576,22	6,80	12,26
LION ASSOCIATIONS	SICAV (RA)	11 841,72	8,02	13,85
SILVARENTE	SICAV (RA)	225,66	11,48	19,13
LION RENDEMENT	FCP (RA)	4 942,96	9,38	15,77
LION TRÉSOR	SICAV (RA)	2 298,23	11,41	19,10
TRILION	SICAV (RT)	5 400,03	9,30	16,48
LION PLUS	SICAV (C)	11 138,80	10,69	18,83
LION CAPITALISATION	FCP (C)	939,61	10,45	18,22
OBULION	SICAV (C)	1 629,17	12,89	22,40
ECU CAPITALISATION*	FCP (C)	1 112,66	9,02	10,80
LION CONVERTIBLE FUND*	SICAV (C)	18 060,82	18,40	11,80

C : Capitalisation.
RA : Revenus Annuels.
RT : Revenus Trimestriels.
* OPCVM de droit luxembourgeois.

(1) : Coefficients nets réinvestis.

CREDIT LYONNAIS

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Messagerie et localisation par satellite : l'échec de Locstar

Créée en décembre 1988, sous l'égide du Centre national d'études spatiales (CNES), avec un capital de 100 millions de francs, la société européenne Locstar, dont la Cour des comptes critique sévèrement la gestion dans son rapport annuel 1993, avait pour ambition de développer un système opérationnel de messagerie et de localisation par satellite de mobiles terrestres, aériens ou maritimes. Pour ce faire, Locstar et le CNES s'étaient assurés le concours d'un partenaire américain, Geostar, qui devait lui apporter son assistance technique et ses brevets à titre de participation au capital.

Très vite, Locstar augmentait son capital qui, de 100 millions de francs en 1988, passait à 676 millions de francs et était détenu par cinquante et une entreprises appartenant à treize pays européens. Le marché semblait si prometteur — ne parlait-on pas encore, en 1991, de gérer quelque 6 000 terminaux à la fin 1993 et de générer dans ce domaine un chiffre d'affaires de 40 milliards de francs en 2005 ? — que deux satellites, d'une valeur d'environ 1 milliard de francs, avaient été commandés à Matra par Locstar le 15 juin 1989.

Sur cette affaire, la Cour des comptes évoque « des pratiques contestables et une liquidation coûteuse ». Elle estime notamment que « le choix du constructeur de satellites a été effectué de manière prématurée et dans des conditions irrégulières au regard du droit des sociétés » et que « la décision de créer une filiale de commercialisation, à un moment où la société Locstar se trouvait déjà dans une situation critique, n'apparaît justifiée par aucune nécessité commerciale et aurait dû être différée tant que la poursuite de l'activité de la société mère n'était pas assurée ».

Elle déplore enfin que « des accords tacites », passés avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, aient contraint les responsables de Locstar à signer en mars 1991 une promesse d'achat de terrain et à verser une indemnité de 12,2 millions de francs et qu'« une comptabilisation contestable des frais de recherche et de développement » ait permis de « démontrer abusivement le bénéfice du crédit d'impôt recherche » pour la plus grande partie des sommes versées au CNES.

Dans ces conditions, conclut la Cour, le CNES « porte une lourde responsabilité dans cette affaire, car il a joué un rôle majeur à la fois dans la conception du projet et dans sa mise en œuvre. Quant aux ministères de tutelle, ajoute-t-elle, tout en manifestant une prudente réserve, ils ont autorisé l'apport en nature et laissé se développer un projet dont le financement n'a jamais été assuré ».

J.-F. A.

Les MASTERS de l'Ecole Supérieure de Gestion

Sept formations de 3ème Cycle en alternance pour les Ingénieurs, Médecins, titulaires de diplômes Bac + 4

- MANAGEMENT ET MARKETING EUROPEEN
- MARKETING ET PUBLICITE
- FINANCE ET MARCHE DES CAPITAUX
- GESTION INTERNATIONALE DU PERSONNEL
- MANAGEMENT DU TOURISME D'AFFAIRE
- GESTION DES ENTREPRISES
- EXPERTISE ET AUDIT COMPTABLES

Ces formations peuvent être financées et rémunérées par les entreprises dans le cadre de contrats de qualification ou en congé individuel de formation. MBA : Formation accélérée en 1 an dont 3 mois à Paris à l'ESG et 8 mois dans une Université américaine accréditée AACSB.

25, RUE SAINT-AMBRIOISE, 75001 PARIS TEL: 43 55 44 44

MASTER COMMUNICATION GLOBALE

Admissions : Les étudiants niveaux DEUG, DUT, BTS, Licence, Maîtrise peuvent intégrer directement le 2ème Cycle d'Etudes de l'Institut Supérieur de Communication et Publicité.

3ème année de Spécialisation :

- Marketing direct, éditions publicitaires et PAO
- Chef de publicité agences et médias
- Relations publiques, relations presse, promotion, incentive
- Journalisme, animation audiovisuelle
- Communication d'entreprise, ressources humaines

4ème année Master en Communication :

- Communication globale
- Spécialisation complémentaire

Informations et entretien : 44 64 80 84

Demander le prospectus à retourner à :

ISCOM

25 rue Saint-André 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél : _____ Année Naissance : _____

Niveau d'études : ☐ Secondaire ☐ Terminale ☐ Supérieur

PARIS LILLE STRASBOURG LYON

Publications Judiciaires

Extrait des Minutes du Greffe de la cour d'appel de Paris. Par arrêt de la 9^e chambre, section B, de la cour d'appel de Paris, en date du 12 décembre 1991. M. DACHEVILLE Marc, né le 16 mars 1941 à HARFLEUR (76), commis de ville, demeurant 16, avenue de la Providence (92160) ANTONY, a été condamné à 2 ans d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, ainsi qu'à l'interdiction, pendant une durée de 3 ans, d'exercer, directement ou par personne interposée, pour son compte ou le compte d'autrui, toute profession industrielle, commerciale ou libérale - pour fraude fiscale en matière de TVA (entre le 1^{er} janvier et le 12 décembre 1989), la cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné : 1^o la publication de cet arrêt, par extrait, au JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et dans « LE MONDE » et « FRANCE-SOIR » ; 2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune d'ANTONY (92160). Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE par jugement (contradictoire) rendu le 7 janvier 1993, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : BLESSURES INVOLONTAIRES AVEC ITT SUPÉRIEURE A 3 MOIS - ACCIDENT DE TRAVAIL - INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS. Pour s'être à Paris le 6 septembre 1991, rendu coupable de blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à 3 mois, accident de travail, sur la personne de SAHOUNI Mohamed, pour avoir à Paris le 6 septembre 1991, été responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du code de travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres concernant les immeubles, en omettant de mettre un échafaudage convenable à la disposition d'un salarié alors que celui-ci effectuait un travail qui ne pouvait être exécuté sans danger par tout autre moyen. - à payer 1 amende de 10 000 F. M. MARIN Raymond, Pierre, né le 21 mars 1940 à (93) LE BLANC-MESNIL, directeur de travaux, demeurant 37, rue de la Fontaine (93150) LE BLANC-MESNIL. - Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait : dans le journal « LE MONDE ». - Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE par jugement (contradictoire) rendu le 17 février 1993, la 12^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : USURPATION DE TITRE, DIPLOME OU QUALITÉ, pour avoir à Paris et sur le territoire national courant 1991 et jusqu'en juillet 1991, sans remplir les conditions exigées pour le porter du titre de conseil juridique attaché à une profession légalement réglementée, du diplôme officiel de conseil juridique dont les conditions d'attribution ont été fixées par l'autorité publique, alors même qu'il a été radié par arrêté de la cour d'appel de PARIS (1^{re} chambre section A), en date du 9 mai 1990 - à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec sursis et CINQ MILLE francs d'amende - M. DENISOT Jacques, né le 27 novembre 1936 à EPINAL (88), conseil d'entreprise, demeurant 3, place du Caprice à NOUVEAU-GRAND-VAL (92), en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux « LE FIGARO », « LE MONDE », « LE PARISIEN », « LA VIE JUDICIAIRE », « LA GAZETTE DU PALAIS ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE par jugement (contradictoire) rendu le 17 février 1993, la 12^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : USURPATION DE TITRE, DIPLOME OU QUALITÉ, pour avoir à Paris et sur le territoire national courant 1991 et jusqu'en juillet 1991, sans remplir les conditions exigées pour le porter du titre de conseil juridique attaché à une profession légalement réglementée, du diplôme officiel de conseil juridique dont les conditions d'attribution ont été fixées par l'autorité publique, alors même qu'il a été radié par arrêté de la cour d'appel de PARIS (1^{re} chambre section A), en date du 9 mai 1990 - à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec sursis et CINQ MILLE francs d'amende - M. DENISOT Jacques, né le 27 novembre 1936 à EPINAL (88), conseil d'entreprise, demeurant 3, place du Caprice à NOUVEAU-GRAND-VAL (92), en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux « LE FIGARO », « LE MONDE », « LE PARISIEN », « LA VIE JUDICIAIRE », « LA GAZETTE DU PALAIS ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE par jugement (contradictoire) rendu le 17 février 1993, la 12^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : USURPATION DE TITRE, DIPLOME OU QUALITÉ, pour avoir à Paris et sur le territoire national courant 1991 et jusqu'en juillet 1991, sans remplir les conditions exigées pour le porter du titre de conseil juridique attaché à une profession légalement réglementée, du diplôme officiel de conseil juridique dont les conditions d'attribution ont été fixées par l'autorité publique, alors même qu'il a été radié par arrêté de la cour d'appel de PARIS (1^{re} chambre section A), en date du 9 mai 1990 - à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec sursis et CINQ MILLE francs d'amende - M. DENISOT Jacques, né le 27 novembre 1936 à EPINAL (88), conseil d'entreprise, demeurant 3, place du Caprice à NOUVEAU-GRAND-VAL (92), en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux « LE FIGARO », « LE MONDE », « LE PARISIEN », « LA VIE JUDICIAIRE », « LA GAZETTE DU PALAIS ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE par jugement (contradictoire) rendu le 17 février 1993, la 12^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : USURPATION DE TITRE, DIPLOME OU QUALITÉ, pour avoir à Paris et sur le territoire national courant 1991 et jusqu'en juillet 1991, sans remplir les conditions exigées pour le porter du titre de conseil juridique attaché à une profession légalement réglementée, du diplôme officiel de conseil juridique dont les conditions d'attribution ont été fixées par l'autorité publique, alors même qu'il a été radié par arrêté de la cour d'appel de PARIS (1^{re} chambre section A), en date du 9 mai 1990 - à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec sursis et CINQ MILLE francs d'amende - M. DENISOT Jacques, né le 27 novembre 1936 à EPINAL (88), conseil d'entreprise, demeurant 3, place du Caprice à NOUVEAU-GRAND-VAL (92), en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux « LE FIGARO », « LE MONDE », « LE PARISIEN », « LA VIE JUDICIAIRE », « LA GAZETTE DU PALAIS ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement (contradictoire) en date du 4 février 1993, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES COMPTABLES - à UN AN d'emprisonnement avec sursis et à CINQUANTE MILLE francs d'amende - M. GÉRARD Jacques, Pierre, Henri, né le 20 avril 1936 à LE PRE-SAINT-GERVAIS (Seine-Saint-Denis), comptable agréé, demeurant 160, boulevard Montparnasse à Paris-14^e, le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et « FRANCE-SOIR ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement en date du 6 janvier 1993 (contradictoire) - sur opposition jugé - du 17-4-91, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, à la peine de NEUF MOIS d'emprisonnement avec sursis et CINQUANTE MILLE francs d'amende, M. MAJDA Dominique, né le 23 juin 1955 à AUBREVILLE-88, consultant en assurances, demeurant 39, rue Léon-Vieljeux à LA ROCHELLE-17. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au JOURNAL OFFICIEL et dans les journaux : « LE MONDE » et « LE FIGARO ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement (contradictoire) en date du 21 janvier 1993, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES - à la peine de QUINZE MOIS d'emprisonnement avec sursis et à CINQUANTE MILLE francs d'amende - M. PIN-GUET Olivier, Jean-Jacques, né le 17 septembre 1951 à PARIS-16^e, courtier en valeurs, demeurant, chez ses parents, 103 bis, chaussée Jules-César à Eauboune (Val-d'Oise). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au JOURNAL OFFICIEL et dans les quotidiens « LE MONDE » et « LES ECHOS ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe de la cour d'appel de Paris. Par arrêt de la 9^e chambre section B, de la cour d'appel de Paris, en date du 24 octobre 1991. M. HADJAD Serge, né le 13 juillet 1955 à TUNIS (Tunisie), Joueur de 1^{re} rue des Lilas, 75019 PARIS, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende, pour fraude fiscale et pour détournement de fonds - sur opposition jugé - du 7-3-1991, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES COMPTABLES - à la peine de UN AN d'emprisonnement avec sursis et CENT MILLE francs d'amende, M. GALLIER Jean, né le 25-11-1924, à PARIS-13^e, sans emploi, ressourceur, sans domicile fixe en France, actuellement détenu pour autre cause à la Maison d'arrêt d'Evreux. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au JOURNAL OFFICIEL et dans « LES ECHOS » et « LE MONDE ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement du 4 février 1993 (contradictoire) - sur opposition jugé - du 7-3-1991, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES COMPTABLES - à la peine de UN AN d'emprisonnement avec sursis et CENT MILLE francs d'amende, M. GALLIER Jean, né le 25-11-1924, à PARIS-13^e, sans emploi, ressourceur, sans domicile fixe en France, actuellement détenu pour autre cause à la Maison d'arrêt d'Evreux. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au JOURNAL OFFICIEL et dans « LES ECHOS » et « LE MONDE ». Pour extrait conforme délivré par le Greffier à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Par arrêt en date du 6-02-1992, devenu définitif, la cour d'appel de Versailles a condamné : DANIS François, 94, rue de Bellevue à Boulogne (92), à 8 mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude en vue de soustraire à l'établissement au paiement de l'impôt, débits commis en 1986 et 1987 à Boulogne. A ordonné l'affichage par extrait de l'arrêt sur les panneaux réservés à cet effet à la mairie de son domicile pendant 10 jours - a ordonné la publication par extrait du jugement dans le Journal officiel et le Monde. Pour expédition certifiée conforme. LE GREFFIER EN CHEF.

Par jugement contradictoire devenu définitif en date du 23 juin 1992, le tribunal correctionnel de MEAUX a condamné M. SZPERLING Paul, né le 28 décembre 1933 à Paris-12^e, demeurant à Milly-Mory (77), rue Gay-Lussac, à la peine de CENT MILLE FRANCS (100 000) d'amende pour TROMPERIE SUR LA QUALITÉ SUBSTANTIELLE DE LA MARCHANDISE - PUBLICITÉ MENSONGÈRE. Pour extrait conforme, le Procureur de la République. LE GREFFIER.

CARNET DU Monde

Mariages

Ségolène CHAPPELON

Jean LAOUR

ont le plaisir de faire part de leur mariage, le 16 juillet 1993, dans l'intimité des alpages du pays de Thônes.

7, avenue du Docteur-Calmette, 92140 Clamart.

Décès

M. François BUNGENER, Et ses filles, Éléonore et Emilie de Lubersac, Patrice et Jean Bungenier, Caroline Bernard, M. et M^{me} Jacques Bungenier, M. et M^{me} Philippe Bonzon, M. et M^{me} Jean-Pierre Boegner, M. et M^{me} Christian Boegner, M. le professeur Léon Schwartzberg, ont la douleur de faire part du décès de

M. François BUNGENER, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance,

survenu le 10 juillet 1993, à Céligny.

Le service religieux aura lieu le jeudi 15 juillet, à 15 h 30, au temple de Comagny.

65, route de Céligny, 1298 Céligny (Genève).

- Poissy, Le Mans, Paris, Maisons-Alfort.

Françoise Micheau, Nathalie et Erwan, Catherine Guichard, Marie, Matthieu et Nicolas, Perrine Clout, Anne et Philippe Valachi, Milena et Julia, ses filles, genre et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Ginette CLOUET, née Goulier,

survenu le 8 juillet 1993, dans sa soixante-neuvième année.

M. et M^{me} Paul Corcellet, son épouse,

M. Jean-Pierre Prévost et M^{me}, née Emmanuelle Corcellet,

leurs enfants, Olivier et Judith,

M^{me} Céline Corcellet de Pierredon, ses enfants, Marion, Morgan et Paul, ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Bernard Corcellet et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Paul CORCELLET,

survenu le 9 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, à Paris-1^{re}, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière de Suresnes (Hauts-de-Seine).

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Denise Cuzin, Ses enfants et petits-enfants, Sa famille, Et ses amis,

M^{me} Monique Lesco, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert CUZIN,

survenu le 10 juillet 1993, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le 15 juillet, à 10 h 30, au cimetière de Sarcelles-Village (Val-d'Oise).

29, rue des Noyers, 92500 Victor-Hugo, 75116 Paris.

LE MONDE SAMEDI 10 JUILLET 1993

1 2 3 4 5 6 7 8 9

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52

53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72

73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92

93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112

113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132

133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152

153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172

173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192

193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212

213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232

233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252

253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272

273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292

293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312

313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332

333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352

353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372

373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392

393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412

413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432

433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452

453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472

473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492

493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512

513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532

533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552

553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572

573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592

593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612

613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632

633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652

653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672

673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692

693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712

713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732

733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752

753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772

773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792

793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812

813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832

833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852

853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872

873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892

893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912

913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932

933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952

953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972

973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992

993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012

1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021

L'indice INSEE compris «entre 0 % et - 0,1 %»

Les prix ont été stables en juin

Les prix à la consommation sont restés pratiquement stables en juin en France, l'indice provisoire de l'INSEE rendu public lundi 12 juillet faisant état d'une évolution comprise «entre 0 % et - 0,1 %». Cette quasi-stabilité des prix pendant un mois où l'inflation est généralement faible fait suite à des progrès déjà très lents au cours des mois précédents (+ 0,2 % en mai, + 0,1 % en avril et + 0,3 % en mars).

Au ministère de l'économie, on explique cette stabilité - voire ce petit recul - de l'indice par des facteurs saisonniers, la nouvelle méthode de calcul répercutant plus directement qu'auparavant les évolutions ponctuelles de prix. Ainsi, l'indice de juin est fortement affecté par la baisse (de 0,1 %) des prix des produits manufacturés liés aux soldes d'été (dans le textile notamment) et par le fort recul des prix des produits alimentaires (- 0,7 %). Si les prix de l'énergie

ont aussi légèrement diminué (- 0,2 %), ceux des services (+ 0,3 %) et les tarifs publics hors énergie (+ 1,3 %) ont augmenté.

Sur douze mois, les prix auront donc augmenté, à la fin juin, de 1,9 % à 2 %, l'indice de juin ne marquant pas dans ces conditions de modification des tendances antérieures, fait-on remarquer à Bercy. Plus que la baisse des prix des produits alimentaires (- 0,5 % sur les douze derniers mois), la faible progression des prix des produits manufacturés (+ 1,5 %) devrait alimenter l'argumentaire de ceux qui affirment que l'économie française est en déflation, le rythme toujours élevé de hausse des prix des services (+ 4,1 %) contredisant partiellement cette thèse. Avec notamment l'augmentation du prix de l'essence, les chiffres de juillet devraient être plus «positifs» : l'indice marquera à nouveau un retour à la hausse.

E. I.

Sur fond de rumeurs de cession de la FNAC

Démission du numéro deux de la Garantie mutuelle des fonctionnaires

Après avoir annoncé des pertes historiques de 1,5 milliard de francs il y a moins d'un mois, la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires) ne semble pas sortie pour autant des turbulences. Les rumeurs de cession de sa filiale, la FNAC, se multiplient à nouveau tout comme les changements à la tête de la mutuelle.

Si en dépit d'attaques répétées, Jean-Louis Périat a réussi à sauver son poste et à se faire réélire président le 12 juin à l'unanimité, il n'en va pas de même pour le numéro deux de la GMF, Bernard

Allien, qui a démissionné en fin de semaine dernière. M. Allien était responsable de l'international et chargé de la diversification. Une stratégie qui n'a pas été vraiment payante puisqu'elle est à l'origine de l'essentiel des pertes, que ce soit dans l'assurance, l'immobilier, le tourisme ou la banque. Selon la GMF, la démission de M. Allien - nommé il y a à peine un an alors que le recensement était déjà à l'ordre du jour - serait donc liée à l'abandon de tout projet de développement qui rend sans objet sa fonction.

D'autres démissions pourraient suivre en dépit des démentis du siège de la GMF. On évoque même les départs d'Olivier Maumus, directeur financier, de Jean-Claude Baumgarten, directeur général adjoint et de Georges Huber, secrétaire général.

Il semble clair que M. Périat et une partie de son état-major sont en désaccord sur l'ampleur du recensement nécessaire et notamment sur d'éventuelles cessions d'actifs, dont la FNAC. Si la GMF reste largement au-dessus des normes européennes de solvabilité, il lui faut absolument retrouver une certaine marge de manœuvre financière après un exercice 1992 désastreux. Pour limiter ses pertes à 1,5 milliard de francs l'an dernier, le groupe a réalisé 2,2 milliards de francs de plus-values, soit la moitié de son stock. Tout aussi préoccupant, son activité principale, l'assurance-dommages des particuliers dont la GMF est le numéro deux en France souffre d'une conjoncture défavorable, notamment dans l'automobile. Du coup, les bruits de couloir sur une cession partielle ou totale de la FNAC, évaluée à près de 2,5 milliards de francs, se succèdent. Il n'est pourtant pas sûr que la mutuelle ait intérêt à se séparer de sa filiale la plus rentable.

E. L.

Après le sommet des Sept à Tokyo

Les négociations reprennent à Genève dans le cadre du GATT

Au lendemain du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industriels, du 7 au 9 juillet à Tokyo, les responsables américains et japonais ont jeté samedi 10 juillet les bases d'un accord commercial (le Monde daté 11-12 juillet). Cet accord, qui fait suite à l'affirmation par les Sept de leur volonté de conclure rapidement l'Uruguay Round, confirme la place prédominante prise cette année par le problème du commerce dans les discussions internationales. Lundi, les négociations reprennent à Genève entre les 111 nations signataires du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

De grands accords commerciaux internationaux esquissés dans le haut lieu du protectionnisme! Le sommet de Tokyo laissera un souvenir étonnant. Les pays industriels se préoccupent actuellement tellement de commerce qu'ils ont à peine effleuré dans la capitale nipponne certains sujets qui leur sont d'ordinaire très chers, en particulier celui des taux de change. Ainsi, les propos du président Mitterrand appelant à un système monétaire international calqué sur le mécanisme de change européen n'ont pas provoqué les foudres des partisans des monnaies flottantes. Et les responsables japonais n'ont pas été importunés par d'insistantes demandes d'une nouvelle réévaluation du yen.

Même la rencontre entre le président russe et les Sept, «bouquet final» des sommets des deux dernières années, a été reléguée au

second rang. A Tokyo, les dirigeants des Sept ont envoyé un message très clair et défini les principales lignes de négociations qui doivent permettre de boucler l'Uruguay Round, entamé il y a sept ans. Les ministres du commerce extérieur de la quadrilatérale (Etats-Unis, Japon, CEE, Canada) se sont entendus sur une réduction générale des tarifs douaniers, l'abolition des droits de douane sur certaines catégories de produits et la réduction des «pieds tarifaires» actuellement pratiqués sur des biens jugés sensibles. Cependant, des questions très importantes, notamment les services financiers et audiovisuels, ainsi que le textile et la réforme du GATT lui-même sont encore en chantier. Et le sommet de Tokyo n'a pas résolu les conflits commerciaux en cours, notamment celui sur l'acier.

Il est malgré tout probable que les négociations qui s'ouvrent lundi à Genève trouveront un souffle nouveau. Le nouveau directeur général du GATT, Peter Sutherland, n'a-t-il pas promis de «remuer ciel et terre» pour mener à l'Uruguay Round à son terme avant la fin de l'année? Dans l'esprit des Américains, il ne fait pas de doute que tout ou presque sera bouclé pour le 15 décembre. Une vision qui n'est pas celle de la France, mais celle-ci doit de toutes façons se préparer à négocier serré.

Ambiguïté internationale

La France parviendra-t-elle à tirer son épingle du jeu pour protéger son agriculture? L'atmosphère n'est pas celle d'une renégociation du pré-accord de Blair House, signé en novembre dernier entre les Etats-Unis et la CEE. Les déclarations faites vendredi soir par le premier ministre Edouard Balladur étaient d'ailleurs extrêmement prudentes. «La position française a remporté un certain succès», a-t-il déclaré sur TF1, ajoutant que «nous avons fait admettre notre point de vue que tant que tout n'est

pas décidé, rien n'est décidé». Résumant la position française, M. Balladur a conclu : «Je souhaite, autant que quiconque, la conclusion de l'accord du GATT», mais «pas à n'importe quel prix».

Le sommet des Sept a également révélé l'une des grandes ambiguïtés de la stratégie économique internationale. Intervenant «pour leur bien commun» et celui de l'économie mondiale, les dirigeants des Sept défendent avant tout, bien sûr, leur propre intérêt. Symbole entre tous : la semaine de Tokyo s'est conclue sur un accord bilatéral entre les Etats-Unis et le Japon visant à réduire l'excédent nippon, alors même que les responsables des autres principales puissances se trouvaient encore dans la capitale japonaise ou, à quelques heures près, auraient pu y être. L'ambassadeur de la CEE au Japon n'a d'ailleurs pas manqué de regretter l'arrangement à deux. «S'il était confirmé que des dispositions prévoyant des parts de marché avec des objectifs par secteurs pour un pays donné, appuyé par une surveillance périodique, ce serait un développement inquiétant pour le commerce international», a-t-il déclaré à l'Agence France presse. L'accord américano-japonais ne contient pas, à la demande nipponne, d'objectifs chiffrés et pourrait donc demeurer au stade de déclaration d'intention. N'empêche que la Communauté, dont la rencontre avec les Japonais mardi 6 juillet, n'a pas produit de résultats concrets, aurait certainement bien aimé en obtenir autant. Malgré la rencontre de Tokyo, les craintes relatives à la montée du protectionnisme et du commerce administré (lire la série d'articles parus dans le Monde du 6 au 11/12 juillet) n'ont pas disparu, même si le président Clinton a affirmé qu'il s'agissait simplement d'obtenir «de meilleurs résultats et de meilleures règles».

FRANÇOISE LAZARE

PRIX ANNIVERSAIRE 1983-1993

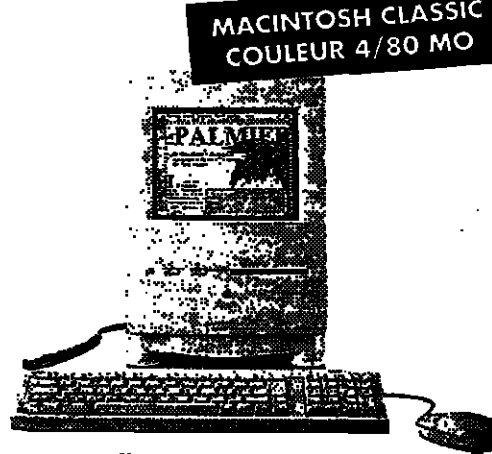
- Grande mesure à partir de 12 000 F - 25 % = 8 980 F
- Livraison en 48 heures si nécessaire.
- Mesure façon traditionnelle à partir de 5 800 F - 30 % = 3 950 F
- Rayon prestige prêt-à-porter : 40 % à 50 %

John Baillie

TAYLOR

1, rue Auber - 5, place de l'Opéra
Paris 9^e - Tél. : 47-42-49-17 - 47-42-49-24
(Pas de fermeture annuelle)

Ensemble, luttons contre le déficit budgétaire de l'Education Nationale.



Offre réservée étudiants/enseignants et valable dans la limite des stocks disponibles.

Face à la situation actuelle de notre économie, certaines mesures s'imposent. Notamment, l'interdiction de payer plus de 5050 F ht un Macintosh Classic Couleur 4/80 Mo. Ou si vous préférez, l'obligation de l'acheter chez IC. Avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans,

IC REAUBOURG PARIS (1) 44 78 26 26 • IC VENDOME PARIS (1) 42 66 90 90 • IC NICE VALLET PARIS 15 (1) 40 50 00 • IC MARSEILLE 91 37 25 03



IC est aujourd'hui le premier distributeur Apple en Europe. Seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.

IC TOULOUSE 41 25 62 32 • IC NANTES 49 47 06 62 • IC LYON 34 78 62 38 30 • IC AIX EN PROVENCE 42 58 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Yachar Kemal... 2

ÉTRANGER

Algérie : les changements à la tête de l'armée annonceraient un durcissement... 3

Afrique du Sud : les dirigeants zoulous haussent le ton... 3

Bagdad a refusé la neutralisation de deux bases de missiles... 4

Le général Morillon fait ses adieux à la Bosnie... 5

Espagne : Felipe Gonzalez devra constituer un gouvernement minoritaire... 5

POLITIQUE

Le Sénat limite strictement la possibilité pour les avocats d'être présents lors des gardes à vue... 9

Le débat sur la réurgence de courants d'extrême droite dans certains milieux intellectuels... 8 et 9

Quatre élections cantonales partielles... 11

SOCIÉTÉ

Les suites judiciaires de l'affaire OM-Valenciennes... 12

Le suicide entraîne plus de morts que les accidents de la route... 13

Vague de chaleur et pluies torrentielles aux Etats-Unis et en Asie... 13

SPORTS

Le Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne ; le Tour de France cycliste ; le Tour de France à la voile... 14

CULTURE

Le Festival d'Avignon... 15

L'institut de musique ancienne à Saintes... 16

L'Académie musicale aux Aros... 17

ÉCONOMIE

L'Etat financerait le tiers de la

charge nécessaire pour sauver l'UNEDIC... 18

Virgin Magastore et l'interdiction d'ouvrir le dimanche... 18

La réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire... 19

Le rapport annuel de la Cour des comptes... 19

Vie des entreprises... 20

COMMUNICATION

Le CSA émet des réserves sur l'éthique des programmes de France 2... 16

Des groupes étrangers contrôlent la plupart des journaux tchèques... 16

L'ÉCONOMIE

La consommation, ressort cassé

L'argent des enfants • Dossier : l'assurance-chômage • La délocalisation ou l'immigration... 25 à 32

Services

Abonnements... 28

Annonces classées... 16

Camet... 22

Loto... 22

Mots croisés... 22

Radio-télévision... 2310

Spectacles... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économie» folioté 25 à 32

Le numéro du « Monde » daté 11-12 juillet 1993 a été tiré à 521 985 exemplaires.

Demain dans « le Monde » :

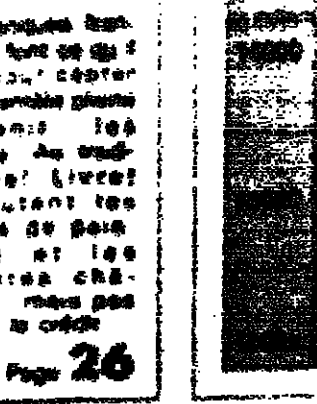
«Sciences Médecine» : l'épilepsie sort de l'ombre

Jamais le «Grand mal» et ses différentes formes n'ont suscité autant de passion d'ordre scientifique. Sans pour cela cesser d'effrayer.

Dans le même numéro : un acacia pour lutter contre la déforestation, et le «saat technologique» du Triomphant, la nouvelle génération des sous-marins nucléaires français.

Chronologie : juin dans le monde

L'argent des enfants



Page 26

E C O

LES COMPORTEMENTS D'...

La consommation



Le gouvernement et le patronat remettent à consommer. On a exactement, à en croire aussi, que les reportages que nous...

Les pages 25 et 26 les articles...

CHOMAGE, RESTRUCTURATION ET...

Bienvenue dans le marché c...

Par FRANKLIN DEHOUSSE (1)

Mais, à l'heure de l'écroulement des régimes autoritaires, on ne peut pas dire que le monde soit un lieu désertique. On sent partout un mouvement profond, qui est la reconstruction et qui accorde leur place à tous. La cause de cette spécificité, c'est la chute de la bipolarité. Pour la première fois, nous sommes en mesure de comprendre que l'Europe a intégré le monde dans un marché unique mais n'a pas encore intégré le monde dans un marché unique.

Le premier est le développement de la zone euro. C'est l'écroulement des régimes autoritaires qui a permis à l'Europe de se reconstruire. C'est dans une époque d'après-guerre de plus en plus marquée par la décentralisation des pouvoirs et des migrations.

Le passage des pays d'Europe centrale et orientale à l'économie de marché, c'est la reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

La reconstruction économique. Une reconstruction qui est en fait la reconstruction de l'Europe occidentale à l'ouest. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires. C'est la première conséquence de la chute des régimes autoritaires.

Le Monde

Sept à Tokyo Né dans le cadre du GATT

Sept à Tokyo, les dirigeants japonais ont annoncé un accord de libre-échange avec les États-Unis. L'accord, qui couvre les échanges de biens et de services, est le fruit de longues négociations. Il est le premier accord de ce type signé par le Japon. L'accord est entré en vigueur le 1er janvier 1994. Il couvre les échanges de biens et de services. L'accord est le fruit de longues négociations. Il est le premier accord de ce type signé par le Japon. L'accord est entré en vigueur le 1er janvier 1994. Il couvre les échanges de biens et de services.

Les gains de la « maigritude »
La grande bouffe, l'aveu et la poudre miracle, ce sont les tendances de la « chasse aux kilos ». Leurs promoteurs, eux, se font du gras.
CHACQUE année, aux beaux jours, revient la rengaine des « quelques kilos à perdre avant les vacances ». Les kiosques se couvrent de numéros « Spécial maigrir », à la « une » desquels s'exhibent des mannequins plus minces que des passe-lacets. La « guerre aux kilos » cache mal la vocation mercantile des coupe-faim et autres régimes miracle, tous aptes à faire maigrir... les portefeuilles.
Actuellement, trois grands noms tiennent le haut du pavé en France : Weight Watchers (qui affiche un chiffre d'affaires mondial de 8 milliards de francs, dont 100 millions réalisés en France), Slim Fast (environ 3,6 milliards) et Montignac (40 millions de francs en 1992, 65 prévus en 1993).
Ce dernier de l'aveu même de ses concurrents « a réveillé le marché ». Michel Montignac, de son vrai nom Michel Geneviève, fait figure de « challenger » promoteur et mondain. Fils de gros ayant lui-même perdu 15 kilos, l'ancien directeur du personnel pour l'Europe de la firme pharmaceutique américaine Abbott se présente comme un « autodidacte de la nutrition ». Ayant soigneusement choisi son cheval de bataille : la guerre contre les régimes hypocaloriques traditionnels ; et sa cible : les cadres supérieurs. C'est au milieu des années 80 que débute la saga.

PRIX ANNIVERSAIRE 1983-1993
• Grande mesure à partir de 1000 F
• 25 % - 0 900 F
• Livraison en 48 heures
• Remise sur commande
• 30 % - 1 900 F
• Rapide service après-vente
John Baillie
TAYLOR
1, rue Andrieu
Paris 9 - Tél. 47 47 47 47
Fax 47 47 47 47

contre le déficit Publication Nationale

MACINTOSH CLASSIC COULEUR 4/80 MO
• 1000 F
• 25 % - 0 900 F
• Livraison en 48 heures
• Remise sur commande
• 30 % - 1 900 F
• Rapide service après-vente
John Baillie
TAYLOR
1, rue Andrieu
Paris 9 - Tél. 47 47 47 47
Fax 47 47 47 47

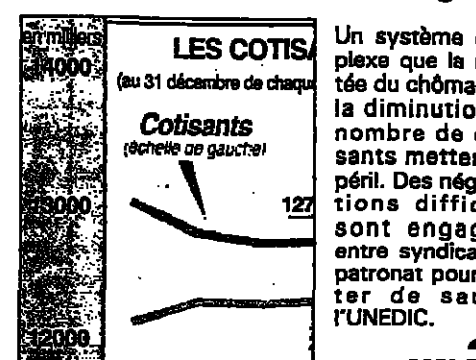
L'argent des enfants



Les banques françaises font ce qu'il faut pour capter une clientèle pleine d'avenir : les enfants. Au traditionnel Livret s'ajoutent les cartes de paiement et les comptes chèques... mais pas encore le crédit.

Page 26

Dossier : l'assurance-chômage



Un système complexe que la montée du chômage et la diminution du nombre de cotisants mettent en péril. Des négociations sont engagées entre syndicats et patronat pour tenter de sauver l'UNEDIC.

page 30

La délocalisation ou l'immigration



Avant de crier haro sur la délocalisation, tâchons d'en comprendre la logique, écrivent Didier Pène et Marc Chesney. En économie ouverte, c'est un substitut soit à l'immigration, soit à l'importation pure et simple.

page 31

MODE D'EMPLOI26
Humeur, par Josée Doyère : Activité limitée. Livres : Remettre l'Europe sur les rails, une critique de « l'Europe » et de « L'union mondiale de l'Europe ». Notes de lecture. La cote des mots, par Jean-Pierre Colignon : De l'emprunt. Agenda.

PERSPECTIVES27 à 29
Privatisations en Amérique latine (IV) : Brésil, déboires politiques.

CONJONCTURE32
Les taux d'intérêt : Changement de ton. L'Asie du Nord : La France présente. Le Japon : Marché imprévisible ? Les vins : Attaques méridionales.

L'ÉCONOMIE

A-côtés

Les gains de la « maigritude »

La grande bouffe, l'aveu et la poudre miracle, ce sont les tendances de la « chasse aux kilos ». Leurs promoteurs, eux, se font du gras.

CHACQUE année, aux beaux jours, revient la rengaine des « quelques kilos à perdre avant les vacances ». Les kiosques se couvrent de numéros « Spécial maigrir », à la « une » desquels s'exhibent des mannequins plus minces que des passe-lacets. La « guerre aux kilos » cache mal la vocation mercantile des coupe-faim et autres régimes miracle, tous aptes à faire maigrir... les portefeuilles.
Actuellement, trois grands noms tiennent le haut du pavé en France : Weight Watchers (qui affiche un chiffre d'affaires mondial de 8 milliards de francs, dont 100 millions réalisés en France), Slim Fast (environ 3,6 milliards) et Montignac (40 millions de francs en 1992, 65 prévus en 1993).
Ce dernier de l'aveu même de ses concurrents « a réveillé le marché ». Michel Montignac, de son vrai nom Michel Geneviève, fait figure de « challenger » promoteur et mondain. Fils de gros ayant lui-même perdu 15 kilos, l'ancien directeur du personnel pour l'Europe de la firme pharmaceutique américaine Abbott se présente comme un « autodidacte de la nutrition ». Ayant soigneusement choisi son cheval de bataille : la guerre contre les régimes hypocaloriques traditionnels ; et sa cible : les cadres supérieurs. C'est au milieu des années 80 que débute la saga.

Philippe Baverel
Lire la suite et l'article d'Elisabeth Lévy page 27

LES COMPORTEMENTS D'ACHAT DES FRANÇAIS

La consommation, ressort cassé



Le gouvernement et le patronat prient les Français de se remettre à consommer. Ont-ils cessé de le faire ? Pas exactement, à en croire aussi bien les chiffres de l'INSEE que les reportages que nous avons effectués dans plusieurs régions. La consommation ne chute pas globalement, mais elle n'est plus comme naguère un moteur de la croissance. Et les acheteurs ont changé : regardants, marchandeurs, à l'affût des prix les plus bas.

Lire pages 28 et 29 les articles d'Alain Beauve-Méry, Gérard Buéas, Véronique Maurus, Marcel Souto, Gabriel Simon et Françoise Vaysse.

CHOMAGE, RESTRUCTURATION ET INSTABILITÉ Bienvenue dans le marché continental !

par FRANKLIN DEHOUSSE (*)

LA crise actuelle de l'économie européenne a quelque chose d'inhabituel. On sent confusément un mouvement profond, qui accélère les restructurations et accroît leur brutalité. Toutefois, la cause de cette spécificité reste obscure, ce qui ajoute aux désordres du moment. Pour le mettre en évidence, il faut comprendre que l'Europe s'intègre maintenant non dans un marché unique, mais dans quatre grands marchés.
Le premier est évidemment celui de la CEE. Le deuxième est l'Espace économique européen formé par les États membres de la CEE et de l'AEE. Le troisième est en train de naître sous nos yeux : il englobe non seulement les États de la CEE et de l'AEE, mais encore ceux de l'Europe centrale et orientale, en allant (peut-être) jusqu'à la Russie. C'est le marché continental. Ces trois marchés se fondent dans une économie-monde de plus en plus intégrée par le développement des échanges, des communications, des investissements et des migrations.
Depuis vingt ans, l'Europe occidentale connaît une crise structurelle, qui résulte de son incapacité croissante à maîtriser la mon-

dialisation de l'économie. Ces deux dernières années, elle a également subi une crise conjoncturelle, naturelle après une expansion quelque peu déséquilibrée. Néanmoins, ce qui accentue violemment ces deux crises, c'est l'édification du rideau de fer a détruit une frontière politique, mais aussi une frontière économique fondamentale. Cela oblige l'Europe occidentale à restructurer en profondeur non seulement son système de sécurité, mais encore son système économique. Si la première conséquence a été - parfois malaisément - perçue, la seconde n'a encore été proclamée par aucun gouvernement.

Vive concurrence

Le passage des pays d'Europe centrale et orientale à l'économie de marché va aggraver - aggrave déjà - les pressions de l'internationalisation économique. Une chose est d'avoir des concurrents à bas prix de l'autre côté du monde, une autre de les avoir à sa porte. La concurrence devient beaucoup plus vive, tout comme les menaces de migration massive ou de délocalisation des inves-

tissements. A ces pressions, on ne pourra échapper. Une crise politique, financière, sociale ou nucléaire chez nos voisins aura fatalement des retombées importantes chez nous. L'ouverture à l'Est va accentuer de façon intense les pressions de la mondialisation de l'économie. Nous le vivons déjà tous les jours.
Pour les investisseurs, la délocalisation présente plus de facilité à Prague qu'à Kuala-Lumpur. Pour les entrepreneurs, les importations sont plus aisées lorsqu'elles proviennent de Pologne plutôt que du Nigeria. Pour les candidats migrants, enfin, la CEE apparaît plus accessible que de Roumanie ou du Vietnam. En réalité, nous assistons à un début de fusion accélérée des marchés de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est, avec toutes les secousses qu'une opération aussi énorme et aussi complexe implique.

Bien sûr, cette gigantesque restructuration ne constitue pas la seule source des difficultés actuelles.

Lire la suite page 31

(*) Professeur à l'université de Liège, au collège d'Europe, et chargé d'enseignement à l'université de Strasbourg.

3ÈMES CYCLES
PROFESSIONNALISEZ
VOTRE FORMATION

MANAGEMENT DE LA DISTRIBUTION
DIRECTEUR PÉDAGOGIQUE LÉON SALTU PDG-DE FRANCE PRINTEMPS

GESTION ET FINANCE D'ENTREPRISE

MANAGEMENT COMMERCIAL ET MARKETING DIRECT

MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES

ADMISSION
• titulaires d'un diplôme BAC+1 ou équivalent
• médecins, pharmaciens
• professionnels justifiant d'au moins 5 ans d'expérience

L'EDC PARIS-LA DÉFENSE
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1 92400 COURBOIS
MÉTRO : ESPERANCE DE LA DÉFENSE
TÉL : (1) 47 73 63 41

PERSPECTIVES

PRIVATISATIONS EN AMÉRIQUE LATINE (IV)

Brésil : déboires politiques

Enjeu politique, objets de guérilla judiciaire, les cessions d'entreprises publiques ont été freinées par la déchéance du président Fernando Collor de Mello et les hésitations de son successeur

Après les privatisations au Chili, en Argentine et au Mexique, nous examinons la situation au Brésil.

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

U Brésili, le manque de volonté politique dans un contexte de crise, avec une constante « valse » des responsables, a freiné une désatatisation d'ailleurs limitée par la Constitution. Annoncé au début du mandat du président Fernando Collor de Mello, en mars 1990 (1), le plan de privatisations brésilien a connu de multiples retards.

Déjà, le programme n'a démarré officiellement qu'en mai 1991 : il porte alors sur 26 entreprises d'Etat (2). Le président de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), Eduardo Modiano, explique ce délai par « des difficultés rencontrées dans l'évaluation rigoureuse » des entreprises et le « strict respect d'une procédure légale contraignante ». La première vente concerne le complexe sidérurgique du Minas-Gerais, Usiminas, qui emploie 14 000 salariés. On évalue alors le produit des opérations à venir à 17 milliards de dollars, la participation des étrangers au capital étant limitée à 40 %.

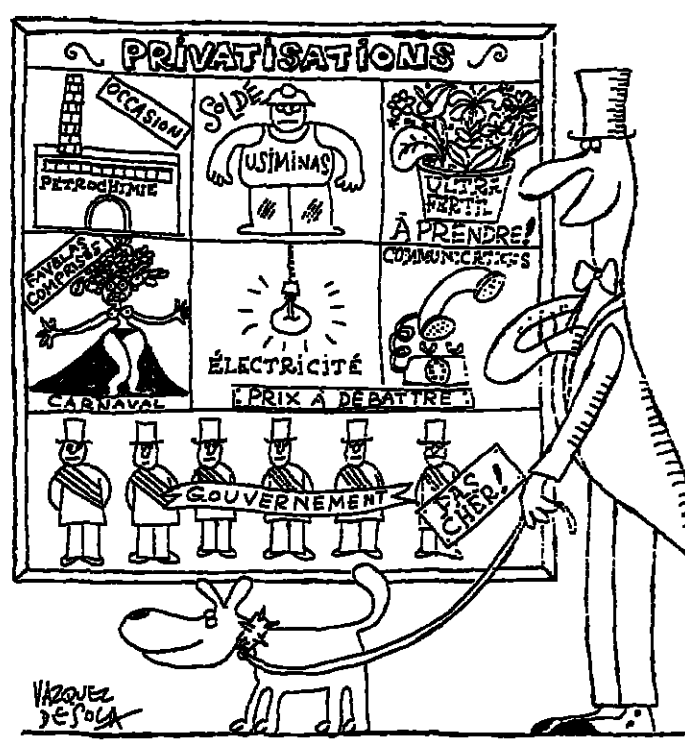
La mise aux enchères d'Usiminas se produit après de multiples difficultés : report de dates en raison de nombreuses actions en justice de l'opposition, et séance houleuse au Parlement, le 24 octobre 1991, sous la pression de manifestations qui provoquent plusieurs dizaines de blessés. Usiminas, première entreprise sidérurgique du pays et septième du monde en matière de productivité est pourtant vendue pour 1,17 milliard de dollars, bien au-dessus du prix plancher fixé (1 milliard de dol-

lars). Les acheteurs sont en écrasante majorité (94 %) des entreprises nationales, principalement deux sociétés : la compagnie minière Vale do Rio Doce, pour 15 %, et un fonds de placement de la Banque du Brésil, pour un montant équivalent. Après cette première périlleuse, une douzaine d'autres entreprises seront vendues sans difficultés majeures, malgré de constants recours aux tribunaux.

IMPEACHMENT • La procédure d'impeachment à l'encontre du président Fernando Collor de Mello, à partir du mois de juillet 1992, ralentit ensuite la poursuite du programme. Le vice-président Itamar Franco, devenu président intérimaire en septembre, nommé successeur officiel de Fernando Collor en décembre, annonce le gel du plan de privatisations. Le nouveau chef de l'Etat, aux idées nationalistes, s'était déjà déclaré opposé, comme vice-président, à la privatisation d'Usiminas, située dans son fief du Minas-Gerais.

Commence alors un réexamen des dossiers en cours avec un report à trois mois de toutes les mises aux enchères prévues dans le calendrier initial. En moins de cinq mois, quatre ministres se succèdent à la tête du portefeuille des finances : Marcellino Marques Moreira, Gustavo Krause, Paulo Haddad et Eliseu Rezende. L'emploi de titres de dette, internes ou externes, pour le paiement fait l'objet d'âpres débats. Dans la première phase, sur un total de vente qui approche alors 4 milliards de dollars, ils sont pourtant utilisés par 97 % des acheteurs.

A la BNDES, officiellement en charge du dossier des privatisations, les dirigeants montrent aussi leur lassitude. Son ultime président démissionnaire, Antonio Barros de Castro, a même mis en cause dans sa lettre de renonciation, début



mais, « les décrets pris en haut lieu qui perturbent le programme » en n'hésitant pas à accuser le gouvernement d'« incompétence notoire ». Les ventes qui reprennent, dans la pétrochimie, sont réalisées à nouveau dans la confusion et toujours sous la menace d'ajournement par les tribunaux.

SUSPICION • Il n'est pas facile de comprendre la position du gouvernement Itamar dans ce domaine, souligne l'éditorial du bulletin mensuel de conjoncture de l'Université fédérale de Rio-de-Janeiro, en avril. Dans une première étape, le cabinet a maintenu le programme dans un climat de suspicion, en le freinant de multiples

manières, alors que, dans les dernières semaines, le gouvernement a émis le souhait d'amplifier et d'accélérer les privatisations, dans un but budgétaire – pour alléger la dette publique – ou social – pour financer des programmes contre la faim et la misère. Aujourd'hui, le nouveau président brésilien semble animé d'un zèle de converti pour les privatisations.

Les quelques ventes déjà réalisées par son gouvernement, comme celle de la Compagnie sidérurgique nationale (CSN), (voir « Le Monde de l'économie » du 22 décembre 1992), ont fait l'objet de contestations et d'accusations de corruption, bien que la vente aux enchères de la CSN se déroule

conformément aux engagements. Le feuilleton des ajournements reprend, d'autre part, avec le report, au début mai, de la vente d'Ultrafertil et Petrocoque, faute de définition du prix minimum de cession.

ALBATROS • Au total, le programme de privatisations n'a à ce jour concerné qu'une petite vingtaine d'entreprises, pour un montant total d'environ 5 milliards de dollars. L'attrait de l'étranger se résume à un simple pourcentage : sur le total de ces ventes, le capital extérieur n'a participé qu'à hauteur d'un peu plus de 4 %, et la dette extérieure de 110 milliards de dollars du pays n'a été allégée – par le retour de titres – que d'à peine 69 millions de dollars. La dette appliquée aux titres de la dette extérieure y a contribué.

On ignore l'accueil que recevront les entreprises de communication et d'électricité ajoutées à la liste des privatisations par Fernando Collor à la veille de sa destitution, ainsi que le sort d'autres grandes entreprises dont Itamar Franco a évoqué récemment la vente. Ainsi de la prestigieuse compagnie Vale do Rio Doce, productrice d'aluminium et de cellulose. Le président brésilien a même envisagé de supprimer le plafond de 40 % imposé au capital étranger.

Dans ce domaine comme dans d'autres le Brésil apparaît comme un albatros, handicapé par la taille de ses ailes. La lutte contre l'inflation s'essouffle – en mai, la hausse des prix dépasserait les 30 % – et le pays est affaibli par des crises politiques à rebondissement que l'actuel chef de l'Etat ne semble pas parvenir à maîtriser. « Notre retard s'accumule et il est facile de prévoir que peu de choses seront faites avant l'entrée en fonction du prochain président en janvier 1995 », résume un observateur, qui se dit « désabusé devant toutes ces pertes de temps au moment où la compétition s'accroît entre les pays du continent ».

L'éditorialiste respecté Carlos Castello Branco écrivait pour sa part à la fin du mois de mai dans le *Journal do Brasil* : « Le gouvernement semble faire du surplace, son instabilité émotionnelle révèle l'absence de définition d'une politique à long terme qui permettrait de sortir le Brésil de l'ornière dans laquelle il se trouve. » On ne saurait être plus clair.

Denis Hautin-Guiraut

Quelques grosses pièces

Les privatisations réalisées au Brésil, en nombre réduit, ont touché essentiellement la sidérurgie, la chimie (engrais, plastiques) et la pétrochimie, ainsi qu'une petite entreprise de transport fluvial, la SNBP. Elles comportent cependant quelques grosses pièces : outre Usiminas et la CSN, Acetia et la CST pour la sidérurgie, Copel pour la pétrochimie et Fosfertil pour les engrais, qui ont presque toutes nettement dépassé les prix minimaux prévus.

Prochain article : Le Pérou

NOTES DE LECTURE

La thèse de la « maigritude »... (Texte de la note de lecture)

La thèse de la « maigritude »... (Texte de la note de lecture)

La thèse de la « maigritude »... (Texte de la note de lecture)

La thèse de la « maigritude »... (Texte de la note de lecture)

La thèse de la « maigritude »... (Texte de la note de lecture)

La thèse de la « maigritude »... (Texte de la note de lecture)

Les gains de la « maigritude »

Suite de la page 25

Les éditeurs ayant tous refusé son manuscrit (« On m'expliquait que, n'étant pas médecin, je n'étais pas crédible, surtout face à des « locomotives » comme Rika Zarái ! »), l'homme décide de créer sa propre maison d'édition : Artelun. Succès foudroyant. En 1986, son premier livre : *Comment maigrir en faisant des repas d'affaires* (188 francs) est vendu à 500 000 exemplaires. Un an plus tard, la version grand public *Je mange donc je maigris* atteint le million. Du cadre supérieur à l'employé, tous sont touchés ! Editeur comblé, Montignac promet pour février prochain une version « Spéciale Femmes ». En attendant celle pour les personnes âgées...

L'empereur de la « gastronomie nutritionnelle » se diversifie : outre les séminaires d'entreprises (23 000 francs la journée pour une vingtaine de participants... sans compter le repas), Montignac a créé l'Institut Vitalité et Nutrition, association regroupant 350 médecins. En échange de leur caution scientifique, les médecins peuvent publier leurs ouvrages chez Artelun.

PAR CORRESPONDANCE • Le gourou de l'indice glycémique a déjà lancé un réseau de boutiques portant son nom (à Paris, La Rochelle, Bruxelles et Fort-de-France), qui vendent à bon prix pain complet et pâtes « intelligentes », marmelades, croissants... Jusqu'à la vente par correspondance, dont se charge Fromental, filiale du groupe.

On annonce pour octobre prochain l'ouverture d'un « très grand restaurant (240 couverts) » à Paris, en attendant la création d'ici un ou deux ans, d'un « espace Montignac de remise en forme » près de Roissy.

La société qui a doublé son chiffre d'affaires l'an dernier, en pleine récession, entend faire de même à l'étranger. Après l'Espagne, l'Italie, la Grande-Bre-

tagne, les Pays-Bas, les Etats-Unis et l'Australie, l'Allemagne en septembre devrait succomber à son tour. Pour atteindre sa cible, Michel Montignac utilise avec un art consommé les médias, plutôt que la publicité classique. Un reportage dans « Good Morning America » sur CBS vaut tous les budgets publicitaires !

Présent dans vingt-six pays, Weight Watchers, pionnier du régime hypocalorique, est né en 1963 de l'imagination d'une Américaine, Jean Niditch qui, ne parvenant pas à perdre ses kilos, eut l'idée un beau jour de réunir ses amis dans sa cuisine pour « maigrir en commun » : le concept des réunions Weight Watchers, inspiré du modèle des Alcooliques anonymes, était né. Dix ans plus tard, elle débarquait en France. Aujourd'hui, 30 000 adhérents (de toutes catégories sociales) se réunissent chaque semaine autour de 600 animatrices à temps partiel (toutes d'anciennes adeptes imputablement licenciées en cas de reprise de poids). Outre l'inscription (175 francs), chaque réunion coûte 75 francs. « Vous êtes ici pour apprendre à apprivoiser la nourriture », martèle l'animatrice qui s'aide de recueils de recettes, « posters diététiques », balances pour peser les aliments...

Weight Watchers a aussi diversifié les formules : outre l'entretien individuel personnalisé (960 francs les 8 semaines), il est désormais possible, pour 795 francs, de suivre la méthode par correspondance. Enfin, depuis août 1992, la firme américaine propose aux Français une gamme de douze plats surgelés individuels, vendus 25 francs les 300 grammes en grandes surfaces. La stratégie est mondiale mais déclinée selon les habitudes alimentaires de chaque pays, publicité à l'appui. Clive Brothers, vice-président Europe de Weight Watchers International, cite l'exemple de l'ex-Allemagne de l'Est où déjà 250 réunions ont lieu chaque semaine !

Quant à la Slim Fast Foods Company de New-York, elle opère sur les substituts de repas, poudres miracle censées apporter à l'organisme les nutriments indispensables, tout en limitant l'apport lipidique.

LICENCE • Lancé en 1977 aux Etats-Unis où il est aujourd'hui numéro un, Slim Fast a débarqué en Grande-Bretagne en 1990, en France en avril 1992, enfin en Allemagne il y a trois mois. En France, la précieuse poudre (quatre parfums : chocolat, vanille, fraise, café) est vendue en pharmacie au prix de 145 francs la boîte de 12 sachets de 30 grammes, soit 400 francs le kilo ! Si l'on suit les recommandations (deux doses par jour), la boîte est épuisée en six jours, d'où une dépense mensuelle de 725 francs... pour espérer perdre, la faire au ventre « 900 grammes en moyenne par semaine ».

La structure de la firme reste obscure : « La maison mère accorde licence d'exploiter la marque Slim Fast en France à la société Solut Nutritionnel », indique seulement Dominique Brun, directeur général de cette dernière. Part du chiffre d'affaires réalisé en France ? Montant du budget publicitaire ? ... Dominique Brun reste muet, se contentant de faxer les questions outre-Atlantique, d'où elles ne reviennent jamais. Seule confiance, accordée le 29 avril dernier à « Envoyé spécial » sur France 2 : « Nous enregistrons cette année en France une croissance à deux chiffres en volume par rapport à 1992 ».

Slim Fast se montre plus bavard dans ses campagnes publicitaires pour lesquelles il engage des célébrités... à qui il demande d'essayer le produit. En France, Marie-Christine Barrault, qui aurait ainsi perdu 11 kilos en trois mois, est la vedette du dernier spot, tourné par Roger Vadim.

Philippe Baverel

Les adeptes-vendeurs d'Herbalife

GRACE à nous, le monde entier va apprendre à manger ! Le centre d'affaires de Marly-le-Roi, en région parisienne, résonne des acclamations enthousiastes des 3 000 participants au dernier congrès de la société Herbalife, spécialisée dans la fabrication et la « vente directe » de produits diététiques amaigrissants. « Pas un business, mais une mission », dit le président-fondateur Mark Hughes, qui évoque la mort de sa mère, victime de régimes déséquilibrés.

Mission au demeurant fort lucrative pour la société. En 1992, le chiffre d'affaires – 405 millions de dollars – avait plus que doublé par rapport à 1991 et le bénéfice net (20 millions) avait triplé, ce qui a salué le marché hors-cote new-yorkais. Une explosion largement imputable au succès rencontré en Europe, notamment en France, qui a assuré plus de 20 % des ventes. Vieux faibles des Gaulois pour les potions magiques ? Le centre de distribution, installé à Strasbourg, approvisionne quelque 40 000 vendeurs. Autres marchés en expansion : l'Espagne, l'Allemagne, voire l'Australie ou Israël, prompts à adopter les modes américains.

Maigrir et gagner gros. C'est sur ces deux fantasmes fort répandus que l'entreprise, née en Californie il y a dix ans, a bâti sa prospérité. Le produit n'est pas révolutionnaire : un aliment de complément et de substitution équilibré, présenté en poudre ou en gélules, comme d'autres. Pour environ un mois, il en coûte 600 francs la boîte de poudre et gélules.

Mais la diffusion est des plus astucieuses. Pas de vente en magasin, pas de publicité : le produit est vendu par ceux qui le consomment. Des « amassadeurs », dans les deux sens du terme. « Ayant perdu 14 kilos en quel-

ques mois, je n'ai eu aucune difficulté à convaincre les gens qui m'entouraient d'en acheter à leur tour », explique Luc, technicien dans le cinéma.

L'entrée n'est pas difficile : il suffit d'être « parrainé » et d'essayer le produit. La mise de fonds est faible : 470 francs, le prix d'achat d'une boîte pour les vendeurs, la remise pouvant aller jusqu'à 281 francs selon le nombre acquis. Mais c'est en constituant à son tour un réseau de clients-vendeurs-recruteurs – une « organisation », dans le jargon maison – que l'on gagne vraiment : des royalties variant entre 2 % et 5 % des ventes réalisées par les distributeurs que l'on a parrainés, et ceci sur trois générations (« lignées », comme on dit à Herbalife). S'y ajoute un système complexe de récompenses (invitation à diverses manifestations ou... photo dédicacée de Mark Hughes).

APPOINT • Parmi les vendeurs-militants présents à Marly, beaucoup de femmes dont les formes ne doivent rien à la consommation d'Herbalife, quelques adeptes de l'Eglise de scientologie, qui contrôlerait (selon des professionnels du secteur) une partie des réseaux de vente en France. Il est vrai que pour une secte, ce genre d'entreprise a l'avantage d'être peu contrôlée et d'offrir une excellente voie de recrutement. « Quand on en prend, c'est pour toujours. C'est un mode de vie », dit John Turtoole, un ancien musicien de rock californien, qui, il est vrai, annonce un revenu mensuel de 80 000 dollars par mois !

Pour beaucoup, cependant, Herbalife procure simplement un revenu d'appoint : « C'est d'abord un jeu », dit Luc, qui, cependant, certains mois, y gagne près de 10 000 francs. On me parle comme à un grand

spécialiste de la nutrition : sur mon dernier tourage, une dizaine de personnes en prenaient. Mais si je n'ai plus de boulot, j'ai une porte de sortie. » Pour Josie, monitrice d'autisme, en revanche, c'est comme une foi, malgré ses kilos persistants, et son relatif échec commercial : elle est persuadée que, de l'acné au cancer, il n'est pas de pathologie qui résiste à son produit féérique.

Un militantisme qui n'est pas sans problème, vu l'absence de contrôle sur le réseau. La documentation fournie par Herbalife précise bien qu'il est interdit de vanter les vertus thérapeutiques et même amaigrissantes du produit. Mais la perte de poids est, par définition, l'un des principaux arguments des vendeurs. « On n'a pas plus de contrôle sur un réseau classique », soutient Jacques Roux-Brioude, secrétaire général du Syndicat de la vente directe, qui réunit 70 entreprises totalisant un chiffre d'affaires de 6,4 milliards de francs. Voire.

Surtout, la vente directe se prête à l'évasion fiscale à l'égard des impôts et de la Sécurité sociale. Dans le passé, « plusieurs réseaux se sont fait épingler par l'URSSAF, qui a tenté de prouver l'existence d'un lien de subordination entre la maison mère et les vendeurs », rappelle Nicole Ferry. « Nous sommes très vigilants à l'égard », assure Mark Hughes. Depuis la loi réformant le statut des vendeurs à domicile, les démarcheurs doivent être inscrits au registre du commerce. « Maintenant, ils ne paieront les royalties qu'après avoir reçu le justificatif de l'inscription », confirme Luc, qui, du coup, se demande s'il va continuer. Plus rigoureuse sur ce point, l'entreprise conservatrice ses vertus pour ses vendeurs ?

Elisabeth Lévy

PERSPECTIVES



LES COMPORTEMENTS D'ACHAT DES FRANÇAIS

La consommation, ressort cassé

La consommation globale ne recule pas – ou pas encore ? –, elle stagne, avec des effondrements sur tel ou tel produit. Mais le comportement des consommateurs, c'est sûr, a changé

TOUT le bestiaire y passe : la cigale, la fourmi, le caméléon, aujourd'hui, le hérisson ! Les économistes, sociologues, publicitaires, analystes en tous genres perdent leur latin devant le consommateur et ne savent plus à quelle créature le comparer pour expliquer son attitude. Même les très orthodoxes statisticiens de l'INSEE en arrivent à admettre, dans leur langage fleuri, « une modification de son comportement d'achat », ce qu'ils n'avaient ni vu ni su.

La crise de la demande est évidente. Il suffit de descendre dans la rue pour la toucher du doigt : des boutiques vides ; des vitrines balafrees par les « réclames » ; des affiches en panne de rêve qui ne savent plus que vanter des prix bas. On pourrait aussi parler des caddies qui ne débordent plus, ou seulement de produits à petits prix. Sinistres ?

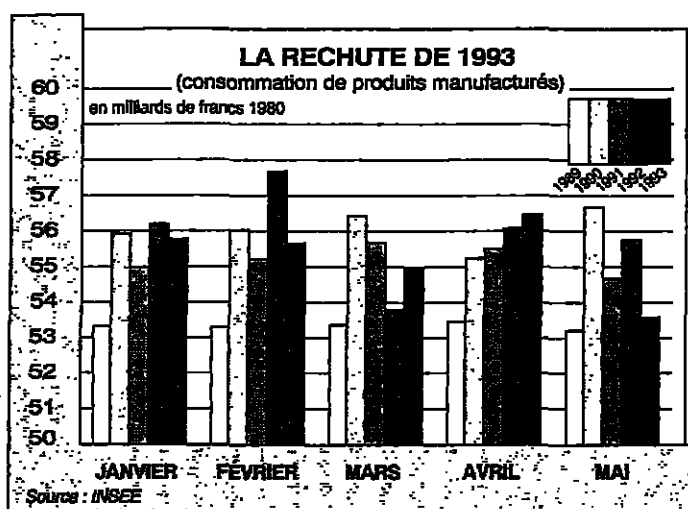
STAGNATION • Les premiers articles sur le recul de la consommation sont parus en juillet 1991, quelques mois après la guerre du Golfe. Contrairement aux prévisions des économistes, la reprise attendue n'est pas intervenue à la fin du conflit.

Au fil des mois, s'est installée l'idée que la crise était profonde, ce qui a donné lieu à

moult analyses sur « la fin de la société de consommation » ou « la fin de la frime », contestées par les économistes purs et durs. Aujourd'hui, les chiffres sont là pour certifier les impressions. « La consommation moteur de la croissance », c'est bien fini. Dans le dernier bilan de l'INSEE, le « changement de rythme » avoué en 1991 est devenu « rupture » : la cadence de la seconde moitié des années 80 (3 % l'an en moyenne) est cassée, tombée à 1,5 % en volume.

Les comptes du commerce, eux, font apparaître que cette petite croissance « repose essentiellement sur une progression de la consommation de services et des achats d'automobile », d'après des mesures fiscales de fin d'année. S'en tenant aux marchandises vendues par le commerce de détail, l'INSEE prend la mesure exacte des dégâts : d'une progression de 2,5 % en moyenne entre 1986 et 1990, on est passé à 0,9 % en 1991 puis à 0,5 % l'an passé. Si l'on exclut les produits pharmaceutiques – qui continuent sur leur lancée –, le coup de frein est encore plus spectaculaire : 2,2 % en 1989, 0,2 % en 1992. En clair, c'est la stagnation.

Pourquoi voudrait-on que les boulangers soient optimistes ? La demande en pain et pâtisseries fraîches a reculé de



La consommation de produits manufacturés enregistrée par l'INSEE montait régulièrement d'année en année. Le mouvement s'est interrompu en 1991. Reparti en 1992, il est retombé cette année (sauf en avril).

1,6 % en volume. Les bouchers sont de mauvaise humeur ? La consommation de viande fraîche a baissé de 2,3 %, hors volaille et gibier.

Du jamais vu depuis quinze ans. Les grands magasins recommencent à faire des « nocturnes » ? Leur chiffre d'affaires a régressé de 3,1 % en 1992 (tous jours en volume). Le prêt-à-porter fait des soldes mirobolants ? Le secteur de l'équipement de la personne s'est replié

(-0,9 %) et la chaussure s'est effondrée (-10,4 %). Jusqu'aux balcons qui sont moins fleuris : l'activité du commerce des fleurs et plantes a baissé de 5,6 %.

Encore tous ces chiffres datent-ils de 1992. La situation ne s'est pas améliorée depuis. Certes, les petits commerçants ont la réputation de ne jamais être contents. Mais, sur le terrain jour après jour, ils peuvent toucher la crise du doigt. Et leurs difficultés sont aggravées

par l'avancée de la grande distribution, d'autant plus irrésistible qu'elle puise son succès dans ses prix bas. La guerre se rallume entre petit et grand commerce, et industrie et distribution sont à couteaux tirés (« le Monde-Economie » du 29 juin).

Car le consommateur de 1993 entend avant tout l'argument prix. C'est ce qui l'incite à se précipiter chez les « hard discounters » venus d'Allemagne, ce qui le fait délaisser les grandes marques, ce qui lui fait courir les soldes, promotions et autres opérations coups de poing. Le risque est, au demeurant, que le consommateur finisse par devenir extrêmement méfiant devant les étiquettes, ayant le sentiment de se faire « pigeonner » en temps normal.

Il a vite compris les nouvelles règles du jeu, prenant le pli de marchander et faisant sentir au vendeur que le rapport de forces s'est inversé.

MARCHANDAGE • Les observateurs citent aussi l'exemple de ces consommateurs qui achètent tous leurs produits de base le moins cher possible, mais n'hésitent pas à se payer une bonne bouteille de vin. De là à dire, comme on l'entend outre-Atlantique, qu'acheter bon marché est le dernier chic (1), il y a un pas. Le chômeur – qui réduit d'un quart sa consommation lorsqu'il perd son emploi – et son entourage, traumatisé lui aussi, ne voient sûrement pas les choses sous cet angle.

Si l'on se contentait des explications « orthodoxes », on chercherait la racine de ces phénomènes dans une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Or, ce n'est pas encore le cas. Cela pourrait le devenir, dès ce semestre, si l'on en croit les dernières prévisions de l'INSEE. Et le train de hausses décidé par le gouvernement pour rétablir les grands équilibres n'arrangera rien, ni sans doute les divers relèvements de tarifs publics.

Mais le mal semble plus profond encore. Robert Rochefort, patron du CREDOC (2), estime dans nos colonnes (le Monde du 6 juillet) que l'on assiste à une crise du symbolique, cette composante immatérielle inhérente à chaque bien acheté. Se détournant de l'ostentatoire, de la frivolité et de l'éphémère – dont ils ont aujourd'hui presque honte –, on procède à quelques grandes peurs mon-

Les cadres aussi...

LYON
de notre bureau régional

Dans quelle époque vit-on si les ravioles de foie gras de canard au jus de porto ne renouent qu'indifférence ? Geneviève Orsi, la femme du chef de cuisine, en charge de l'accueil pour l'une des plus grandes tables de Lyon, s'en désolait : « Nous sommes inquiets pour notre maison. On a vécu l'enfer pendant les mois d'avril et mai », soupire-t-elle. Le malaise est diffus, autour de cette bonne maison, dans le 6^e arrondissement de Lyon, un quartier résidentiel réputé pour sa population de cadres munis ici pour quatre ou cinq années.

Selon une enquête de l'association pour l'emploi des cadres (APEC), après de 613 entreprises rhodanaises employant 22 990 cadres, on a assisté, en 1992, pour cette catégorie, à seulement 8 200 recrutements extérieurs (-15 %) qui venaient s'ajouter à 4 059 promotions internes (-8 %). En un an, le chômage des cadres a progressé de 30 % dans une région encore considérée, voici peu, comme un Eden socio-économique.

SOLDES • Le recours à des responsables ayant moins de cinq ans d'expérience a diminué (2 378 emplois, -3 %), pendant que les cadres confirmés rencontraient des difficultés accrues de placement (4 068 postes, +10 %). Et le marché du travail ne s'améliore pas. Au moment de consommer, c'est bien ce qu'ils ont en tête, tous, bien plus qu'une baisse du pouvoir d'achat qui ne semble guère les avoir atteints.

« Je n'ai rien à craindre », reconnaît un jeune cadre de banque nationalisée, âgé de trente-trois ans et père de trois enfants, mais j'ai renoncé pour l'instant à changer ma Renault Espace, vieille de quatre ans. J'ai réduit toutes les dépenses superflues afin d'amasser un apport personnel, pour réduire le recours au crédit quand j'achèterai un logement, d'ici deux ans », conclut-il.

« On part un peu moins en week-end. En fringues, on achète seulement ce qui est urgent, sauf pour les enfants, mais cette année, ils n'ont pas en colo », ajoute un cadre commercial de trente-huit ans qui se sent pourtant capable de « lever des cages », s'il le fallait, pour avoir un emploi.

Résultat : dans son magasin Alain Manoukian du cours Vitton, artère commerçante et bien fréquentée, Denise Desaignet constate que « les clients attendent les soldes » pour s'acheter des tenues d'été. En avril et mai, son chiffre d'affaires avait baissé de 20 %. Un autre magasin de mode, d'ordinaire plutôt réfractaire aux offres promotionnelles, s'est mis à solder. Georges Faj, le patron de la boutique de prêt-à-porter Cara mia, s'empare presque : « C'est de l'auto-intox. Les consommateurs ont pris de mauvaises habitudes. Nous avons dû généraliser, pour les soldes d'été, le taux de rabais de -50 % ».

Dans ce quartier CBCG, le commerçant le plus satisfait semble être Catherine Richard, responsable d'une boutique de l'Association française d'épargne et de retraite (AFER), qui a assuré à ses produits financiers un rendement net de 9,27 % en 1992 : « Les gens ont peur de l'avenir. Ils redoutent la baisse des taux qui mettra à mal leurs vieux monétaires. Ils ont des craintes pour les retraites. Et ils entrent... »

Gérard Buéas

Se détournant de l'ostentatoire, de la frivolité et de l'éphémère, en proie à quelques grandes peurs montantes, les consommateurs privilégient des valeurs comme l'humanaire, l'écologie.

tantes, les consommateurs privilégient des valeurs comme l'humanaire, l'écologie, « si sérieuses qu'elles peuvent être contradictoires avec le renouvellement de l'acte d'achat ».

Pour Robert Rochefort, cet état d'esprit marquera les années 90 et ne disparaîtra pas en cas de redémarrage de l'économie. Toute la question est là : les Français sont-ils graves par nécessité ou par goût ? Dans une société dualiste comme la nôtre, on peut répondre sans risquer de se tromper : les deux. Car, la France est un pays riche. Mais elle compte encore quelques millions de fauchés qui, eux, n'ont pas le choix.

Françoise Vayasse

1) Cheap is chic en anglais.
2) CREDOC : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Le Léon plutôt épargné

BREST
de notre correspondant

C'est l'un des gros marchés du Finistère nord. Cent vingt débaucheurs viennent tous les samedis planter leur boutique à Saint-Renan (5 600 habitants), dans ce Léon resté très rural. Certains parcourent tous les marchés de la région. D'autres ne « font » que Saint-Renan, où ils viennent négocier les produits de leur ferme (l'agriculture, ici, repose sur un triptyque lait, porc, légumes). Il y a aussi les semi-sédentaires, qui possèdent un commerce fixe dans le secteur et deviennent ambulants une ou deux fois par semaine, chargeant chaussettes, vêtements, fruits de mer, etc. dans un camion-magasin.

Sur ce marché où se mêlent acheteurs de la campagne et acheteurs de la ville, la situation économique est diversifiée. Pour la vente de légumes, pas de changement, assure un marchand devant un étal garni entre autres de beaux artichauts. A quelques boutiques de là, un solide gaillard de la côte attend le chaland derrière ses crabes fraîchement pêchés. « Les gens n'ont pas de pognon. Ici, ça va encore,

mais à Brest, où je m'installe aussi, c'est désespérant ».

A l'approche de midi, beau temps aidant, le marché, où se repèrent les vacanciers en short, groseille de monde : « Mais ça ne veut pas dire que les gens achètent », indique une marchande de laine qui a pu constater une nette chute sur l'angora. Un sentiment partagé par la démonstratrice d'une grosse firme de portes et fenêtres : « La baisse est flagrante depuis le mois de mars. Moins 30 %. Et on n'a pas touché le fond ».

En revanche, un poissonnier, malgré la crise de la pêche, ne fait pas trop grise mine. Sur des produits haut de gamme comme le lieu de ligne de Port-Sal, la demande se maintient. De la même manière, un vendeur de nappes de tables n'a pas vu de baisse de ses ventes. « On a tendance à dire que c'est toujours dur. Il faut être honnête ».

En revanche, un marchand de robes a, dit-il, perdu sur les cinq premiers mois 30 000 francs de chiffre d'affaires. Mais il se demande si, finalement, ce n'est pas à mettre au compte de la mauvaise météo du printemps. Dans les

environs, les impressions sont tout aussi nuancées. « Pas trop à se plaindre », commente un commerçant en chaussures de Plabennec, autre grosse commune du Léon. Le directeur d'un supermarché du littoral avoue qu'il n'a pas pour l'instant senti le vent du marasme. « Les gens ne se privent pas sur l'alimentation », mais il ajoute que son groupement d'achats s'approvisionne à des prix plus élevés que l'année précédente. « On a fait une promotion sur le melon à 5,90 francs pièce. C'était la ruée. L'an passé, on le vendait à 10 francs ».

FLÉCHISSEMENT • Même chose ailleurs pour deux gros commerçants en meubles : « Les affaires continuent », dit l'un, à Cléder ; on a noté une hausse de notre chiffre d'affaires en avril-mai. Mais en juin, une légère stagnation », indique l'autre, qui dispose de trois points de vente, à Guipavas et dans la région de Lesneven. La responsable d'une maison ancienne, spécialisée en électroménager, hi-fi, télé, art de la table à Landerneu ne veut pas, pour sa part, verser dans le « catastrophisme ». En revanche, elle note que des dossiers de

crédit reviennent de plus en plus souvent avec la mention « non accepté ».

Et côté bâtiment, l'indicateur incontournable ? Le jeune patron d'une grosse société de matériaux à Lannilis n'a pas envie de se montrer pessimiste. Il s'attend à une petite baisse en 1993, il espère une reprise économique globale en 1994 avec un redémarrage de l'agriculture, secteur où la construction de bâtiments est en chute libre. L'agriculture, c'est la grosse inépuisable, compte tenu du poids de ce secteur. Une restauratrice à Barven-Plouzévé, installée depuis vingt-deux ans, en pleine campagne, constate que « les week-ends sont plus calmes. Les gens font les communiions chez eux », ajoute-t-elle (tradition autrefois marquée dans la région par de solides agapes au restaurant).

Un photographe à la clientèle rurale confirme que l'ambiance n'est pas à la réjouissance. « J'ai senti un fléchissement en novembre dernier sur mes trois magasins, ce qui devient une statistique. Quand on est morose, on n'a pas envie de faire des photos ».

Gabriel Simon

Les Alsaciens partagés

WITTENHEIM
de notre correspondant régional

A l'hôtel-restaurant Le Borel, au centre de Wittenheim, ancien village du Haut-Rhin devenu une ville ouvrière de quinze mille habitants, les affaires vont mal, très mal, explique le patron, serin malgré tout.

Les représentants de commerce se font rares, et les hôtels de Colmar, surchargés à cette saison en « année normale », n'ont pas envoyé un seul client jusqu'à présent. Quant au restaurant, le fils qui prendra la succession l'année prochaine « sera obligé de supprimer du personnel si ça continue. Et il ne pourra tenir que parce qu'il n'a pas eu à s'endetter pour acquiescer le fonds de commerce ».

Chez l'opticien de l'artère principale, on ne se plaint pas.

« Pour nous, affirment les vendeurs, les années se suivent et se ressemblent. Il faut dire que notre maison est réputée dans toute la région ». Crise ou pas, les clients ne font pas d'économies sur les lunettes : « Il y a un RMiste, assure une vendeuse, qui m'a acheté une monture à 2 000 francs ».

MOROSITÉ • Affaire de qualité du commerce ? « Je ne sais pas si c'est parce que j'ai une bonne bouille mais, moi, je ne sens pas la crise », affirme René, l'épicier du centre-ville ; au contraire, je constate que le nombre de mes clients progresse tous les jours ».

De fait, une dame âgée, de condition modeste visiblement, lui achète des carottes à 25 francs le kilo alors que le supermarché, à quelques centaines de mètres, les offre à 18 francs. Mais le ton change à la pharma-

cie : « Cette année, nous constatons une baisse sensible dans les produits solaires et amaigrissants ». De l'autre côté de la rue, c'est carrément la morosité dans le magasin d'électroménager : « Nous avons équilibré tant bien que mal en 1992 ; mais, là, nous sommes sur une pente dangereuse, constate la propriétaire. Ce qui nous permet de surmonter, ce sont les réparations. Et encore... La clientèle, aujourd'hui, regarde à un sou près et a tendance à se diriger vers l'hypermarché, beaucoup plus que les autres années ».

Le boucher-charcutier, lui, tente de se en sortir en faisant des plats du jour.

La boulangerie de la place de la Mairie est catastrophée : « La pâtisserie-confiserie est en chute libre. Heureusement qu'il y a la boulangerie, même si je vends plus de pains au début

qu'à la fin du mois. Vous savez, un chômeur de plus, ça se sent ».

De fait, si l'on en croit la municipalité social-communiste, « beaucoup de familles ont à nourrir un gaillard de dix-huit à vingt ans qui ne trouve pas de travail à la mine, chez Peugeot ou dans l'industrie bâloise, les trois gisements traditionnels ». La ville a dû accorder des prêts à certains foyers pour payer les factures d'EDF. Et il y a 800 000 francs de charges locatives impayées dans une résidence de deux cents personnes – « qui n'est pas une cité HLM », précise le premier adjoint au maire. Malgré tout, quarante-cinq familles de Wittenheim vont chacune accueillir un enfant de Strizvojn (Croatie) pendant quatre semaines en juillet.

Marcel Scotto

LES COMPORTEMENTS

Les no

LES COMMERCIANTS DE LA BOUTIQUE MONTAINE
regardant les regards. Entre pous

Les commerçants de la boutique Montagne regardant les regards. Entre pous...

ATHÉMATIQUES SUPÉRIEURES
Nouveaux programmes SEPTEMBRE 1993
La seule classe dans les contrées de l'est de la France
Lycée Privé Polyvalent Saint-Joseph
40 rue de la République - 54630 LAMOUILLON
Téléphone : 03 83 41 41 41 - Télécopie : 03 83 41 41 42

Le Monde
RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL
1, PLACE MONTAIGNE 75001 PARIS CEDEX 16
Tél : (1) 46-00-20-20
Télécopie : (1) 46-00-20-20
Tél : 46-00-20-20

ABONNEMENTS
1, place Montaigne-Paris, 75001 PARIS CEDEX 16
Tél : (1) 46-00-20-20 - Tél : 46-00-20-20

BULLETIN D'ABONNEMENT
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Page : _____

Les nouveaux pingres

engagements
hanging

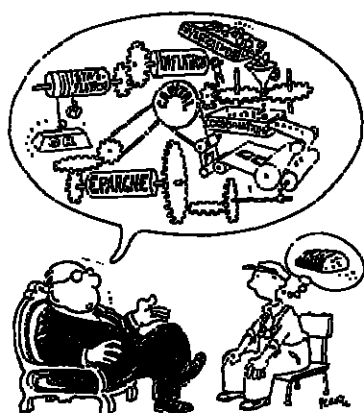
Les cadres aussi...

Page 10 of 10



ANCAISE DE DEVELOPPEMENT

L'assurance-chômage



Le régime d'assurance-chômage est aujourd'hui en crise financière. Des négociations en cours entre syndicats et patronat doivent lui trouver des ressources suffisantes pour assurer l'indemnisation d'un nombre croissant de chômeurs. La faillite est en effet intervenue à l'une des pièces essentielles de notre système de protection sociale. Or le déficit cumulé atteint de tels niveaux (38 milliards de francs à la fin de l'année et sans doute 62 milliards à la fin de 1994) que les conséquences financières d'un retour à l'équilibre seront fatalement douloureuses.

Pour tous et pour longtemps. L'Etat sera sans doute amené à y apporter sa contribution, qui se traduira par un alourdissement de la dépense publique et, donc, aggravera les difficultés budgétaires. Les employeurs devront, bon gré mal gré, accepter une augmentation des cotisations qui pèsera nécessairement sur la capacité des entreprises à relancer l'économie. Les chômeurs subiront les effets des mesures d'économie inévitablement opérées sur les prestations. Quant aux salariés ou cotisants, la ponction qui les touchera va provoquer une baisse de pouvoir d'achat. Dans un climat de sinistrose prononcée, où les moindres signes agissent psychologiquement sur l'opinion, il y a fort à craindre que le programme arrêté pour l'UNEDIC n'alimente la récession.

Mais peut-on faire autrement ? Depuis le début de la montée du chômage, le régime a joué le rôle d'amortisseur et a sûrement empêché des explosions. Cette fonction demeure plus que jamais, et le plus petit écart dans la répartition des efforts et des prestations peut la réduire à néant. L'assurance-chômage ne doit pas non plus abandonner ou pénaliser trop les chômeurs, alors que la dégradation du marché de l'emploi n'a jamais été aussi criante... Les partenaires sociaux ont la tentation secrète de se décharger de leurs responsabilités et, pourquoi pas ? d'amener le ministre du travail à trancher par décret, comme en 1982. Cela pourrait signifier la mort du paritarisme qui a été dès le départ le principe de fonctionnement du régime. Certains, comme Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale et ancien ministre du travail, le réclament.

Dossier réalisé par Alain Lebaube

Comment s'est-elle développée ?

La naissance de l'UNEDIC (Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) remonte à 1958, avant la montée du chômage. Le général de Gaulle avait souhaité la création d'un régime d'assurance-chômage et lancé un appel à la négociation en août 1958. Ce régime devait être paritaire : FO notamment, la même année, au cours de son congrès, s'était prononcée en faveur de cette solution.

La CGT, qui voulait faire de l'assurance-chômage la quatrième branche de la Sécurité sociale, mais soutenue par les finances publiques, refusa de négocier. Mais, quand l'accord fut signé, le 31 décembre 1958, et selon une attitude devenue constante depuis, la CGT accepta de parapher la convention et le règlement qui sont les bases juridiques de l'institution.

A l'époque, le nouveau dispositif s'appliquait aux seules entreprises adhérentes au CNPF ; mais il fut étendu, par arrêté du 19 mai 1959, à toutes celles des branches professionnelles y étaient représentées. Il couvrait alors 7 millions de salariés et 500 000 entre-

Comment est-elle gérée ?

Monument du paritarisme, l'UNEDIC, qui fédère 53 ASSEDEC (voir lexique), à compétence territoriale ou professionnelle, est gérée par les représentants des syndicats d'employeurs et de salariés qui ont approuvé la convention et le règlement intérieur.

Le conseil d'administration comprend 50 membres, 25 représentant les cinq confédérations de salariés et autant le collège patronal (18 le CNPF, 5 la Confédération générale des PME et 2 l'Union professionnelle de l'artisanat) ; il élit tous les deux ans un bureau paritaire de dix membres.

La présidence alterne régulièrement entre le CNPF et un représentant du collège salarié.

Jusqu'en 1992, ce représentant fut André Bergeron, longtemps secrétaire général du FO. A la suite d'un renversement d'alliance historique, c'est Nicole Notat, élue ensuite secrétaire générale de la CFDT, qui lui a succédé. La CFDT a joué un grand rôle dans la délicate signature de l'accord du 18 juillet 1992, rejeté par FO.

A cette occasion, s'est opérée une profonde mutation dans la politique contractuelle dans son ensemble, dont Force ouvrière formait le pivot depuis la Libération.

Engageant les employeurs et les salariés, condamnés à être les gestionnaires responsables d'un élément essentiel de la protection sociale, le paritarisme peut préfigurer la modernisation des rapports sociaux : les partenaires sont obligés de s'entendre, doivent définir en commun des règles de fonctionnement, et sont conduits à trouver des solutions de compromis.

Mais cette nécessité peut aboutir à des marchandages qui nuisent à la cohérence du système et, plus grave, à des décisions sans courage : plutôt que de trancher dans le vif, ou de remettre à plat un régime déstabilisé par la montée du chômage, syndicats et patronat temporisent, ou s'efforcent de refaire leur unité en mettant en cause l'attitude de l'Etat. Régulièrement, ils réclament une aide financière des pouvoirs publics.

La lourdeur de fonctionnement les réduit quelquefois à l'impuissance et on leur reproche alors de privilégier la logique financière. Ils ont toutefois à cela de bonnes raisons, tenant à la fois aux difficultés de financement du régime et aux interventions des pouvoirs publics sur ce point comme sur le plan des formules d'indemnisation (lire ci-dessous).

Quelle est sa situation financière ?

Excepté en 1990, où il a connu un léger excédent d'exploitation (600 millions de francs), le régime d'assurance-chômage navigue dans le rouge depuis une douzaine d'années. Croulant sous les dettes (qui ont nécessité un emprunt de 15 milliards de francs) et le poids des agios dus à des difficultés de trésorerie, il ne cesse de s'enfoncer dans un déficit cumulé continuellement réévalué.

A la fin de 1993, le gouffre devrait atteindre les 38 milliards de francs et pour la fin de 1994 les estimations se font de plus en plus alarmistes, à mesure que l'emploi se dégrade et que se multiplient les suppressions de postes : on évoque maintenant une perte de 20 à 24 milliards, qui porterait le déficit cumulé à un total de 58 à 62 milliards. Un trou comparable à celui de la Sécurité sociale, sans compter les 7 à 10 milliards qui seraient dus par l'UNEDIC à l'Association pour la structure financière (ASF), la caisse qui finance notamment les préretraites, gérée par l'UNEDIC.

L'explication du désastre est implacable. Année après année, le nombre des chômeurs indemnisés s'accroît : il était, à la fin mai, de 2 411 700, en hausse de 10,7 % en douze mois, contre 1 265 000 en 1990... Parallèlement, par la dégradation du marché de l'emploi, le nombre de cotisants va diminuant. Il a baissé de 83 600 en 1991, de 67 000 en 1992, et pour 1993, les experts de l'UNEDIC ont retenu l'hypothèse d'une baisse des effectifs salariés de l'ordre de 340 000, jugée encore optimiste par certains.

Foutant, sauf en quelques rares occasions — notamment les malencontreuses baisses imposées par le CNPF en décembre 1989 et, surtout, le programme patronal de réduction inscrit dans l'accord de juillet 1992 — les cotisations n'ont cessé d'augmenter. De 0,25 % du salaire brut jusqu'à 1967, elles sont passées à 5,7 % aujourd'hui (dont 3,63 % à la charge des employeurs et 2,07 % versés par les salariés). Un point de cotisation rapportant 17 milliards en année pleine, une hausse « raisonnable » ne suffirait donc pas.

L'intervention de l'Etat, de plus en plus critiquée, complique encore le dossier. D'un côté, celui-ci impose à l'UNEDIC d'indemniser des chômeurs qui ne sont pas tous d'anciens salariés, ou de prendre en charge des préretraités, au moins partiellement. De l'autre, sa contribution au financement direct de l'UNEDIC est passée de 35 % en 1985 à 22 % en 1993.

Comment évolue-t-elle ?

D'abord renouvelées par tacite reconduction, les conventions successives de l'UNEDIC ont été modifiées selon des périodicités différentes, tantôt en fonction d'échéances fixées par les négociateurs (dix-huit mois, deux ou trois ans), tantôt en raison du délabrement financier du régime d'assurance-chômage. Encore fallait-il parfois négocier des avenants d'urgence, comme en ce moment — alors que l'actuelle convention doit théoriquement durer jusqu'à décembre 1993. La fréquence s'accroît. La convention a été révisée en décembre 1989 puis en décembre 1991. Mais il a fallu la modifier profondément dès juillet 1992, puis trouver un nouvel arrangement en janvier 1993 pour, finalement, revenir sur le sujet en juin dernier.

Chaque fois, selon une pratique constante depuis 1979, les partenaires — et l'Etat — ont dû retracer les frontières entre ce qui relève de l'« assurance » et ce qui relève de la « solidarité », voire de l'assistance, redéfinir des financements, croisés ou non, revoir les taux de cotisations et, enfin, tenter d'apporter des innovations. Il fut un temps où l'on se préoccupait des chômeurs de longue durée et des

“Fin mai 1993, l'UNEDIC ne pourra plus payer les chômeurs”

Jean Dormange (CNPF)
(14 avril 1993).

chômeurs âgés, dans le souci d'améliorer les prestations, un autre où l'on se soucia des jeunes, et plus précisément de compenser le développement du travail précaire. Il y eut aussi des allers et retours : le décret de 1982, puis l'accord de 1984 entraînaient une augmentation du nombre des chômeurs non indemnisés, aussitôt qualifiés de « nouveaux pauvres », effet que l'on essaya de rattraper ensuite.

D'une position exclusivement défensive, l'UNEDIC s'efforça, à la fin de 1986, de passer à une attitude plus active, en créant des dispositifs d'aide aux chômeurs qui se formaient (« allocation formation reclassement ») ou qui acceptaient d'adhérer à des conventions de conversion (voir ci-dessous).

Mais ce sont les éléments qui déterminent des différentes allocations (« curseurs », disent les experts) : droits notifiés ou périodes d'affiliation nécessaires, qui ont été le plus souvent révisés. En effet, l'équilibre financier du régime dépend aussi du volume des dépenses, et pas seulement des cotisations ou de l'apport de l'Etat.

Les négociations, extraordinairement techniques, avec des conséquences importantes pour les employeurs, les différentes catégories de salariés (dont les cadres) et, bien sûr, pour les multiples « publics » de chômeurs, sont, pour cette raison, obscures. D'autant que, derrière les enjeux, il faut également tenir compte d'un certain rituel qui veut que l'accord n'apparaisse qu'au cours d'une dernière séance de nuit : jusque-là, les partenaires sociaux et l'Etat font monter les enchères.

Le régime maintient aussi l'indemnisation des chômeurs lorsque ceux-ci atteignent 58 ans jusqu'à ce qu'ils totalisent les 150 trimestres de cotisation nécessaires pour une retraite à taux plein. Le nombre de ces « préretraités UNEDIC » a beaucoup augmenté ces dernières années. Employeurs et salariés âgés ont trouvé ce dispositif commode et l'ont utilisé — ou accepté — pour réduire les effets de la suppression, en 1986, de l'autorisation administrative de licenciement. Des abus se sont produits, qui ont amené à pénaliser financièrement les entreprises par le biais de l'amendement Delalande. En 1992, Martine Aubry, ministre du travail, avait polémié sur ce sujet avec Jacques Châvet, président du groupe automobile PSA. Enfin, pour encourager la formation des chômeurs, deux types de formule existent. L'allocation de formation-reclassement, servie pendant le stage, prolonge la durée d'indemnisation ; elle a un montant égal à l'AJD à taux plein cédée plus haut. L'allocation spécifique de conversion, d'une durée de 6 mois, atteint 83 % du salaire journalier pendant les deux premiers mois et 70 % ensuite.

La délocalisation

La délocalisation, le transfert de l'usine vers les pays à bas coût, est devenue une pratique courante. Les entreprises cherchent à réduire leurs coûts de production en déplaçant une partie de leur activité vers des pays où les salaires sont plus faibles.

MARC CHENET
et DIDIER PERE



La délocalisation, le transfert de l'usine vers les pays à bas coût, est devenue une pratique courante. Les entreprises cherchent à réduire leurs coûts de production en déplaçant une partie de leur activité vers des pays où les salaires sont plus faibles.

Chômage.

Bienvenue dans

Seule de la page 25

La délocalisation, le transfert de l'usine vers les pays à bas coût, est devenue une pratique courante. Les entreprises cherchent à réduire leurs coûts de production en déplaçant une partie de leur activité vers des pays où les salaires sont plus faibles.

La délocalisation, le transfert de l'usine vers les pays à bas coût, est devenue une pratique courante. Les entreprises cherchent à réduire leurs coûts de production en déplaçant une partie de leur activité vers des pays où les salaires sont plus faibles.

La délocalisation, le transfert de l'usine vers les pays à bas coût, est devenue une pratique courante. Les entreprises cherchent à réduire leurs coûts de production en déplaçant une partie de leur activité vers des pays où les salaires sont plus faibles.

Un cadre stable

La délocalisation, le transfert de l'usine vers les pays à bas coût, est devenue une pratique courante. Les entreprises cherchent à réduire leurs coûts de production en déplaçant une partie de leur activité vers des pays où les salaires sont plus faibles.

25

Le dilemme européen

La délocalisation, substitut à l'immigration

Du point de vue économique, la délocalisation, c'est les avantages de l'immigration sans les inconvénients, et les mêmes inconvénients que l'importation avec quelques avantages en plus. Il faut donc réfléchir avant de la limiter.

par MARC CHESNEY et DIDIER PENE (*)

On l'oublie trop dans le débat actuel : la délocalisation est la résultante logique de la façon dont fonctionne notre économie et dont nous avons adapté nos comportements aux nouvelles contraintes mondiales depuis une quinzaine d'années. La réduire autoritairement nous pénaliserait sans l'assurance de la moindre contrepartie.

A la fin des « trente glorieuses », il s'est avéré qu'il n'était plus possible d'assurer l'augmentation de notre niveau de vie à l'aide de moyens tels qu'une forte croissance de la consommation des biens durables. Il fallait donc rechercher d'autres voies permettant la baisse du coût de la consommation. L'une des principales était de modifier nos relations commerciales avec les autres pays industrialisés et le tiers-monde.

Vis-à-vis de nos voisins, l'assistance et la garantie du prix des matières premières ayant échoué en tant que moyens de développement, on a préféré, à travers la politique du FMI, appliquer le principe « aide-toi, les pays occidentaux t'aideront ». Il devait jouer en faveur aussi bien des pays en voie de développement que des pays industriels.

Si les premiers réussissaient à réduire leur déficit public et leur inflation, ils pourraient rendre leur monnaie convertible, attirer les capitaux des pays riches, donc profiter de la délocalisation et utiliser leur principal avantage compétitif — une main-d'œuvre bon marché et, dans certains pays, bien formée.

Les seconds, quitte à sacrifier quelques productions peu compétitives, bénéficieraient de la vente de biens et services complexes à ces pays et de l'achat de produits de qualité meilleur marché que ceux qu'ils étaient capables de produire eux-mêmes.

Si on laisse de côté les flux financiers qui ont été libérés sans grande difficulté, ce type d'économie mondiale, où les coûts d'un travail identique



variant de 1 à 50, suppose normalement la multiplication des échanges de biens et services par l'importation et la délocalisation, ainsi que l'ouverture à des flux humains à travers l'immigration. Ces facteurs se combinent de façon variable suivant les secteurs et les pays.

Certains, comme les Etats-Unis, ont choisi d'accepter un nombre important d'immigrants, ce qui explique en partie la baisse du salaire réel depuis vingt ans, qui a sensiblement amélioré la compétitivité de leurs entreprises. Une autre solution

consistait à démanteler les mécanismes de protection sociale et à faire baisser ainsi le coût de la main-d'œuvre, mais sans immigration. C'est, dans une certaine mesure, ce qu'essaie de faire la Grande-Bretagne. Mais d'autres pays, comme la France, se sont ouverts au commerce des marchandises et des services en résistant jusqu'à récemment à la baisse directe du coût de la main-d'œuvre, tout en se fermant à l'immigration.

L'ouverture de tous les marchés, sauf celui des hommes, ne peut que provoquer des perturbations et des incohérences, et la seule solution qui reste pour éviter la marginalisation économique est la délocalisation. Car si, sur le plan macroéconomique, la délocalisation est une alternative à l'importation, elle est également un substitut à l'immigration.

Quand, dans un univers économiquement ouvert et concurrentiel, on ne veut plus faire venir dans ses usines des travailleurs étrangers moins coûteux, il ne reste qu'à exporter le travail vers les pays où la main-d'œuvre est moins chère. Et la délocalisation, qui consiste, pour une entreprise, à faire produire tout ou partie de ce qu'elle vend en France et à l'étranger dans des pays à main-d'œuvre moins coûteuse n'est pas la formule la moins défavorable pour notre économie.

Par rapport à l'immigration, elle permet de profiter de coûts salariaux moins élevés que ceux d'une main-d'œuvre immigrée qui bénéficierait de notre protection sociale. Elle est donc plus avantageuse pour le consommateur. En termes d'emplois, elle est souvent, pour le dirigeant, une alternative à la fermeture face à une concurrence irrésistible. Elle laisse fréquemment une activité, par exemple de conception et/ou de montage en France et limite de ce fait les dégâts par rapport à la disparition totale de l'activité.

La délocalisation permet aussi une souplesse identique à celle de l'importation, mais très supérieure à celle que procure l'immigration. Quand les coûts de main-d'œuvre deviennent excessifs dans un pays, on peut déplacer la production ailleurs sans trop de difficultés.

Avec la délocalisation, on peut espérer des revenus qui ne proviennent pas seulement de ventes en France, mais aussi d'exportations à partir des pays de production, et qui reviennent sous

forme de dividendes en France, où ils peuvent être investis pour la création de nouveaux emplois, alors qu'avec l'importation simple seul le consommateur, le producteur étranger et l'intermédiaire bénéficient de l'échange.

L'inconvénient par rapport à l'immigration, est que la délocalisation nécessite des délais, impose des coûts de transport élevés, expose à des tracasseries administratives, à des pots de vin, à des malentendus plus nombreux que dans son propre pays et réduit la consommation en France.

Pour résumer, on peut dire, avec ces quelques réserves, que la délocalisation, c'est les avantages de l'immigration sans les inconvénients, et les mêmes inconvénients que l'importation avec quelques avantages en plus. Il faut donc réfléchir avant de la limiter.

Certes, si les règles françaises ou européennes ne sont pas appliquées, il faut y remédier. Il conviendrait aussi que les nouveaux pays industrialisés réduisent leurs droits de douane et autres limitations aux importations au fur et à mesure de leur développement. Mais il serait préférable d'agir plutôt au niveau européen que français pour éviter les détournements d'échanges qui profiteraient essentiellement à nos partenaires.

On envisage aussi des dispositions fiscales afin de maintenir l'emploi en France. Substituer une base foncière à une base salariale pour la taxe professionnelle peut avoir des effets pervers et favoriser... une délocalisation vers des zones dépourvues de ce type de taxe ! Transférer le financement des charges sociales de la CSG (contribution sociale généralisée) à la TVA n'est pas non plus une panacée, et n'aurait pas dans le sens d'une harmonisation européenne. La TVA pénalise toutes les importations, et pas seulement les produits de la délocalisation. Comment le justifier, alors que, malgré nos malheurs, nous parvenons depuis quelque temps à vendre plus à l'étranger que nous ne lui achetons ?

La nouvelle majorité a appelé de ses vœux une économie ouverte qui ne pourrait qu'apporter plus de croissance. La délocalisation en fait partie et la limiter présenterait globalement plus d'inconvénients que d'avantages.

(*) Professeurs à HEC.

Chômage, restructuration et instabilité

Bienvenue dans le marché continental !

Suite de la page 25

Néanmoins, elle joue un rôle de catalyseur et accentue fortement les autres crises. Aussi, la récession européenne risque de devenir beaucoup plus dure qu'aux Etats-Unis ou au Japon. La superposition des difficultés explique d'ailleurs la tension politique que la Communauté connaît pour le moment. Les gouvernements apparaissent incapables de contrôler la situation, les oppositions incapables de proposer une alternative.

L'Allemagne vit cette accentuation des tensions économiques beaucoup plus fortement que les autres pays de la CEE. Du point de vue géographique, elle se trouve au centre des flux commerciaux et migratoires. Du point de vue financier, elle se trouve au cœur du système monétaire européen. En raison de l'absorption des Länder de l'Est, elle affronte le problème de l'intégration économique d'une manière plus brutale.

Néanmoins, n'entreons pas d'illusions : nous sommes tous des Allemands en puissance. L'Allemagne subit des contraintes plus fortes : commerciales (en raison de l'unification monétaire), migratoires (en raison de l'homogénéité de la langue), financières (en raison de l'unification politique) et en investissements (en raison de la hauteur des salaires). Cependant, nous serons tous touchés. Aujourd'hui, nous affrontons la réunification des deux parties de l'Allemagne ; demain, ce sera celle des deux parties de l'Europe.

Réduire les incertitudes

Dans cette perspective, il est vital que la Communauté européenne tire les leçons des erreurs commises par les autorités allemandes, faute de quoi nous serons condamnés à revivre leurs conséquences à une échelle plus grande. D'abord, il convient d'expliquer à la population que l'édification du marché continental n'ira pas sans sacrifices. Les opportunités sont grandes, mais elles ne pourront être exploitées sans de forts investissements initiaux, et ces investissements impliquent une réduction de la consommation.

Ensuite, l'opération réclame des mesures de transition, faute de quoi elle engendrerait un véritable effondrement dans certains secteurs industriels. La restructuration de l'économie continentale doit être programmée, de manière à réduire les incertitudes et les désordres.

Enfin, les Etats de la CEE doivent procéder à deux réformes pour mener ce programme à bien. La première consiste, dans l'achèvement du marché unique, à réduire les pesanteurs souvent considérables de leur appareil administratif. La seconde consiste à réformer le système de protection sociale afin de garantir une sécurité minimale face à des mutations accélérées et une meilleure répartition des sacrifices. La population rendra la face à l'effort si elle conserve le sentiment — certainement justifié au cours des années 80 — que les fruits de la restructuration économique sont accaparés par une minorité privilégiée.

Dans pareil contexte, la tentation du repli est compréhensible. Cela ne rend pas pour autant rationnelle. A court terme, bloquer les importations, tout comme se désintéresser de la désintégration des Balkans ou interdire l'immigration, semble une solution aisée. Malheureusement, à terme, elle ne l'est que si l'Europe occidentale peut s'abstraire des évolu-

tions en cours à l'extérieur. C'est moins que jamais possible. D'abord, nous ne pouvons éviter d'affronter les difficultés des pays de l'Est.

Or la libération des échanges commerciaux constitue la meilleure forme d'aide que nous pouvons leur apporter. Administrativement, elle est beaucoup moins coûteuse que les aides financières. Sociologiquement, elle est beaucoup plus supportable que la montée des migrations. C'est la méthode la plus rapide, et c'est celle qui aidera de la façon la plus sélective la transition à l'économie de marché.

Ajoutons que l'accroissement des échanges avec les pays de l'Est ne constitue pas la source réelle des difficultés traversées par les industries en déclin de la CEE. Non seulement la part de tous les pays de l'Est dans les importations totales de la Communauté reste ridiculement faible (quelque 5 %), mais la Communauté a été la première bénéficiaire de la restructuration de l'Est.

De ces emplois créés grâce à l'accroissement de nos exportations, malheureusement, personne ne parle. Même en fermant complètement nos frontières aux exportations de l'Est, nous ne résoudrions rien nos problèmes sidérurgiques, automobiles ou textiles. En revanche, nous aurons la certitude de déstabiliser complètement les réformes en cours chez nos partenaires. Nos gains à court terme seront au mieux très faibles ; nos pertes à long terme seront à coup sûr très fortes.

Même vis-à-vis des autres zones commerciales, la solution protectionniste ne constitue aussi qu'un pis-aller, au cas où les conséquences des désordres de l'économie mondiale deviendraient vraiment intolérables. En outre, elle ne se justifiera que si elle fonde une action en profondeur visant à redresser la compétitivité européenne. Faute de quoi la fermeture des frontières ne sera que le paravent derrière lequel nous camouflerons notre inaptitude croissante à produire dans le monde du vingt et unième siècle.

La constitution du marché continental ravivera nécessairement à terme les débats institutionnels, car elle imposera la création de structures communes. Alors que les Etats membres de la CEE présentent une relative homogénéité économique et sociale, leur intégration dans un marché unique n'a pas été possible sans l'établissement d'institutions communes dotées de pouvoirs importants. Cette contrainte pesera encore plus fortement sur l'intégration des deux parties de l'Europe.

Un cadre stable

Dans l'immédiat, il importe non seulement de mettre en œuvre le traité de Maastricht, mais d'aller au-delà en corrigeant ses deux imperfections majeures. D'une part, l'Union économique et monétaire doit être accélérée et complétée. La situation actuelle est trop instable.

Economiquement, la libération des mouvements de capitaux et l'évolution atypique de l'Allemagne produisent un cocktail explosif. Politiquement, le système impose un trop grand décalage entre les sacrifices (immédiats) et les bénéfices (lointains). D'où la nécessité d'une accélération. En outre, aucune capacité d'intervention budgétaire de la Communauté n'a été prévue. D'où la nécessité d'un complément en développant l'initiative de croissance.

D'autre part, la politique extérieure de la Communauté doit être rapidement renforcée. Les évé-

nements de Yougoslavie ont montré, sur ce point, la pusillanimité quelque peu hypocrite des Etats membres. La mise en œuvre du traité de Maastricht n'aurait en effet strictement rien changé au déroulement de la crise yougoslave. Si nous souhaitons ne pas la revivre à une échelle plus large, il faut adopter maintenant une initiative de sécurité.

Ces mesures serviront l'intérêt non seulement de l'Europe occidentale, mais aussi des anciens pays de l'Est. Hormis l'ouverture commerciale de la CEE, rien n'importe autant pour eux qu'un cadre économique et géopolitique stable. A cet égard, le sommet de Copenhague constitue un échec majeur. Il met en lumière l'impuissance pathologique des nations européennes face à des périls pourtant de plus en plus évidents.

A cela, on objectera que les événements de 1992 ont montré les résistances de la population européenne à une intégration accrue. Certains pensent que c'est « l'heure de la pause », d'autres se déclarent opposés à la « révolution permanente dans

les institutions ». Tout cela paraît de prime abord fort sage. Malheureusement, l'économie mondiale, elle, ne fait pas de pause, et elle est précisément en révolution permanente. Si l'année 1992 a révélé des résistances, elle a aussi mis en lumière la faiblesse croissante des structures actuelles de la coopération européenne. Les nations de la Communauté sont devenues trop dépendantes les unes des autres pour réaliser seules un grand projet — et même un projet politique tout court.

Tant que l'Europe n'aura pas une union économique et monétaire, les autorités assisteront impuissantes à la montée du chômage. Tant qu'elle n'aura pas une véritable politique étrangère, les autorités assisteront impuissantes à la montée des guerres nationales. Et tant que les dirigeants et les peuples de la Communauté européenne n'agissent pas avec résolution dans ce sens, ils mériteront ce qui leur arrive.

Franklin Dehousse

La Caisse Française de Développement émet un emprunt garanti par l'Etat.

Emprunt 7,50 % juillet 1993, assimilable à l'emprunt de mai 1993.

Montant : F 500.000.000.

Prix de souscription : 104,94 %, soit F 5.247 par obligation, dont F 5.184,35 représentant le prix d'émission et F 62,65 représentant le coupon court.

Date de jouissance : le 26 mai 1993.

Date de règlement : le 26 juillet 1993.

Durée : 14 ans et 304 jours.

Intérêt annuel : 7,50 %, soit F 375 par

obligation payable le 26 mai de chaque année et pour la première fois le 26 mai 1994.

Taux de rendement actuariel au règlement : 7,09 %.

Amortissement normal : au pair, in fine, le 26 mai 2008.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'opération (voir CDE n° 93-242 du 9 juillet 1993) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Française de Développement, Cité du Retail, 35-37, rue Boissy-d'Angoulême, 75008 PARIS, et auprès des établissements chargés de placement, BAIO du 12 juillet 1993.



emprunt
CAISSE CENTRALE
DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

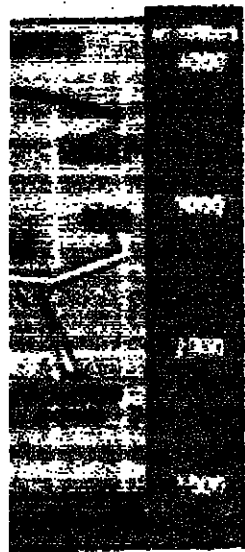
l'omage

Comment évolue-t-elle ?

Nous ne sommes pas habitués à voir le chômage des jeunes en France. C'est pourquoi nous nous intéressons à ce phénomène. Le chômage des jeunes est un problème qui se pose dans tous les pays industrialisés. En France, il est particulièrement préoccupant. Selon les dernières statistiques de l'INSEE, le chômage des jeunes a atteint 15,5 % en 1992, contre 14,5 % en 1991. Cette augmentation s'explique par la dégradation de la situation économique et par la réduction des dépenses publiques. Le chômage des jeunes est un problème qui se pose dans tous les pays industrialisés. En France, il est particulièrement préoccupant. Selon les dernières statistiques de l'INSEE, le chômage des jeunes a atteint 15,5 % en 1992, contre 14,5 % en 1991. Cette augmentation s'explique par la dégradation de la situation économique et par la réduction des dépenses publiques.

Fin mai 1993
L'UNEDIC
ne pourra
plus payer
les chômeurs

Le chômage des jeunes est un problème qui se pose dans tous les pays industrialisés. En France, il est particulièrement préoccupant. Selon les dernières statistiques de l'INSEE, le chômage des jeunes a atteint 15,5 % en 1992, contre 14,5 % en 1991. Cette augmentation s'explique par la dégradation de la situation économique et par la réduction des dépenses publiques. Le chômage des jeunes est un problème qui se pose dans tous les pays industrialisés. En France, il est particulièrement préoccupant. Selon les dernières statistiques de l'INSEE, le chômage des jeunes a atteint 15,5 % en 1992, contre 14,5 % en 1991. Cette augmentation s'explique par la dégradation de la situation économique et par la réduction des dépenses publiques.



ON DES CHÔMEURS

Le chômage des jeunes est un problème qui se pose dans tous les pays industrialisés. En France, il est particulièrement préoccupant. Selon les dernières statistiques de l'INSEE, le chômage des jeunes a atteint 15,5 % en 1992, contre 14,5 % en 1991. Cette augmentation s'explique par la dégradation de la situation économique et par la réduction des dépenses publiques. Le chômage des jeunes est un problème qui se pose dans tous les pays industrialisés. En France, il est particulièrement préoccupant. Selon les dernières statistiques de l'INSEE, le chômage des jeunes a atteint 15,5 % en 1992, contre 14,5 % en 1991. Cette augmentation s'explique par la dégradation de la situation économique et par la réduction des dépenses publiques.

CONJONCTURE

LES autorités monétaires allemandes changent de ton. En se félicitant de l'évolution de la masse monétaire et de l'inflation dans son pays et des mesures budgétaires prises par le ministre des finances, le président de la Bundesbank s'est ouvertement exprimé en faveur d'une poursuite de la baisse des taux d'intérêt en Allemagne. Ce changement de discours n'est pas anodin. Les possibilités de décrets des taux d'intérêt tendent à se réduire, à mesure que les pays du SME (à l'exception de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal) consacrent l'écart des taux d'intérêt nominaux à court terme avec l'Allemagne. Les voilà un peu élargies.

Dans quel délai et avec quelle ampleur cette détente peut-elle s'exer-

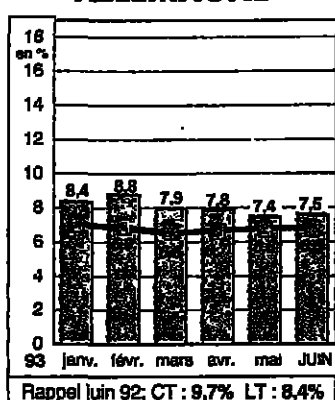
INDICATEUR • Les taux d'intérêt
Changement de ton

cer? Les autorités allemandes ne sont pas prêtes à accepter une dépréciation de leur monnaie. La baisse des taux d'intérêt dépendra donc en grande partie de la stabilité du taux de change du deutschemark, vis-à-vis du dollar notamment. Mais des surprises ne sont pas exclues. Alors que l'opinion prévoyait communément une dépréciation du deuts-

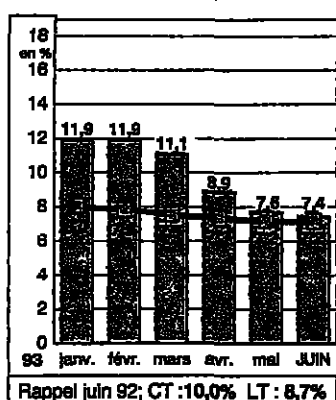
mark lorsque la Bundesbank assouplirait sa politique, ce n'est pas ce qui s'est produit : en baissant ses taux d'intérêt, l'Allemagne semble au contraire restaurer la confiance en son économie et, peut-être, finalement, contribuer à la bonne tenue du deutschemark.

En ce cas, l'écart de taux d'intérêt entre l'Allemagne et les Etats-Unis, qui est aujourd'hui de quatre points, pourrait en conséquence être significativement réduit avant que la stabilité du deutschemark ne soit remise en question. Une telle situation devrait permettre de poursuivre la dégrèvement des taux d'intérêt en Europe au cours des prochains mois : cette dégrèvement est nécessaire, sinon suffisante, pour l'amélioration des perspectives économiques.

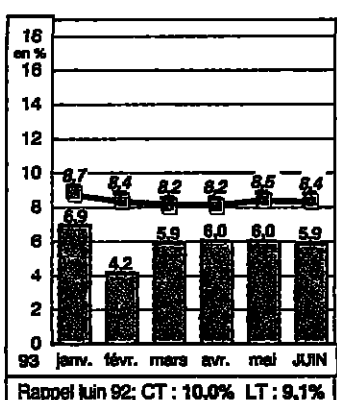
ALLEMAGNE



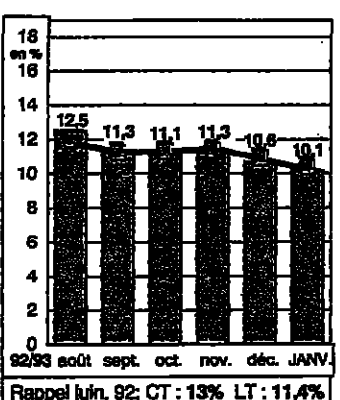
FRANCE



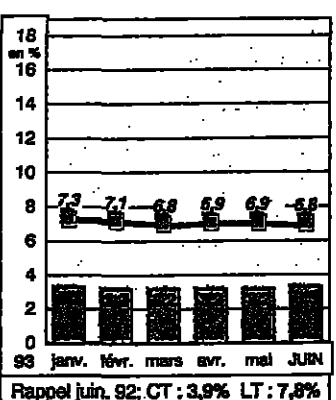
GRANDE-BRETAGNE



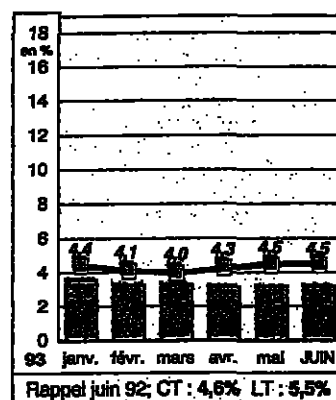
ITALIE



ÉTATS-UNIS



JAPON



En colonnes : les taux à court terme, à trois mois sur le marché des eurodevises (CT). En courbes : les taux des emprunts d'État à long terme (LT). Sources nationales.

RÉGION • L'Asie du Nord

La France peu présente

AVEC 1,4 milliard d'habitants et une croissance très rapide, les «trois Chines» et la Corée sont un marché de grand avenir. Des dizaines de millions de consommateurs y ont déjà des revenus supérieurs à ceux de beaucoup d'Européens. Les investissements y sont massifs. Pourtant, la France effectue avec eux moins de 3 % de ses échanges. Elle n'est que le dixième partenaire commercial de Taiwan, le onzième de Hongkong et le douzième de la Corée. Elle fournit à la Chine seulement 2,7 % de ses importations et partout ailleurs moins de 2 %.

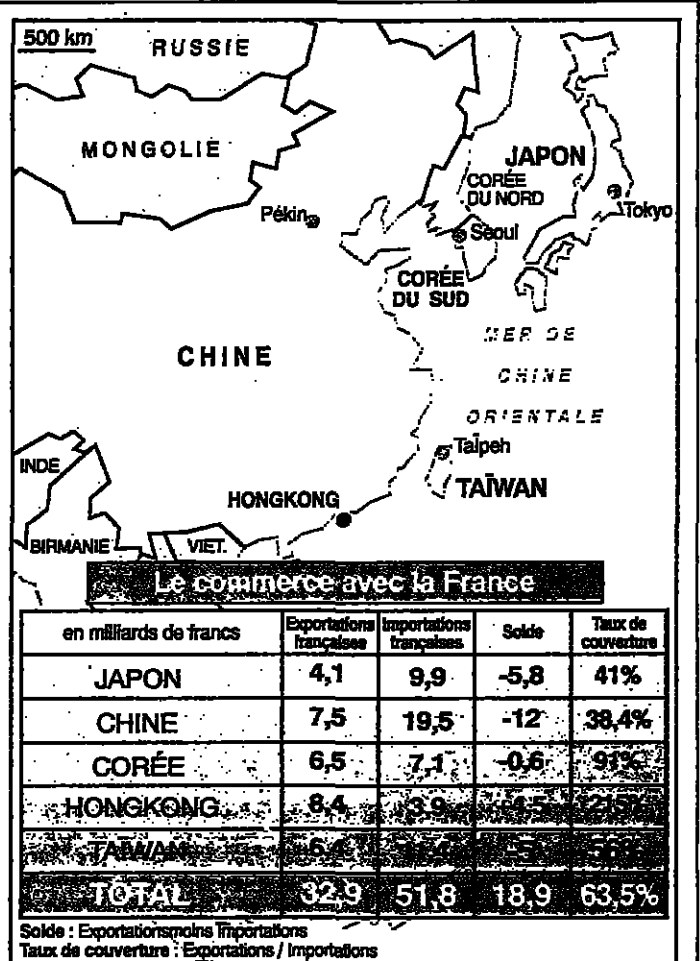
Ses entreprises sont peu implantées. Sur 22 000 sociétés conjuguées autorisées en Chine (1989), il n'y en avait pas cent françaises. En Corée, nos investissements représentent 2 % des investissements étrangers et 5 % à Taiwan. Sauf avec Hongkong, le commerce français est déficitaire et se dégrade, même si un gros contrat gonfle temporairement nos ventes ici ou là (soixante Mirage pour Taiwan représentent à eux seuls trois années de nos exportations dans ce pays). Notre déficit face à la Chine a quadruplé entre 1988 et 1992, alors qu'en Corée la France tombait du rang de sixième fournisseur à celui de douzième.

Les biens d'équipement, matériels de transport et pièces détachées d'automobile représentent 56 % des ventes françaises en Chine (devant le blé : 10 %), 60 % à Taiwan, devant les produits chimiques, et 34 % en Corée, devant les matières premières. Mais les investissements qui stimulent un temps ces exportations vers ces pays en font bientôt des concurrents. En Corée, nos ventes de machines ont diminué d'un tiers en 1992 à cause de l'essor de la production locale. A Taiwan, la France a enregistré en 1991 son premier déficit dans les échanges de véhicules et de pièces détachées.

Les gigantesques projets d'équipement en cours offrent de belles perspectives dans les transports, les télécoms, l'énergie nucléaire ou l'ingénierie de services pour l'environnement. En Corée, le TGV a déjà évincé le Shinkansen japonais - mais pas encore son rival allemand. En Chine, Alcatel pourrait fournir la moitié des 30 millions de lignes téléphoniques à installer d'ici à l'an 2000. La Lyonnaise des Eaux y a décroché 15 contrats d'équipement urbain. Elf construit une raffinerie à Shanghai, Dumez un barrage dans le Sichuan, Bouygues des entrepôts à Hongkong... Mais ces succès restent relatifs. A Taiwan, les Français n'ont décroché que 3,5 % des marchés attribués à des étrangers dans le cadre du Plan d'équipement de six ans, contre 56 % aux Japonais (1991).

En revanche, les représailles dont la Chine menaçait nos entreprises après la vente des Mirage à Taiwan ne se sont pas vraiment matérialisées. Des échappatoires

Jean-Marie Bouissou, chercheur au CERI



PAYS • Le Japon

Marché imprenable?

MAIGRE son poids, le Japon est pour la France un partenaire mineur : 4 % de nos importations et 2 % de nos exportations. Elle n'y vend guère plus que l'Italie. Le taux de couverture s'est amélioré de 33 % en 1980 à 41 % en 1992. Mais la valeur du déficit est passée dans le même temps de 1,9 milliard de francs à 5,8 milliards, à cause de l'accroissement des échanges. C'est le plus important après celui que nous enregistrons face aux Etats-Unis.

Globalement, l'offre française correspond mal à la demande japonaise. Beaucoup de nos points forts à l'exportation sont aussi des points très forts du Japon : matériels de transport, biens d'équipement, produits chimiques. Quand ce n'est pas le cas (aéronautique), il s'agit surtout de marchés publics pour lesquels Tokyo donne priorité aux entreprises japonaises. L'agroalimentaire se heurte à la barrière qui protège l'électorat rural. Dans trois domaines seulement, la France réussit à exploiter ses atouts traditionnels : le parfum (43 % des importations japonaises) et autres produits de luxe, les alcools (34 %) et les matières radioactives (21 %).

Environ 300 entreprises françaises sont présentes au Japon - mais seulement 27 de nos 100 plus grandes firmes - et comptent pour à peine 1,5 % des investissements étrangers (trois fois moins que la Suisse). Il y a dans l'archipel 50 usines fran-

J.-M. B.

SECTEUR • Les vins

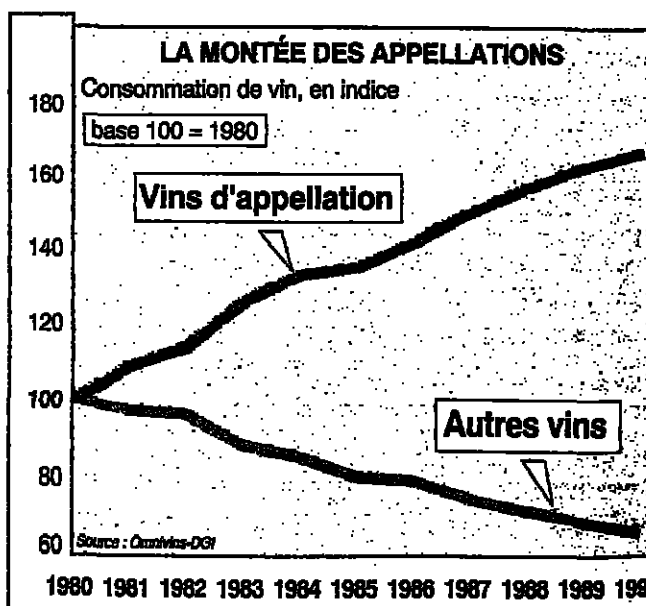
Attaques méridionales

BAISSE de la consommation, confusion des produits et surtout importations massives après les dévaluations portugaise, espagnole et italienne : c'est le tableau dressé par la Confédération des coopératives viticoles de France (CCVF) au cours de son congrès, fin juin. Les vins de table et de pays sont plus atteints que les appellations d'origine contrôlée (AOC) et les vins de qualité supérieure (VQS) rassemblés en Europe sous le vocable «vins de qualité produits dans une région déterminée» (VQPRD). Signe de l'érosion continue de la demande, à la mi-campagne, la consommation moyenne est en baisse de 1,8 % par rapport à 1992 ; mais elle progresse de 6 % pour les VQPRD, alors qu'elle chute de 6,9 % pour les autres.

Cette dépression s'accompagne d'une baisse des prix. «La situation des vins de table n'a cessé de s'aggraver, les prix tombant d'une fourchette 23-26 francs à 18-25 francs depuis le début de la campagne. Les vins de pays oscillent entre 275 et 290 francs l'hectolitre, pour atteindre un plancher de l'ordre de 250 francs», rappelle Jean Huillet, secrétaire général de la CCVF. Pour cette confédération, «les causes du marasme doivent être recherchées du côté de la consommation mais aussi du côté des importations» : les ventes en provenance de l'étranger ont augmenté de 11,5 %, atteignant 4,55 millions d'hectolitres, avec des prix moyens très inférieurs à ceux des vignes françaises. Grâce aux dévaluations, les productions italiennes se vendaient en janvier 1993, 40 francs l'hectolitre, celles en provenance d'Espagne 154,88 francs et celles du Portugal... 121,16 francs l'hectolitre.

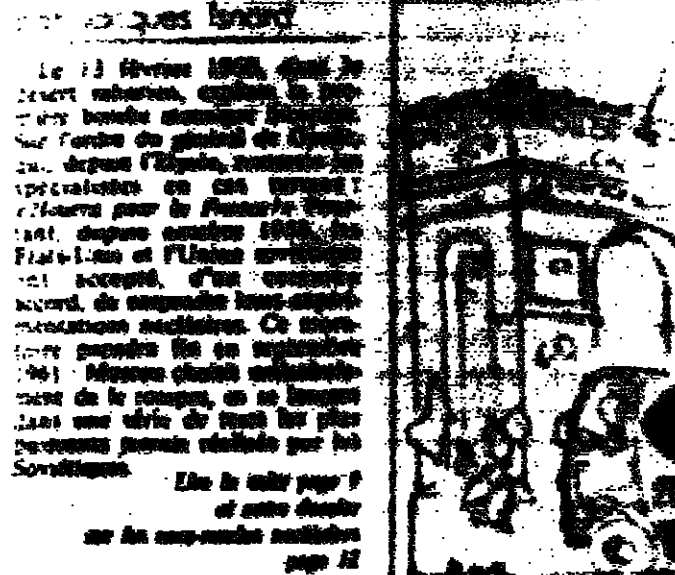
«La question des importations est au premier rang de nos préoccupations», affirme Denis Verdier, président de la CCVF. En effet, elle touche particulièrement le milieu de coopératives de l'hexagone, qui réalisent un chiffre d'affaires global de 25 milliards de francs, soit 40 % du secteur viticole, mais qui produisent 75 % des vins de pays et 65 % des vins de table.

Dominique Gallois



L'incertitude sur l'avenir domine les célébrations

France L'été 1993, dans un contexte de crise, les célébrations de la victoire de 1945 ont été marquées par une atmosphère d'incertitude. Les festivités ont été réduites à l'essentiel, et les célébrations ont été marquées par une atmosphère d'incertitude.



Le 13 février 1993, dans un contexte de crise, les célébrations de la victoire de 1945 ont été marquées par une atmosphère d'incertitude. Les festivités ont été réduites à l'essentiel, et les célébrations ont été marquées par une atmosphère d'incertitude.

Le 13 février 1993, dans un contexte de crise, les célébrations de la victoire de 1945 ont été marquées par une atmosphère d'incertitude. Les festivités ont été réduites à l'essentiel, et les célébrations ont été marquées par une atmosphère d'incertitude.

L'Asie se démocratise

Dans plusieurs pays, le souci des droits de l'homme va de pair avec le développement. Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.